



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 24 DÉCEMBRE 1938

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 24th DECEMBER, 1938

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

• Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon re-

réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement.

5265-44-9-0

ception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

5266-44-9-0

Lettres Patentes

"Aird Brothers Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Alan Aylesworth Macnaughton et Raymond Noel, avocats, Françoise Bellay, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire et exercer soit en gros et en détail une ou plusieurs des opérations qui consistent à produire, manufacturer, traiter, préparer, emballer, acheter, vendre et faire le commerce de lait, produits laitiers, viandes, produits de la viande, poisson, produits du poisson, aliments, pain, biscuits, gâteaux, extraits, conserves, sauces, condiments, thé, café, bonbons, confiseries, épicerie et généralement les aliments et produits alimentaires de toute sorte et description;

2. Acheter ou autrement acquérir, posséder, détenir, aménager, étendre, améliorer, vendre, échanger, ou autrement disposer de laiteries, crémèries, fermes, plantations, vergers, manufactures, usines, conserveries, usines pour la fabrication de bidons, jarres, boîtes, emballages ou autres récipients et matériels bruts dont sont faits les objets susdits, entrepôts, entrepôts frigorifiques, postes de livraison, magasins et aucune et toutes machineries, ameublement, meubles meublants, accessoires et appartenances qui peuvent être nécessaires, utiles, appropriés ou convenables en rapport avec les objets susdits, ou avec aucune des opérations ou entreprises de la corporation;

3. Exercer le commerce de marchands, négociants, importateurs, exportateurs, épiciers, bouchers, marchands de fruits et légumes, marchands de provisions, laitiers, boulangers, confiseurs, manufacturiers de biscuits et marchands de tabac, soit en gros ou en détail, et manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, affréter et faire le

Letters Patent

"Aird Brothers Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1938, incorporating: Alan Aylesworth Macnaughton and Raymond Noel, advocates, Françoise Bellay, Stenographer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To engage in and carry on either by wholesale or retail the business or businesses of producing, manufacturing, processing, preparing, packaging, purchasing, selling and dealing in milk, milk products, meats, meat products, fish, fish products, food, breads, biscuits, cakes, extracts, canned goods, sauces, condiments, teas, coffees, candies, confectioneries, groceries and generally food and food products of every kind and description;

2. To purchase or otherwise acquire, own, hold, equip, extend, improve, sell, exchange, or otherwise dispose of, dairies, creameries, farms, plantations, orchards, manufacturing plants, factories, canneries, plants for the manufacture of cans, jars, boxes, packages or other receptacles and raw materials of which any of the foregoing are made, warehouses, cold storage houses, delivery stations, stores and any and all machinery, equipment, fixtures, appliances and appurtenances that may be necessary, useful, proper or expedient in connection with the foregoing or with any of the businesses or enterprises of the corporation;

3. To carry on the business of merchants and traders, importers, exporters, grocers, butchers, green grocers, provision dealers, dairymen, bakers, confectioners, biscuit manufacturers, and tobaccoists, either by wholesale or retail, and to manufacture, import, export, buy, sell, barter and deal generally in, either by wholesale or retail,

commerce généralement soit en gros ou en détail, de tous ou chacun des produits alimentaires, aliments soit cuits ou non, légumes, beurre, fromage, œufs, lait, produits laitiers, épicerie, viandes, fruits, confiseries, cigares, cigarettes, tabacs, eaux gazeuses et autres liqueurs et leurs produits ou sous-produits, et entretenir et exploiter des magasins, usines et entrepôts ou outillages, soit frigorifiques ou autres, et autres facilités de distribution; et manufacturer et faire le commerce de canistres, boîtes, jarres, sacs, récipients, étiquettes et accessoires de conserverie; manufacturer, raffiner, exporter, importer, mettre en conserve, en canistre et autrement préparer pour le marché le sucre, la mélasse, les sirops, fruits, légumes, bonbons et confiseries et leurs produits ou sous-produits; et faire le commerce de toutes sortes de fruits et légumes en boîtes, en conserve, marinés et séchés; grains, provisions, viandes, poissons, volailles et gibiers, et les extraits, sirops, gelés, marmalades, essences, sauces, condiments, gelés, cidre et vinaigre de cidre, fruits séchés ou pressés, et tous produits qui peuvent être gelés;

4. Manufacturer, mélanger, raffiner, acheter et vendre les produits chimiques, teintures, ciments, minéraux, superphosphates, savons, engrais, peintures, vernis, mordants, polis, colorants, huiles, acides, alcools, charbon, coke, goudron, les produits et dérivés du goudron, le caoutchouc, les articles et produits du caoutchouc, articles et mélanges séparément ou en mélange et sous toutes conditions, et à tous les degrés de préparation et de fabrication;

5. Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de savon; acheter, vendre, manufacturer, raffiner, préparer et faire le commerce de toutes sortes d'huiles, substances oléagineuses et saponacées, et toutes sortes d'onguents et ingrédients;

6. Manufacturer, acheter, vendre, exporter, importer le métal, drap, celluloïde, boutons, ou insignes fabriqués de tout autre matériel, celluloïde, métal, drap, papier et toutes autres nouveautés, et nouveautés d'annonces de toutes sortes, y compris la manufacture, l'importation, l'exportation, et la négociation en gros et en détail, matériel à l'état brut, entrant dans la fabrication de ces dits articles; manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de montres, diamants, bijouterie, ornements et articles de fantaisie de diverses espèces, et autres sortes de marchandises et effets; manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de quincaillerie et spécialités et nouveautés en quincaillerie de toutes sortes;

7. Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des bourses;

8. Acquérir, acheter, recevoir, solliciter, inventer, développer, enregistrer, posséder, détenir, contrôler, permettre et renouveler le permis de faire usage de, contracter et autrement négocier et faire le commerce de brevets, demandes de brevets, droits et privilèges brevetés et de priorité, permis, concessions, contrats, conventions, inventions, améliorations, procédés améliorés et non améliorés, formules, dessins, marques de commerce, noms de commerce, droits d'auteur, requêtes pour aucun des objets susdits et droits et intérêts en iceux, à, en vertu et relativement aux objets susdits ou se rapportant aux procédés ou machines utilisés ou utiles en rapport avec iceux;

all or any alimentary products, foodstuffs whether cooked or not, vegetables, butter, cheese, eggs, milk, dairy products, groceries, meats, fruits, confections, cigars, cigarettes, tobaccos, aerated waters and other beverages and the products or by-products thereof and to maintain and operate stores, factories and warehouses or plants whether cold storage or not, and other distributing facilities; and to manufacture and deal in cans, boxes, jars, bags, containers, labels and canners supplies; to manufacture, refine, export, import, preserve, can, and otherwise prepare for market, sugar, molasses, syrups, fruits, vegetables, candies and confectionery and the products or by-products thereof; and to deal in all kinds of canned, preserved, pickled and cured fruits and vegetables; grains, provisions, meats, fish, fowl and game, and extracts, syrups, jams, marmalades, essences, sauces, relishes, jellies, cider and cider vinegar, aerated or evaporated fruits, and all products capable of being frozen;

4. To manufacture, compound, refine, purchase and sell chemicals, dye stuffs, cements, minerals, superphosphates, soap, fertilizers, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, acids, alcohols, coal, coke, coal tar, coal tar products and derivatives, rubber, rubber goods and products, articles and compounds separately or in combination and under all conditions, and at all stages of preparation and manufacture;

5. To carry on the business of soap manufacturers and dealers; to buy, sell, manufacture, refine, prepare and deal in all kinds of oils and oleaginous and saponaceous substances, and all kinds of unguents and ingredients;

6. To manufacture, buy, sell, export and import metal, cloth, and celluloid badges, or badges made of any other material, celluloid, metal, cloth, paper and any other novelties and advertising, novelties of all kinds, including the manufacture, importation, exportation and dealing in wholesale and retail, of the raw material, of which any of said articles may be made; to manufacture, buy, sell and deal in watches, diamonds, jewelry, ornaments and fancy articles of various kinds and other kinds of merchandise and property; to manufacture, buy, sell and deal in hardware and hardware specialties and novelties of every kind;

7. To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars by purchase and exhibition of works of art or interests, by publication of books and periodicals and by granting purses;

8. To acquire, purchase, receive, apply for, invent, develop, register, own, hold, control, license and relicense the use of, contract and otherwise deal in and with, patents, applications for patents, patent and priority, rights and privileges, licenses, concessions, contracts, agreements, inventions, improvements, improved and unimproved processes, formulae, designs, trade-marks, trade-names, copyrights, applications for any of the foregoing and rights and interests in, to, under and relating to the foregoing or relating to processes or machines used or useful in connection therewith;

9. Acquérir et entreprendre la totalité ou aucune partie du commerce, droits, franchises, clientèle, propriétés et biens, y compris toute option, concession et choses semblables de tout individu, firme, association ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer;

10. Donner toute garantie concernant le paiement de toutes débetures, actions-débetures, bons, obligations ou valeurs détenus par la compagnie;

11. Assumer, organiser, réorganiser, gérer et disposer en aucune manière quelconque tout commerce ou entreprise dans lesquels la compagnie peut être intéressée ou dans les valeurs desquels elle peut avoir investi ses fonds, ou avec lesquels elle peut être en relations d'affaires, ou envers lesquels elle peut détenir un mandat; et, à cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts, employés ou agents;

12. Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer des titres, actions, valeurs ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour un de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie et transférer son entreprise ou ses biens ou se fusionner avec toute autre compagnie;

13. Utiliser aucun de ses fonds pour l'achat d'actions dans toute autre compagnie et, durant la possession ou détention d'icelles, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour icelles;

14. Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts fonciers, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur les dits terrains ou aucun des dits terrains, et les vendre, louer, échanger, ou autrement disposer de la totalité ou de toute portion des terrains, et de la totalité ou d'aucun des édifices ou constructions qui sont maintenant ou qui seront à l'avenir érigés sur lesdits terrains, et prendre toutes les garanties qui seront jugées nécessaires, et ériger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction; améliorer, modifier et administrer lesdits terrains et édifices;

15. Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens réels ou personnels ou de l'industrie ou de l'entreprise de la compagnie à toute personne, firme ou corporation et accepter, comme considération de telle vente, location ou aliénation, des actions, débetures, actions-débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

16. Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

17. Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

18. Conclure tous arrangements pour le partage des profits, union des intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer aucun commerce ou transaction susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

19. Promouvoir, organiser, développer, gérer ou aider à la promotion, organisation, développe-

9. To acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchises, goodwill, property and assets, including any option, concession and the like of any individual firm, association or corporation carrying on any business which the Company is authorized to carry on;

10. To give any guarantee in relation to the payment of any debentures, debenture stock, bonds, obligations or securities held by the Company;

11. To take over, organize, reorganize, manage and dispose of, in any manner whatsoever, any business or undertaking in which the Company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds or with which it may have business relations or towards which it may hold a mandate; and, for that purpose, to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts, employees or agents;

12. To acquire and hold, to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings or any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the Company and to transfer its undertaking or assets or to amalgamate with any such Company;

13. To use any of its funds in the purchase of stock in any other Company and, while the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

14. To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands, and all or any of the buildings or structures that are now, or may hereafter be erected thereon, and to take such securities thereof as may be deemed necessary and to erect buildings and deal in building material; to improve, alter and manage the said lands and buildings;

15. To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal or of the business or undertaking of the Company, to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company;

16. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, which it may own in the Province for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which it is by law entitled to issue;

17. To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the Company's property of whatsoever kind sold by the Company or any money due to the Company from purchasers and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

18. To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted, so as directly or indirectly to benefit the Company;

19. To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, develop-

ment et gestion de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou industrie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie et comme opérations incidentes, entreprendre, gérer, contrôler ou autrement négocier les opérations et l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu dans le but de protéger les valeurs émises par icelles et réaliser les réclamations sur icelles;

20. Emettre des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, stocks et/ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, concessions, permis, franchises, ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir, ou en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, actions-débetures et/ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débetures et/ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

21. Prêter de l'argent aux personnes ou compagnie en relations d'affaires avec la compagnie, garantir, avec ou sans gages, l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou d'entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée et accepter en garantie de ces prêts, et garantir aucune garantie offerte par cette compagnie ou personne, y compris les actions, obligations, actions-débetures, hypothèques, gages, liens, ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

22. Etablir des agences et succursales; faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, ou province du Canada, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de cette compagnie assignation d'aucune procédure, dans toute poursuite ou action;

23. Conclure toutes conventions avec toutes autorités, municipales, locales ou autres, qui sembleront favoriser les objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de toute telle autorité tous droits, privilèges ou concessions que cette compagnie croira désirable d'obtenir, et mener à bonne fin, exercer et observer tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

24. Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation s'occupant d'un commerce semblable en tout ou en partie à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

25. Placer et négocier les deniers de la compagnie, qui ne sont pas immédiatement requis, de telle manière qui sera de temps à autre déterminée par le bureau de direction de la compagnie, sur simple résolution;

26. Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

27. Procurer du capital, crédit ou autre aide pour l'établissement, l'extension, ou la réorganisation de toute entreprise ou industrie exercée ou devant être exercée par toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

28. Acheter ou autrement acquérir et assumer tous ou aucun des biens, commerce, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et responsabilités de toute compagnie, société, association

and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the Company and as incidental thereto to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

20. To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and/or other securities for the payment, either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, concessions, licenses, franchises or other advantages which the Company may lawfully acquire and for the payment of services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture stock and/or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock and/or other securities of any other Company;

21. To lend money to persons or companies having dealings with the Company and to guarantee with or without security the performance of contracts and also the performance of any obligations or undertakings of any other Company or person in which the Company is interested and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons including shares, bonds, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies or of or upon the property of such persons or companies;

22. To establish agencies and branches; to procure the Company to be registered and recognized in any foreign country or province of Canada and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this Company, and to accept service for and on behalf of this Company of any process or suit;

23. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

24. To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the Company is authorized to carry on;

25. To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as from time to time may be determined by the Board of Directors of the Company by simple resolution;

26. To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

27. To procure, capital, credit or other assistance for establishing, extending or reorganizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company, with which the Company has business relations;

28. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership

ou personnes exerçant aucune partie du commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des biens appropriés aux fins de cette compagnie ou de toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs et les payer en argent et en actions ou valeurs de cette compagnie ou partiellement en argent ou partiellement en actions ou valeurs ou toute autre considération et exercer les industries ainsi acquises;

29. Rémunérer, soit en argent ou en actions entièrement libérées ou en valeurs de la compagnie ou de toute autre manière, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu pour les dépenses contractées et pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou toutes obligations, débetures, ou autres valeurs de la compagnie ou concernant l'organisation, la formation, la promotion de la compagnie ou la conduite de ses opérations;

30. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses qui sont nécessaires à la formation et à l'organisation d'icelles;

31. Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer et exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

32. Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents à commission ou autrement, entrepreneurs, gérants et au moyen ou par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu cependant que dans ce cas le fait que tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction. Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle et en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains

or persons, carrying on any part of the business which the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purpose of this Company or of any company in which this Company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities and to pay for the same in cash and in shares or securities of this Company or partly in cash or partly in shares or securities or any other consideration and to carry on the business so acquired;

29. To remunerate, either by way of commission or in cash or shares fully paid up or in securities of the Company or any other way, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred and for services rendered or to be rendered to the Company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the Company's capital, or any bonds, debentures, or other securities of the Company, or in or about the organization, formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

30. To pay out of the funds of the Company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

31. To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the Company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

32. To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors, managers, and by or through trustees agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

And it is hereby ordained and declared that, in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by the fact that such director or directors has or have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that, in such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other Directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction. No director or directors having such adverse interest shall be liable to the Company or to any stockholder or creditor thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized

ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions, sous le nom de "Aird Brothers Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de la valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

6083

Sous-secrétaire de la Province.

thereon, under the name of "Aird Brothers Limited".

The amount of the capital stock of the Company is to be Twenty Thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred shares (200) of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6084-o

Under Secretary of the Province.

"A. Morrissette & Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Albert Morrissette, inspecteur de moulin, et mécanicien, Léo Bureau, avocat, Xavier Cloutier, entrepreneur, et Arbondius Sigouin, mécanicien, tous de Rouyn, Qué., Corona Groulx, fille majeure usant de ses droits, institutrice, de Noranda, Qué., dans les buts suivants:

Faire le commerce de paniers à fruits, fonds de paniers à fruits en bois, boîtes à fromage en bois, couvercles de boîte à fromage et fonds de telles boîtes, boîtes en bois de toutes sortes;

Manufacturer, acheter, vendre, échanger, céder à bail, des paniers à fruits en bois, des fonds de panier à fruits, des boîtes à fromage en bois, des fonds de boîtes à fromage et des couvercles pour telles boîtes, ainsi que des boîtes de toutes sortes, en bois;

Faire le négoce et le commerce, en disposer de quelque façon, et agir généralement comme marchands en gros ou détail, comme marchands à commission, importateurs et exportateurs ou autrement, de paniers à fruits en bois, boîtes à fromage, en bois, couvercles de boîtes à fromage et fonds de telles boîtes ainsi que des boîtes de toutes sortes;

Faire la fabrication et le commerce de tous ces fonds de paniers ou boîtes, et boîtes en bois, ci-dessus énumérés, ainsi que de tous les accessoires nécessaires au commerce et à la fabrication de tels objets;

Opérer un ou plusieurs moulins pour la fabrication de tels fonds de paniers et boîtes en bois, ainsi que des boîtes en bois, et de tous les accessoires nécessaires à la fabrication de tels objets;

Etablir des succursales et entrepôts pour la fabrication et la vente des produits de la compagnie, et construire des immeubles nécessaires aux fins de ladite compagnie;

Faire le commerce d'accessoires de fonds de paniers à fruits, en bois, des fonds de boîtes à fromage en bois, des boîtes à fromage en bois, boîtes de toutes sortes, ci-dessus énumérés, dans toutes ses spécialités et sous toutes ses formes;

Exercer toute autre industrie qui pourrait être connexe avec celle ci-dessus mentionnée, et en général, entreprendre tout commerce qui serait de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie, et les rendre profitables;

S'amalgamer avec toute autre personne ou compagnie exerçant une industrie semblable;

Conclure des conventions avec les autorités municipales ou locales, à ou aux endroits ou

"A. Morrissette & Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1938, incorporating: Albert Morrissette, mill inspector and mechanic, Léo Bureau, advocate, Xavier Cloutier, contractor and Arbondius Sigouin, mechanic, all of Rouyn, Que., Corona Groulx, spinster of age in the use of her rights, teacher, of Noranda, Que., for the following purposes:

To deal in fruit baskets, wooden fruit basket bottoms, wooden cheese boxes, covers for cheese boxes and bottoms for such boxes, wooden boxes of all kinds;

To manufacture, buy, sell, exchange, cede on lease, wooden fruit baskets, wooden bottoms for fruit baskets, wooden cheese boxes, bottoms for cheese boxes and covers for such boxes, as well as all kinds of wooden boxes;

To trade and deal in, dispose of in any manner, and act generally as wholesale and retail merchants, commission merchants, importers and exporters or otherwise, of wooden fruit baskets, wooden cheese boxes, covers for cheese boxes and bottoms for such boxes as well as boxes of all kinds;

To manufacture and deal in all such basket and box bottoms, and wooden boxes, above enumerated, as well as all accessories necessary to the business and manufacture of such objects;

To operate one or more mills for the manufacture of such wooden basket and box bottoms, as well as wooden boxes, and all accessories necessary to the manufacture of such objects;

To establish branches and warehouses for the manufacture and sale of the products of the company, and to erect the immovables necessary for the purposes of the said company;

To deal in the accessories for wooden bottoms for fruit baskets, bottoms for cheese boxes, wooden cheese boxes, boxes of all kinds, hereinabove enumerated, in all lines and of all kinds;

To carry on any other industry which may be connected with the one above mentioned, and generally, undertake any business calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the property and rights of the company;

To amalgamate with any other person or company carrying on a similar industry;

To enter into arrangements with the authorities, municipal or local, of such place or places where

s'exerceront l'industrie et le commerce de la présente compagnie, et obtenir des diverses autorités, tous les droits, privilèges, concessions que la présente compagnie jugera convenable, et exécuter et exercer lesdits privilèges, droits et concessions;

Acheter ou acquérir de toute façon, l'actif ou la commerce de toutes personnes constituées en corporation ou non, exerçant un commerce ou industrie similaire, aux prix, charges et conditions que la corporation croira devoir accepter, et émettre des actions acquittées de la compagnie, en paiement des dites acquisitions;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer, de chacun et de tous les biens meubles et immeubles de la compagnie, pour telles conditions que la compagnie fixera;

Vendre, émettre les certificats d'actions de la compagnie, pour recouvrement de finance nécessaire aux fins des opérations de la compagnie, en paiement de dettes ou obligations qu'elle qu'elles soient;

Acquérir, par achat, location ou autrement, toutes les propriétés mobilières et immobilières, financières et personnelles, que la compagnie croira nécessaires pour les fins de son entreprise, et les vendre, les louer et échanger, gager et hypothéquer;

Emprunter de l'argent, tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets promissaires, des lettres de change, des connaissements, des mandats et autres instruments négociables et transférables, faire et émettre des bons, débetures et preuves de dettes de toutes sortes, sans limite, quant au montant, et les garantir, si c'est nécessaire, par mortgage, nantissement ou autrement;

Faire toutes telles autres choses qui se rapportent ou se rattachent à la réalisation des objets ci-dessus, et exercer tous les pouvoirs corollaires à ceux qui font l'objet principal de cette demande, sous le nom de "A. Morrissette & Company Limited", avec un capital de \$20,000.00 (vingt mille dollars) divisé en vingt mille (20,000) actions d'un dollar (\$1.00) chacune;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations, sera de cinq mille dollars (\$5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Rouyn, district de Témiscamingue.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

6085-0

Sous-secrétaire de la Province.

the industry and business of the present company is carried on, and to obtain from such divers authorities, any rights, privileges, concessions which the present company may deem expedient, and to execute and exercise the said privileges, rights and concessions;

To purchase or acquire in any manner, the assets or business of any persons whether incorporated or not, carrying on a similar business or industry, for such price, charges and upon such conditions as the corporation may deem fit to accept, and to issue paid-up shares of the company in payment for the said acquisitions;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, all or any of the movable and immovable properties of the company, upon such conditions as the company may fix;

To sell, issue share warrants of the company, for procuring the finances necessary for the operations of the company, in payment of debts or obligations whatsoever;

To acquire by purchase, lease or otherwise, any movable and immovable properties, real and personal, which the company may deem necessary for the purposes of its undertaking, and to sell, lease and exchange, mortgage and hypothecate the same;

To borrow money, draw, subscribe, accept, endorse discount, execute, issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments, to create and issue bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, without limit as to amount, and to secure the same, if necessary, by mortgage, pledge or otherwise;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects, and to exercise all powers corollary to those which form the main object of this petition, under the name of "A. Morrissette & Company Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each;

The amount with which the company will commence its operations, will be five thousand dollars (\$5,000.00).

The head office of the company is at Rouyn, district of Témiscamingue.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6086

Under Secretary of the Province.

"Atlas Sponging Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Zelig Glazer, Alex. Glazer et Isidore Glazer, tous épongeurs, de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exploiter le commerce et exercer les opérations qui consistent à éponger, teindre, mettre en rouleau, mesurer, ouvrir et parfaire le drap, les soies, lainages, coton, toile et tous tissus;

2. Demander, acheter ou autrement acquérir toute marque de commerce, droit d'auteur, nom de commerce, brevet, permis, concession et choses de même nature ou aucun secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule ou procédé qui sembleront susceptibles d'être

"Atlas Sponging Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1938, incorporating: Zelig Glazer, Alex. Glazer and Isidore Glazer, all spongers, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business and perform the work of spongers, dyers, rollers, measurers, finishers and refinishers of cloth, silks, woollens, cottons, linens and all textiles;

2. To apply for, purchase, or otherwise acquire any trade-mark, copyright, trade name, patents, licenses, concessions and the like, or any secret or other information as to any invention, formula or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the

utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

3. Acquérir, se charger et exploiter et détenir les actions ou fusionner la compagnie avec toute corporation exerçant aucune industrie, dans toute ligne se rapportant directement ou indirectement au commerce de la compagnie, avec ensemble tous biens, marques de commerce, dessins, brevets, permis et clientèle se rapportant directement ou indirectement aux fins précitées; et les payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie ou partiellement en deniers et partiellement en actions libérées;

4. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée; émettre des actions libérées, des débetures, parts, obligations et autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel de tous biens, droits, immunités qui peuvent être acquis par la compagnie, et, avec l'approbation des directeurs, pour services rendus et travaux exécutés pour la compagnie, et dans ou en vue du paiement ou de la satisfaction des dettes et engagements dus par la compagnie, y compris toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation ou à son organisation;

5. Subordonnément aux dispositions de l'article 81 de la dite loi, distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, tous biens de la compagnie, et en partie toutes actions, débetures et valeurs de toute autre compagnie ou que la compagnie aurait le pouvoir d'aliéner;

6. Emprunter des deniers en telles somme ou sommes, à tel taux d'intérêt, et moyennant les termes et conditions qui seront jugés appropriés, pour obliger la compagnie au remboursement des sommes empruntées de cette manière, et les intérêts sur icelles, et à l'exécution des termes et conditions, et s'il est jugé convenable, hypothéquer ou nantir la totalité ou une partie quelconque des propriétés immobilières ou mobilières de la compagnie pour garantir le remboursement des sommes empruntées de cette manière;

7. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

8. Vendre, transférer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque du commerce de la présente compagnie à toute corporation, firme, société ou personne, et accepter en considération des dites opérations les actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

9. Acquérir par achat, bail, location, octroi, échange ou par tout autre titre légal, toutes propriétés mobilières que la compagnie désirerait acheter soit directement pour les fins des opérations de la compagnie ou comme placement du surplus de ses fonds, et construire tous édifices quelconques nécessaires ou utiles pour les opérations de la compagnie, et les embellir, administrer, développer, louer, vendre ou aliéner et hypothéquer ses immeubles;

10. Prendre, acquérir et détenir toute garantie de quelque nature, réelle ou personnelle, pour les dettes, engagements ou obligations de la com-

pany, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

3. To acquire, take over, and operate, and hold shares in, or amalgamate with, any corporation, carrying on business in any line, connected directly or indirectly with the business of the company, together with any assets, trade marks, designs, patents, licenses, and goodwill connected directly or indirectly with the purposes thereof; and to pay for same the price agreed upon, either in cash or in fully paid-up shares of the capital stock of the company, or partly in cash, and partly in paid-up shares;

4. To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined; to issue paid-up shares, debentures, stocks, bonds, and other securities of the company in payment or part payment of any property, rights and easements which may be acquired by the company, and, with the approval of the directors, for any services rendered to, and work done for the company, and in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company, including all or any of the expenses, or incidental to the formation or organization thereto;

5. Subject to the provisions or article 81 of the said Act to distribute among the shareholders of the company in kind, any property of the company, and in part any share debentures and securities in any other company, or which the company may have power to dispose of;

6. To borrow money in such sum or sums, at such rate of interest, and on such terms and conditions as may be thought proper to bind the company to the repayment of the sums so borrowed, and interest thereon, and to the fulfilment of the terms and conditions, and if deemed advisable, to hypothecate or pledge the whole or any part of the company's immovables or moveables to secure the repayment of the sums so borrowed;

7. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills or exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

8. To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, firm, partnership or person, and to accept in consideration thereof, shares, debentures, bonds or securities of any other company;

9. To acquire by purchase, lease, hire, grant, exchange or by any other legal title, all moveable property that the company may wish to buy, either directly for the purpose of the business of the company, or as an investment of its surplus funds, and to construct any structure whatsoever necessary or useful for the business of the company, and to improve, manage, develop, lease, sell, or alienate the same and to hypothecate its immovables;

10. To take, acquire and hold any guarantee of whatever nature, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company incur-

pagnie encourus en rapport avec les objets et fins de la compagnie;

11. Faire tous les autres actes et choses qui sont incidents ou susceptibles de conduire aux objets précités ou à l'un quelconque des dits objets soit comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Atlas Sponging Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6087

Sous-secrétaire de la Province.

red in connection with objects and purposes of the company;

11. To do all such other acts and things as may be incidental or conducive to the above objects or any of them, either as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Atlas Sponging Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6088-o

Under Secretary of the Province.

"Collegiate Sportwear Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Harry Roseman, manufacturier, Bernard Roseman, vendeur, et Charles Lewis, dessinateur, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, faire le commerce et le négoce de toutes sortes d'habits, vêtements, confections et articles de sport pour femmes, demoiselles et enfants;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Faire chaque chose incidente à la confection d'habits et vêtements de sport de toute nature et description pour dames et enfants;

4. Demander, acheter ou autrement acquérir toutes inventions, brevets, permis, concessions et choses de même nature ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

5. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, les concessions réciproques ou autres, avec toute autre compagnie ou personne, et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne dans le but de promouvoir les objets de la corporation;

6. Accepter en paiement de tous travaux exécutés, services rendus, avances de deniers faites ou assistance fournie, les actions, obligations ou autres valeurs de toute corporation, municipalité, province ou gouvernement avec lesquels la compagnie pourrait avoir des relations et détenir, nantir, vendre ou autrement négocier les dites actions, obligations ou valeurs;

7. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

8. Vendre, louer, aliéner ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie quelconque de l'entreprise et des biens de la compagnie pour la considération et moyennant les termes et conditions que la compagnie croira convenables et plus particulièrement accepter en considération, les actions, obligations et débetures de toute

"Collegiate Sportwear Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1938, incorporating: Harry Roseman, manufacturer, Bernard Roseman, salesman, and Charles Lewis, designer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To buy, sell, manufacture, import, export, trade and deal in all kinds of Women's Misses' and Children's garments, clothing, wearing apparel and sportswear;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To do everything incidental to the manufacturing of ladies' and children's garments or sportswear of all natures and descriptions;

4. To apply for, purchase, or otherwise acquire any inventions, patents, licenses, concessions, and the like, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company;

5. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, reciprocal concession or otherwise, with any other company or person, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person for the purpose of furthering the objects of the corporation;

6. To accept in payment for any work done, services rendered, advances made, or assistance furnished, the stocks, bonds or other securities of any corporation, municipality, province or government with which the Company may have dealings and to hold, pledge, sell or otherwise deal in such stocks, bonds or securities;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company;

8. To sell, lease, alienate or otherwise dispose of the undertaking and assets of the company or any part thereof for such consideration and upon such terms and conditions as the company may deem expedient and more particularly to accept as consideration shares, bonds, debentures of any other company or for any other purposes

autre compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement toute machinerie, matériels, fonds de commerce;

10. Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

11. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

12. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

13. Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder toutes propriétés mobilières et immobilières que la compagnie croira nécessaires ou utiles pour son industrie ou ses opérations;

14. Hypothéquer, nantir ou autrement grever les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le remboursement des prêts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

15. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, actions-déventures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement intégral ou partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

16. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

17. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie et faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Collegiate Sportwear Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6089

Sous-secrétaire de la Province.

which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

9. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

10. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of the contracts by any such person;

11. To make, draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

12. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

13. To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and possess all moveables and immovables property which the company may deem necessary or useful for its business or operation;

14. To hypothecate, pledge or otherwise effect the moveable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract, or obligations of the company;

15. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

16. To invest and deal with the money of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

17. To borrow money upon the credit of the company and to do all such things which are incidental, conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Collegiate Sportwear Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6090-o

Under Secretary of the Province.

"Commercial Fur Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Roland Filion et Jean-Paul Lavallée, avocats, Marcel Marc, huissier, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Posséder, exploiter, mettre en opération et exercer l'industrie de la fourrure, en gros et en détail, pour toutes espèces de fourrures, et généralement pour tous genres d'articles, effets, et marchandises se rapportant à ce commerce;

2. Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier, et échanger, importer et exporter tous genres de fourrures, et généralement tous genres d'articles et choses qui peuvent être requis pour

"Commercial Fur Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1938, incorporating: Roland Filion and Jean-Paul Lavallée, advocates, Marcel Marc, bailiff, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To own, exploit, operate and carry on the fur business, wholesale and retail, for all kinds of furs, and, generally, all kinds of articles, wares and merchandise incidental to the said business;

2. To purchase, sell, manufacture, repair, alter and exchange, import and export all kinds of furs, and, generally, all kinds of articles and things which may be required for the purposes of the

les fins du dit commerce, ou sont susceptibles d'être profitablement négociés en rapport avec le commerce de la dite compagnie;

3. Acquérir par achat, concession, échange, location ou autrement, et construire, ériger, exploiter, détenir et maintenir, gérer toutes constructions, travaux, magasins, boutiques, ateliers de machines et autres érections nécessaires ou convenables à l'exercice d'aucune des fins de la dite compagnie, et les louer, vendre ou autrement en disposer;

4. Se fusionner à toute compagnie, corporation, société ou personne, exploitant un commerce semblable, ou dont les intérêts peuvent être convenablement gérés avec ceux de la présente compagnie;

5. Acheter, revendre, accepter, ou aliéner des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiées, débetures ou autres obligations de toute autre compagnie, ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de la présente compagnie;

6. Vendre et en disposer de toutes façons, ou autrement, aliéner la totalité ou partie du commerce de la présente compagnie, à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débetures, bons ou autres valeurs de toute autre corporation, société ou personne;

7. Émettre, vendre, répartir avec l'approbation des actionnaires, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie, et ce, en considération des services rendus;

8. Emprunter, faire et émettre des billets promissoires, lettres de change, obligations, débetures de toutes sortes, sans limite quant au montant, et les garantir par des hypothèques, gages ou autrement;

9. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

10. Établir des agences et succursales;

11. Construire, entretenir, acquérir, ou modifier, tous édifices ou travaux nécessaires ou convenables pour les fins de la présente compagnie;

12. Payer toutes propriétés, mobilières ou immobilières, droits, privilèges, effets négociables, commerces ou franchises, que la compagnie peut acquérir, ou pour services rendus, à la compagnie, et ce, en actions entièrement libérées, obligations ou toutes autres valeurs de la compagnie;

13. Posséder, accepter, acheter, et généralement acquérir de toutes façons, toutes marques de commerce, raisons sociales, patentes, licences, concessions et autres de même genre, conférant le droit d'en user, et ce d'une façon limitée ou non limitée, exclusive ou non exclusive, ou toute information ou secret concernant toute invention, formule ou procédé, qui peut sembler convenable d'être employé, pour les besoins de la compagnie, et par elle les employer à son usage, le développer, et ce, soit en obtenant des licences à cet effet, ou en acquérant pour cela la propriété, des droits ou informations reçus;

14. D'obtenir un enregistrement, licence, ou tout autre permis, lui permettant d'agir comme tel dans toute province du Canada, ou tout autre état ou pays étranger, et de désigner toute personne en respectant les lois des dites provinces, états, pays, pouvant la représenter dans toutes affaires contentieuses ou non contentieuses;

15. Distribuer en espèces ou autrement, au moyen de dividendes, légalement déclarés à même les bénéfices de la compagnie, ou de la façon prévue par la Section 81 de la loi des compagnies

said business or capable of being profitably dealt with in connection with the business of the said company;

3. To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise and construct, erect, operate, hold and maintain, manage any buildings, works, stores, work-shops, machine-shops and other buildings necessary or suitable for the carrying out of any of the purposes of the said company, and to lease, sell or otherwise dispose of the same;

4. To amalgamate with any company, corporation, partnership or person carrying on a similar business or the interests whereof may be conveniently managed with those of the present company;

5. To purchase, re-sell, accept or alienate any shares, stock, whether common or preferred, debentures or other bonds of any other company having purposes, in whole or in part, similar to the purposes of the present company;

6. To sell and in any manner dispose of, or otherwise alienate the whole or part of the business of the present company, to any corporation, partnership or person and to accept, as consideration therefor, the shares, debentures, bonds or other securities of any other corporation, partnership or person;

7. To issue, sell, allot, with the approval of the shareholders, fully paid-up shares of the company's capital stock, and such, in consideration for services rendered;

8. To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures of all kinds, without limit as to amount, and to secure the same for by mortgage, pledge or otherwise;

9. To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

10. To establish agencies and branches;

11. To build, maintain, acquire or alter any buildings or works required or suitable for the purposes of the present company;

12. To pay for any property, moveable or immoveable, rights, privileges, negotiable instruments, businesses or franchises, which the company may acquire, or for services rendered to the company, and such, in fully paid-up shares, bonds or other securities of the company;

13. To own, accept, purchase and generally acquire in any manner, any trade-marks, firm names, patents, licenses, concessions and the like, conferring the right to use the same, and such in a limited or unlimited, exclusive or non-exclusive manner, or any information or secret respecting any invention, formula or process, which may be deemed suitable to use for the purposes of the company and by company, to employ the same for its own use, develop the same, and such, either by securing licenses to that effect or by acquiring, for such purpose, the property, rights or information received;

14. To procure the company to be registered, licensed or to obtain any other permit, allowing it to act as such in any province of Canada or in any other state or foreign country, and to designate any person therein, in conformity with the laws of said provinces, states or countries, which may represent the company in any litigious or non-litigious matters;

15. To distribute in specie or otherwise, by means of dividends legally declared out of the profits of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act,

de Québec, tout actif de la compagnie à ses actionnaires et particulièrement, toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs, reçues en considération de la vente de toute ou partie des propriétés de la compagnie, ou des actions, obligations, débetures, ou autres valeurs, de toute autre compagnie formée pour reprendre tout ou partie de l'actif et du passif de la compagnie;

16. D'acquitter à même les fonds de la compagnie toutes ou parties des dépenses relatives à la formation ou à l'organisation de la compagnie;

17. De faire toutes autres choses qui peuvent être incidentes ou corrélatives aux objets de la compagnie mentionnés ci-dessus et ce, par l'intermédiaire de commettants, agents, entrepreneurs ou autres mandataires spécialement nommés à cet effet;

Et il est par les présentes prescrit et déclaré que dans l'éventualité où la compagnie s'engagerait par contrats ou transactions d'affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute autre organisation dans laquelle un ou plusieurs de ses directeurs seraient actionnaires, ou employés, ou avec toute corporation ou association dans laquelle un ou plusieurs de ses directeurs seraient actionnaires, ou employés, ou avec toute corporation ou association dans laquelle un ou plusieurs de ses directeurs seraient actionnaires, directeurs, mandataires, ou employés, semblable contrat, convention ou transaction ne sera pas annulée ou infirmée ou affectée par le fait que tel ou tels directeurs auraient ou pourraient y avoir des intérêts, même si ces intérêts pouvaient être contraires aux intérêts de la compagnie et même si le vote de ce ou ces directeurs ayant tel intérêt opposé, serait nécessaire pour obliger la compagnie relativement à ce contrat et transaction pourvu que, dans chacun de ces cas et que pour telle transaction et contrat, cet intérêt ait été révélé aux autres directeurs ou actionnaires de la compagnie;

Ce ou ces directeurs ayant révélé cet intérêt contraire à celui de la compagnie n'encourront aucune responsabilité vis-à-vis de la compagnie, ses actionnaires ou créanciers, regardant ce contrat ou transaction soit pour les gains ou pertes qui en auront résulté;

Et il est de plus entendu et déclaré:

a) Que les actions de la compagnie ne seront pas transportées sans le consentement des directeurs, lequel consentement devra être auparavant approuvé par une résolution votée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie;

b) Le nombre de ses actionnaires ou membres, à l'exclusion des employés de la compagnie, ne devra pas dépasser vingt (20);

c) Aucune souscription d'actions ou de débetures de cette compagnie ne sera permise au public, sous le nom de "Commercial Fur Company Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dit district, au numéro 4201, rue Ontario Est.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

6091-o Sous-secrétaire de la Province.

any assets of the company among its shareholders, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

16. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses incidental to the formation and organization thereof;

17. To do any other things which may be incidental or relating to the purposes of the company, hereinabove mentioned, and such through principals, agents, contractors or other mandatories specially appointed to that effect;

And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors, or with any other concern of which one or more of its Directors are shareholders or employees, or with any corporation or association of which one or more of its Directors are shareholders or employees, or with any corporation or association of which one or more of its Directors are shareholders, directors, mandatories or employees, such contract, agreement or transaction shall not be annulled or invalidated or affected by the fact that such Director or such Directors have or may have interest therein, even if such interests be adverse to the interests of the company, and even if the vote of such Director or Directors having such adverse interest, shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided that in such cases, and for such transaction or contract, the said interest be disclosed to the other Directors or shareholders of the company;

Such Director or Directors, having disclosed such adverse interest to that of the company, shall incur no liability towards the company, its shareholders or creditors, by reason of such contract or transaction, either for any profit or loss which may result therefrom;

And it is moreover understood and declared: a) That the shares of the company may not be transferred without the consent of the Directors, said consent to be previously approved by a resolution by them voted and recorded in the books of the company;

b) The number of its shareholders or members, exclusive of the employees of the company, shall not exceed twenty (20);

c) No subscription to the shares or debentures of this company shall be permitted to the public, under the name of "Commercial Fur Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, said District, number 4201, Ontario Street East.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6092 Under Secretary of the Province.

"Cytrynbaum & Heller Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la pro-

"Cytrynbaum & Heller Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

vince de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de novembre 1938, constituant en corporation: S. Leon Mendelsohn, Harold S. Freeman, et David M. Lack, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Posséder, louer, arrenter, construire et exploiter des théâtres, théâtres de vues animées, salle de concert, salles de danse et autres genres de maisons de divertissements, et les édifices et travaux convenables pour les fins précitées;

2. Exercer les opérations de propriétaires et de gérants de théâtres et de cinéma et particulièrement pourvoir à la production, la représentation et à l'exécution des opéras, pièces de théâtre, vues animées, cinémas, films, opérettes, vaudeville, ballets, pantomines, représentations théâtrales, promenades et autres concerts et autres représentations et exécutions musicales et dramatiques, et généralement exercer tout genre de commerce ayant pour ses objets le divertissement ou la récréation du public;

3. Conclure des conventions avec les auteurs, propriétaires ou autres personnes pour les droits dramatiques ou autres d'opéras, pièces, opérettes, vaudeville, ballets, pantomines, pièces théâtrales, compositions de musique, films photographiques, films sonores et autres exécutions et représentations dramatiques, pittoresques et musicales, ou pour leur représentation, et conclure des conventions de toutes sortes avec les auteurs, artistes et autres personnes;

4. Manufacturer, produire, acheter, vendre, échanger ou autrement faire le commerce, donner à bail, utiliser, réparer et entretenir des théâtres, scènes, articles, représentations, pièces, et les machineries, appareils, vues animées et films s'y rapportant, les chants, la musique, lentilles illustrées pour chansons ou autres objets, machines et vues animées et sonores, pianos, pianos automatiques, phonographes, boîtes automatiques, silhouettes, gaz calcium et autre, machines pour projection, rhéostats, machines pour imprimer et les accessoires de toutes sortes se rapportant aux opérations de la compagnie;

5. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts des autres risques communs semblables avec toute personne, personnes, firme ou compagnie que cette compagnie croira convenables;

6. Souscrire, prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie précitée et les détenir, les vendre ou autrement en disposer;

7. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie convenable ou susceptible d'être exercée;

8. Acquérir, se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et droits de toute personne, personnes, firme ou corporation exerçant aucune industrie que la présente compagnie exerce ou peut exercer et les payer en tout ou en partie en actions libérées de la présente compagnie;

9. Acheter, vendre, louer, arrenter, échanger, acquérir ou aliéner de tout genre de propriétés immobilières que la présente compagnie pourra considérer nécessaires ou utiles pour exercer ses opérations;

10. Faire tous les autres actes que la compagnie jugera nécessaires ou incidents aux objets précités ou de nature à les rendre profitables;

11. Les pouvoirs accordés n'autoriseront pas la compagnie d'exploiter ou d'exercer tous jeux d'argent, jeux de hasard et des jeux de hasard et d'habileté mixtes, sous le nom de "Cytrynbaum

ince of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of November, 1938, incorporating: S. Leon Mendelsohn, Harold S. Freeman, and David M. Lack, advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To own, lease, hire, construct and operate theatres, moving picture theatres, concert halls, dance halls, and other forms of amusement houses, and buildings and works convenient for the purpose thereof;

2. To carry on the business of theatre and cinema proprietors and managers and in particular to provide for the production, representation and performance of operas, stage plays, moving pictures, cinema, films, operettas, vaudeville, ballets, pantomines, spectacular pieces, promenades and other concerts and other musical and dramatical performance and entertainment, and generally to carry on any manner of business having for its object the entertainment or amusement of the public;

3. To enter into agreements with authors, owners, or other persons for the dramatic or other rights of operas, plays, operettas, vaudeville, ballets, pantomines, spectacular pieces, musical compositions, photographic films, phonofilms, and entertainments, or for the representation thereof, and to enter into engagements of all kinds with authors, artists and other persons;

4. To manufacture, produce, buy, sell, exchange or otherwise deal in, let, lease, utilize, repair and maintain theatres, scenarics, goods, acts, plays, machineries, apparatus, moving pictures and films thereof, songs, music, illustrated slides for songs or other purposes, motion and talking machines and pictures, pianos, automatic pianos, phonographs, automatic boxes, shadow works, calcium and other gases, projecting machines, rheostats, printing machines and accessories of all kinds connected with the business of the company;

5. To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests of any similar joint venture with any person, persons, firm or company which this company may think fit;

6. To subscribe for, take or otherwise acquire, shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the above company and to hold, sell or otherwise dispose of same;

7. To carry on any other business which may seem to the company convenient or capable of being carried on;

8. To acquire, take over the whole or any part of the business, property and rights of any person, persons, firm or corporation, carrying on any business which this present company carried on or may carry on and to pay for same wholly or in part with paid-up shares of the present company;

9. To buy, sell, lease, rent, exchange, acquire or dispose of in any way any immoveable property which the present company may consider necessary or useful to carry on its business;

10. To do any other acts which the company may deem necessary or incidental to the foregoing objects or calculated to render them profitable;

11. The powers granted do not authorize the Company to operate or carry on any gambling games of chance and games of chance and skill mixed, under the name of "Cytrynbaum &

& Heller Ltd.", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cent (100) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de novembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

6071 Sous-secrétaire de la Province,

Heller Ltd.", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one hundred (100) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6072-o Under Secretary of the Province.

"Hershfield's Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinquième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Adolphe Gardner, Jacob Moses Hershfield, avocats, et Nathan Fish, notaire, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de fourrures, manteaux de fourrures, manteaux, mantes et robes, de voyage et vêtements de toutes sortes, couvertes, châles, tapis et autres objets semblables, fabriqués de laine, coton, ou soie, en gros et en détail, et importer ou exporter les dits articles, effets et marchandises;

(b) Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie;

(c) Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement aliéner, embellir, construire, aménager ou autrement faire le commerce ou le négoce de propriétés immobilières;

(d) Employer des agents, voyageurs et marchands à commission pour prendre les commandes et vendre les marchandises de la compagnie;

(e) Passer des contrats en rapport avec telle sorte de corporation avec tout individu, compagnie, firme ou corporation;

(f) Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et exercer toutes opérations susceptibles de conduire à la réalisation des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation;

(g) Acquérir et payer en nature, en deniers comptants ou en actions libérées de cette compagnie ou autrement, les droits, biens, actions ou propriétés de toute personne, firme commerciale, société ou corporation quelconque exerçant en tout ou en partie une entreprise semblable;

(h) Généralement exercer toute autre industrie s'y rapportant et jouir de tous les pouvoirs conférés aux corporations semblables par les lois de la province de Québec, et exercer l'industrie précitée, sous le nom de "Hershfield's Incorporated";

(i) Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins et agences privées, et faire en général toutes choses nécessaires ou incidentes à l'exécution des objets précités;

(j) Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

(k) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de

"Hershfield's Incorporated"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1938, incorporating: Adolphe Gardner, Jacob Moses Hershfield, advocates, and Nathan Fish, notary, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(a) To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with furs, fur coats, cloaks and dresses wraps and clothing of every sort, blankets, shawls, rugs and other similar objects, made of wool, cotton fabrics or silks, wholesale and retail, and to import or export such goods, wares and merchandise;

(b) To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business;

(c) To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

(d) To employ agents, travellers and commission merchants to take orders and sell the Company's merchandise;

(e) To enter into contracts respecting such kind of corporation with any individual, Company, firm or corporation, purchase, sell same or amalgamate with any such individual, company, firm or corporation;

(f) To do all acts, exercise all the powers and carry on any operations, conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated;

(g) To acquire and pay for in kind, cash or paid up shares of this Company or otherwise, the rights, assets, shares or property of any person, commercial firm, partnership or corporation whatever carrying on in whole or in part a similar undertaking;

(h) Generally to carry on any other business in connection therewith to enjoy all the powers conferred on similar corporations by the laws of the Province of Quebec, and to carry on the aforesaid business, under the name of "Hershfield's Incorporated";

(i) To open and operate branches, manufactures, warehouses, stores and private agencies, and to do generally all things necessary or incidental to the carrying out of the foregoing objects;

(j) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

(k) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange,

change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(l) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(m) Hypothéquer, nantir, louer ou autrement aliéner les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le remboursement des prêts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

(n) Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement intégral ou partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

(o) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées; et

(p) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Hershfield's Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6093

Sous-secrétaire de la Province.

bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

(l) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

(m) To hypothecate, pledge, lease or otherwise dispose of the moveable or immoveable property of the company to secure the payment of loans or for the payment or performance of any other debt, contract, or obligations of the company;

(n) To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

(o) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined; and

(p) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Hershfield's Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6094-o

Under Secretary of the Province.

"Hôtel Régal Limité"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Joseph Guay, faiseur de papier, Léon Méthot, avocat et Conseil du Roi, André Garneau, étudiant en droit, tous de Trois-Rivières, dans les buts suivants:

1. Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, aménager, maintenir, opérer, échanger, vendre ou autrement en disposer des hôtels, restaurants, cafés et salles de rafraîchissements; exercer le commerce d'hôteliers licenciés, marchands de tabac, bière et vin, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses minérales artificielles et autres liqueurs, le commerce de pourvoyeur, fournisseurs pour des amusements physiques d'une manière générale, le commerce de propriétaire d'automobiles, carrosses, voitures équipages, propriétaires d'écuries de louages, agents d'immeubles, courtiers, messagers et gardiens d'entrepôts;

2. Construire, acheter, opérer, louer, vendre des hôtels, appartements, logements, boutiques, manufactures, résidences, maisons de pension, buanderie et lieux d'amusements autorisés par la loi;

3. Acheter, louer ou autrement acquérir en tout ou en partie toute propriété réelle ou personnelle mobilière ou immobilière soit à la ville ou à la campagne spécialement lots à bâtir, fermes et jardins potagers;

4. Acheter, louer ou autrement acquérir en tout ou en partie le commerce de toutes compagnies, firmes ou individus exerçant tout commerce semblable à celui de cette compagnie avec aussi

"Hôtel Régal Limité"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1938, incorporating: Joseph Guay, paper-maker, Léon Méthot, advocate and King's Counsel, André Garneau, law student, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

1. To construct, build, purchase, lease or otherwise acquire, own, equip, maintain, operate, exchange, sell or otherwise dispose of hotels, restaurants, cafés, refreshment rooms; to carry on the business of licensed hotelkeepers, dealers in tobacco, wine and beer, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, purveyors, caterers for public amusements generally automobile, coach, carriage, equipage and livery stables owners, real estate agents, brokers, carriers and warehousemen;

2. To construct, purchase, operate, lease and sell hotels, apartments, dwelling houses, shops, factories, residences, boarding houses, laundries, and places of amusement authorized by law;

3. To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, any and all urban or rural real or personal, moveable or immoveable property, building lots, farms and market gardens;

4. To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, the business of any company, firm or person carrying on any business similar to the business of the company, together with all

toute propriété immobilière, édifices, machineries, fonds de commerce, clientèle et actif d'une manière générale de telle entreprise, les payer totalement ou partiellement avec du capital entièrement libéré et non sujet à appel de la compagnie ou en argent, bons, obligations, mortgages ou autres garanties;

5. Se fusionner avec toute société et compagnie ou affaires ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie sous quels termes et conditions qui pourraient être jugés à propos;

6. Vendre, louer ou autrement disposer de toute ou d'aucune partie des affaires et entreprises de la compagnie pour de l'argent ou du capital, bons, obligations, garanties ou actions de toute autre compagnie;

7. Acquérir, détenir, louer, vendre, échanger ou autrement disposer du capital, bons, obligations, garanties ou actions de ou dans toute compagnie exerçant des affaires dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

8. Distribuer parmi les actionnaires en espèce toute propriété et actif de la compagnie en particulier, toutes actions, obligations et garanties de toute autre compagnie appartenant à ou détenus par la compagnie et dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer soit par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la loi des compagnies de Québec;

9. Placer les fonds disponibles de la compagnie de la manière qu'il pourra être de temps en temps déterminée;

10. Acheter ou autrement acquérir et détenir des actions dans le capital actions de toute autre corporation tel pouvoir ne pouvant être exercé que par les directeurs;

11. Conclure des arrangements au sujet du partage des profits de la réunion des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant une entreprise ou transaction ou engager ou se proposant d'exercer ou de s'engager dans une entreprise que la présente compagnie est autorisée à exercer ou toute industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie et avancer des fonds à garantir les contrats ou autrement assister toute telle personne, firme ou compagnie, prendre ou autrement acquérir les actions ou valeurs de toute telle compagnie et les vendre, détenir avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

12. Rémunérer au moyen d'une commission ou autrement toute personne ou corporation pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription du capital de la compagnie, de ses obligations, bons ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la gestion de ses affaires;

13. Émettre des actions acquittées de la compagnie en paiement ou partie de paiement de services rendus ou à être rendus à cette compagnie, en paiement de franchise, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, bail, licence ou contrat immeubles capital, bons, obligations ou autres propriétés et droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs ici accordés; émettre et céder des obligations aux mêmes fins;

14. Faire demande pour acquérir ou exercer, mettre à exécution et se prévaloir de tout statut, ordonnance, ordre, pouvoir, autorités, concession, droit ou privilège de tout Gouvernement ou tout

immoveable property, buildings, machinery, stock-in-trade, good-will and assets generally of such business; and to pay for the same wholly or in part in fully paid up and non-assessable stock of the company, or in cash, bonds, debentures, mortgages or other securities;

5. To amalgamate with any firm, company or concern having objects altogether or in part similar to those of the company, on such terms and conditions as may be deemed advisable;

6. To sell, lease, or otherwise dispose of the whole or any part of the company's business and undertaking for cash or for the stock, bonds, debentures, securities or shares of any other company;

7. To acquire, hold, lease, sell, exchange, or otherwise dispose of the stock, bonds, debentures, securities or shares of or in any company carrying on business with objects in whole or in part similar to those of this company;

8. To distribute among the shareholders, in kind, any property or assets of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to or held by the company or which the company may have power to dispose of, either by way of dividends lawfully declared out of the net profits of the company or in the manner provided for by Article 81 of the Quebec Companies' Act;

9. To invest any moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

10. To purchase or otherwise acquire and hold shares in the capital stock of any other corporation; such power to be exercised by the directors only;

11. To enter into any arrangement for sharing of profits, or union of interests with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transactions which this company is authorized to carry on, or any business, or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to advance money to or guarantee the contracts of and otherwise assist any such person, firm or company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to sell, hold, with or without warranty, or otherwise deal with the same;

12. To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of the capital stock of the company or any debentures, bonds or other securities of the company, in or about the conduct of its business;

13. To issue as fully paid up, shares of the company in payment or part payment of services rendered or to be rendered to the company, and in payment of any franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and to issue and assign bonds for the same purposes;

14. To apply for, acquire, exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, concession, rights or privileges which any government or any other municipal

autre pouvoir public municipal ou autre ou toute corporation ou compagnie peut avoir le pouvoir de mettre en vigueur, faire ou accorder et affecter aucune partie des actions, obligations ou actif de la compagnie en paiement et règlement des frais, charges, dépenses nécessités par cette compagnie;

15. Prélever et aider à prélever pour aider au moyen de bonus, emprunts, billets, endossements, se porter garant pour l'exécution des contrats, le règlement des dettes, aider et assister de toute autre manière toute personne, maison de commerce, compagnie ou corporation avec laquelle ou dans laquelle la compagnie peut être intéressée financièrement ou avec laquelle elle peut avoir des relations commerciales et agir comme employé, agent ou gérant de telle compagnie, corporation ou maison de commerce;

16. Prendre part à toute entente pour le partage des profits, union des intérêts, coopération, projet commun, concession réciproque toute autre chose avec toute personne, compagnie engagée ou faisant affaires ou ayant l'intention de se faire dans tout commerce ou toute transaction dans lesquelles cette compagnie est autorisée à s'engager et qui serait de nature à augmenter de quelque valeur que ce soit la valeur des propriétés ou valeurs de la compagnie;

17. Faire toute choses utile et nécessaire ou jugée à propos pour atteindre l'un ou plusieurs des buts énumérés aux présentes ou qui pourront être en tout temps jugés utiles, nécessaires ou à propos pour le bénéfice ou la protection de la compagnie soit comme propriétaire de ces biens ou y ayant quelques intérêts;

18. Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et faire toutes affaires se rapportant à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

19. Faire toute ou chacune des choses présentement autorisées soit seul ou conjointement avec d'autres comme agent ou représentant;

20. Les pouvoirs mentionnés à chacun des paragraphes ci-dessus ne sont aucunement limités ou restreints par allusion ou en raison des termes d'aucun autre paragraphe; sous le nom de "Hôtel Régal, Limité", avec un capital total de \$10,000.00 (dix mille dollars), divisé en cent actions (100) de \$100.00 (cent dollars chacune).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

6073-o Sous-secrétaire de la Province.

or other public power or any corporation or company may have the power to exercise, make or grant, and to appropriate any part of the shares, bonds and assets of the company to the payment and settlement of the costs, charges, expenses necessitated by this company;

15. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loans, notes, endorsements, guarantee the execution of contracts, the settlement of debts, aid and assist in any other manner any person, firm, company or corporation with which or in which the company, may be financially interested or with which it may have business dealings and to act as employee, agent or manager of any such company, corporation or firm;

16. To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company engaged in or carrying on or intending to carry on any business or transaction which this company is authorized to carry on, or calculated to enhance in any manner the value of the properties or assets of the company;

17. To do all things useful or necessary or suitable for the attainment of any or several of the objects enumerated herein or which may at any time appear useful, necessary or suitable for the benefit or protection of the company, either as proprietor of or interested in any property;

18. To do all acts, exercise all powers and carry on any business conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated;

19. To do all and any of the things hereby authorized either alone or in conjunction with others, as agents or representatives;

20. The powers mentioned in any of the foregoing paragraphs shall in no way be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Hôtel Régal Limité", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6074 Under Secretary of the Province.

"La Cie de Bois du Cenellier, Ltée"—(Cenellier Lumber Co. Ltd.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Elzéar Côté, marchand et Edmond Rioux, comptable, de Rimouski, Alfred Rioux, industriel, de Causapséal, dans les buts suivants:

1. Faire affaires de toutes façons comme manufacturier et marchand de bois sous toutes ses formes et des dérivés du bois, comme marchand général, faire le troc ou échange des produits de la ferme ou de la forêt pour d'autres marchandises provenant des commerces autorisés de la Compagnie, dans la province de Québec;

"La Cie de Bois du Cenellier, Ltée"—(Cenellier Lumber Co. Ltd.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1938, incorporating: Elzéar Côté, merchant, and Edmond Rioux, accountant, of Rimouski, Alfred Rioux, manufacturer, of Causapséal, for the following purposes:

1. To carry on business in all its branches as lumber manufacturers and merchants, under all the forms thereof, and of the derivatives of wood, as general merchant, to barter and exchange farm or forest products for other merchandise proceeding from the company's authorized businesses in the Province of Quebec;

2. Acquérir tout l'actif (as a going concern) ou partie de l'actif de toute personne, société ou compagnie faisant un commerce semblable à celui que la compagnie a l'intention d'exercer et en particulier le commerce de bois exercé par Elzéar Côté, marchand, de Rimouski, au lieu appelé St-Esprit et aux environs, et payer l'acquisition pour le tout en argent, ou pour le tout ou pour partie en actions acquittées du capital-actions de la compagnie;

3. Exercer aucune autre industrie excepté celles qui ne relèvent pas de l'autorité législative de la province ou pour l'exercice desquelles il faut des pouvoirs spéciaux ou une incorporation spéciale, que la corporation jugera capable d'être profitablement exercée conjointement avec aucun des objets précités, ou susceptibles directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

4. Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propres à être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à, garantir les contrats de, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucunes telles compagnies ou personnes en relation d'affaires avec la compagnie, aussi les vendre, détenir ou autrement les négocier;

5. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèce ou autrement, de la manière reçue par voie de dividendes, ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou tous biens de la compagnie ou tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont elle aurait le pouvoir d'aliéner;

6. Généralement acheter, prendre, louer ou échanger, prendre à bail ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, ainsi que tous les droits et privilèges que la compagnie estimera nécessaires ou utiles à son industrie et en disposer à titre onéreux;

7. Emprunter sur le crédit de la Compagnie, émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables; hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement des bons, obligations ou autres valeurs ou de tout emprunt de deniers ou considérations reçues pour les fins de la compagnie, sous le nom de "La Cie de Bois du Cenellier, Ltée" (Cenellier Lumber Co. Ltd.).

Le montant du capital-actions de la compagnie est de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf actions (199) de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

6075-o Sous-secrétaire de la Province.

2. To acquire, (as a going concern) the whole or part of the assets of any person, partnership or company carrying on a business similar to that which the company intends to carry on, and, in particular, the lumber business carried on by Elzéar Côté, merchant, of Rimouski, at the place called "St-Esprit" and in the neighbourhood, and to pay for the such acquisition, wholly in cash, or wholly or partly in paid-up shares of the company's capital stock;

3. To carry on any other industry, save those not coming under the Legislative authority of the Province or for the exercise of which special powers are or a special incorporation is required, which the corporation may deem capable of being profitably carried on in connection with any of the foregoing objects, or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

4. To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transactions, which it may carry on or engage in or any business or transaction capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the company, to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, to take or otherwise acquire shares and securities of any such companies or persons having business dealings with the company, also to sell, hold or otherwise deal with the same;

5. To distribute among the shareholders of the company, in kind, specie or otherwise, in the manner agreed upon, by way of dividends, or in the manner provided by article 81 of the Quebec Companies' Act, any property or any assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company, and, in particular, any shares, bonds, debentures, debenture-stock or other securities of or in any other company, belonging to this company or which it may have power to dispose of;

6. Generally to purchase, take, lease or exchange, take on lease or otherwise acquire any movable or immovable property, and any rights and privileges which the company may deem necessary or useful for its industry and to dispose thereof under onerous title;

7. To borrow on the credit of the company, issue bonds, debentures or other securities of the company and to give as security or sell the same for such prices and sums as may be deemed expedient; to hypothecate or pledge the immovables or movable properties of the company, or give both species of guarantee to secure the payment of the bonds, debentures or other securities or any loan of money or consideration received for the purposes of the company, under the name of "La Cie de Bois du Cenellier, Ltée" (Cenellier Lumber Co. Ltd.).

The amount of the company's capital stock shall be nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one hundred and ninety nine (199) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the Town of Rimouski.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6076 Under Secretary of the Province.

"La Ferme St-Charles Incorporée"—"The St. Charles Farm Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de décembre 1938, constituant en corporation: J. A. Donat Chagnon, notaire, Thérèse Bourque, et Jeanne Arseneau, sténographes, filles majeures et non mariées, tous de la cité des Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Procéder à la culture, à la préparation, à la transformation, à la vente, en gros et en détail, à l'état naturel ou manufacturé, de tous les types de tabac, à pipe, à cigare, à cigarette et de toutes autres variétés, sous toutes les formes compatibles avec les dispositions de la loi, et de tous les produits agricoles en général;

Avoir et exploiter, acheter, louer, vendre, échanger ou autrement acquérir ou disposer des bâtisses, usines, et de tous autres immeubles ou biens-fonds pour les fins de la culture, de l'industrie et du commerce plus haut mentionnés, ainsi que tous les meubles, outillages, services nécessaires aux fins susdites;

Donner, faire, endosser, accepter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements ou autres garanties, valeurs négociables ou transférables;

Tenir des magasins, entrepôts ou autres bâtisses pour la culture, l'industrie et le commerce en gros et en détail de tous ces produits, manufacturés ou non et de toutes les marchandises en rapport avec l'industrie et le commerce de la dite compagnie et servir d'intermédiaires à commission ou autrement auprès des manufacturiers ou autres pour les fins de la culture, de l'industrie et du commerce de la dite compagnie;

Acheter, louer, vendre, échanger, engager ou autrement acquérir toute propriété personnelle ou tout autre droit ou privilège que la corporation puisse juger nécessaire ou utile dans le but de ses opérations;

Conclure des conventions avec les autorités locales, municipales ou autres, qui sembleront avantageuses pour atteindre les objets de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer des entreprises de la compagnie ou d'une partie d'icelles pour telles considération que la compagnie jugera convenables;

Demander, acheter, louer, acquérir ou exploiter tout brevet d'invention, permis, concession, procédé, renseignement secret et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, limité ou non limité, qui pourrait être utile pour l'une des fins queconques de la dite compagnie;

Faire tout arrangement pour la division des profits, union d'intérêts, coopération, entreprises communes, concessions réciproques ou autrement avec toutes personnes ou sociétés ou autrement, faisant affaires, poursuivant des entreprises ou sur le point de faire affaires ou de poursuivre des entreprises que la compagnie est autorisée à faire ou à poursuivre ou toutes autres affaires susceptibles d'être conduites de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie et pour prêter de l'argent, garantir des contrats, ou autrement aider toutes telles personnes ou compagnies et pour prendre ou autrement acquérir des actions ou obligations de toutes telles personnes ou compagnies, pour les vendre, détenir, revendre ou faire affaire avec icelles;

"La Ferme St-Charles Incorporée"—"The St. Charles Farm Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the seventh day of December, 1938, incorporating: J. A. Donat Chagnon, notary, Thérèse Bourque, and Jeanne Arseneau, stenographers, spinsters of the age of majority and unmarried, all of the city of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the cultivation, preparation, transformation, sale, wholesale and retail, in a natural or manufactured state, of all kinds of pipe, cigar, cigarette, tobacco and all other varieties thereof, under any form which may be compatible with the provisions of law, and all agricultural products in general;

To have and exploit, purchase, lease, sell, exchange or otherwise acquire or dispose of buildings, plants and any other immovables or real estate for the purposes of the cultivation, industry and business hereinabove mentioned and also any moveables, equipment, services required for the aforesaid purposes;

To give, make, endorse, accept, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, or other guarantees, negotiable or transferable securities;

To keep one or more stores, warehouses or other buildings for the cultivation, industry and business, wholesale and retail, of all the said products, whether manufactured, or otherwise, and of any merchandise incidental to the industry and business of the said company, and to act as intermediary, on commission or otherwise, with manufacturers or others, for the purposes of the cultivation, industry and business of the said company;

To purchase, lease, sell, exchange, pledge or otherwise acquire any personal property or any other right or privilege which the corporation may deem necessary or useful for the purpose of its operations;

To enter into agreements with any local, municipal or other authorities which may seem conducive to the attainment of the company's purposes;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit;

To apply for, purchase, lease, acquire or exploit any patent of invention, license, concession, process, secret information and the like, conferring any exclusive or unexclusive, limited or unlimited right, capable of being useful for all or any of the company's purposes;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any persons, partnerships or others, carrying on business or engaged in undertakings or about to carry on business or engaged in undertakings which the company is authorized to carry on or engaged in, or any other business capable of being carried on so as to benefit the company directly or indirectly, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such persons or companies, and to take or otherwise acquire the shares or bonds of any such persons or companies, to sell, hold, re-sell or otherwise deal with the same;

Émettre des obligations ou débetures et émettre des actions en échange de services, de biens meubles ou immeubles;

Prendre tout moyen pratique pour faire connaître les buts et les fins de la présente corporation et spécialement par journaux et circulaires, annonces de toute sorte;

Engager ses biens mobiliers ou immobiliers ou les deux à la fois au moyen de garanties hypothécaires ou autres;

Émettre et distribuer comme parts totalement acquittées de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, immeubles, valeurs, débetures et autres propriétés ou droits qu'elle peut acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont concédés;

Emprunter les montants que la compagnie jugera nécessaires et utiles d'emprunter et cela en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos;

Exploiter toute autre industrie connexe aux objets pour lesquels la compagnie est constituée et généralement faire toutes les choses qui conduisent à la réalisation des objets susdits;

Placer et distribuer les deniers disponibles de la compagnie sur des valeurs déterminées par règlement;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de la culture, de l'industrie ou du commerce de biens, des engagements et de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et émettre des actions acquittées ou des obligations ou les deux pour le paiement de leur prix d'achat;

Se joindre ou se fusionner en tout ou en partie avec aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie;

Accepter en paiement d'aucune dette due à la compagnie des stocks, actions, obligations ou autres sécurités;

Faire tout contrat de louage, service, cautionnement, mandat, agence, transactions et généralement tous contrats ou conventions qu'une corporation peut faire sans exception;

Aucun détenteur d'actions ne pourra les mettre en vente sans les avoir au préalable offertes au bureau de direction de la compagnie, qui aura le privilège de les acheter au prix établi pour la vente et de les distribuer également entre ses directeurs; mais un affidavit devra être produit par le vendeur établissant le plus haut prix offert pour ses actions. Si certains directeurs refusaient ce privilège, les autres directeurs pourraient se les partager également ou selon leur entente, sous le nom de "La Ferme St-Charles Incorporée"—"The St. Charles Farm Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de décembre 1938.

6095-0

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

To issue bonds or debentures and to issue shares in exchange for services, or moveable or immoveable properties;

To adopt any practical means to make known the objects and purposes of the present corporation and especially by newspapers, circulars, advertisements of every kind;

To mortgage its moveable or immoveable property or both together, by means of hypothecary guarantee or otherwise;

To issue and allot as fully paid-up shares of the company in payment or part payment for, any business, franchises, undertakings, property, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, immoveables, securities, debentures and other property or rights which it may acquire in virtue of the powers hereby granted;

To borrow any amounts which the company may deem proper and useful, and such at any time and as often as may be deemed necessary;

To carry on any business allied to the purposes for which the company is incorporated and, generally to do anything which may be conducive to the attainment of the aforesaid purposes;

To invest and distribute the available monies of the company in securities determined by by-laws;

To acquire or take over the whole or any part of the cultivation, industry, or the business, property, liabilities and assets of any person, partnership or corporation carrying on a business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the present company, and to issue paid-up shares or bonds, or both together, for payment of the purchase price thereof;

To consolidate or amalgamate, in whole or in part, with any other company having purposes similar to those of the said company;

To accept as payment for any debt due to the said company, stock, shares, bonds or other securities;

To enter into any contract for hire, service, surety, mandate, agency, transactions, and, generally, any contracts or agreements which may be entered into by a corporation, without any exception;

No holder of shares may sell them without previously offering them to the board of directors of the company, who shall have the privilege of purchasing them at the price set for the sale and to distribute them equally among the directors; but an affidavit must be produced by the vendor establishing the highest price offered for his shares. If certain directors refuse this privilege, the other directors may divide them equally or according to their agreement, under the name of "La Ferme St. Charles Incorporée"—"The St. Charles Farm Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December 1938.

6096

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"Paquet & Déry Ltée."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la pro-

"Paquet & Déry Ltée."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

vince de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Alexandre Paquet, contracteur et commerçant, Robert Déry, comptable, et Gaston Plamondon, commis, tous de St-Raymond, dans le comté de Portneuf, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois de pulpe, bois de sciage, bois de chauffage, charbon, charbon de bois, en gros et en détail, le commerce général des matériaux de construction, de provisions diverses, de marchandises sèches, de machines agricoles, de meubles et d'automobiles;

Agir comme représentants, vendeurs, agents, courtiers, importateurs, intermédiaires et distributeurs des marchandises ci-dessus mentionnées et de tous autres produits pouvant se rapporter aux commerces précités;

Contracter pour la coupe et le charroyage du bois de pulpe, du bois de sciage et du bois de chauffage ou autre bois et la fabrication du charbon de bois;

Opérer des fabriques de charbon, de bois, importer, exporter, acheter, vendre et faire commerce de tous produits ou sous produits du charbon de bois;

Ériger, acquérir, louer ou autrement posséder des bâtiments pour l'emmagasinage et la préparation des produits de l'industrie forestière et des produits et sous produits du charbon de bois;

Établir et maintenir des magasins de gros ou de détail et prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie;

Agir en général comme industriel, fabricant, manufacturier, marchand, courtier ou agent en tous genres et pour toutes sortes d'objets pour lesquels la compagnie est formée;

Acquérir toute entreprise, en tout ou en partie semblable ou connexe aux entreprises de la présente compagnie et la payer soit en argent ou en actions acquittées, ou en débentures de la présente compagnie;

Se fusionner avec toute personne, compagnie ou société qui fait des opérations semblables, ou connexes à celles de la présente compagnie;

Prendre, souscrire, acheter des actions, obligations ou autres valeurs d'aucune compagnie et en disposer comme bon il semblera à la compagnie;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel et obtenir de toute autorité fédérale, provinciale ou municipale, toute franchise, concession ou tous privilèges;

Prêter de l'argent soit aux clients ou à toute personne en relations d'affaires avec la compagnie ou dans des cas où la compagnie le jugerait utile ou nécessaire;

Posséder des immeubles, vendre, échanger et louer tous et aucun des biens meubles et immeubles, de la compagnie, ou autrement les aliéner ou en disposer, emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons ou débentures, et affecter, hypothéquer et donner en gage les biens meubles et immeubles de la compagnie, ou les deux, pour garantir tous tels bons, débentures et tous argents ainsi empruntés;

Obtenir, acquérir, maintenir tous noms de commerce, patentes, brevets d'invention, et en disposer de toute manière;

Émettre des actions du capital de la compagnie en paiement total ou partiel de propriétés mobilières ou immobilières, de droits acquis par la compagnie, de créances dues ou assumées par la compagnie, ou en paiement de services rendus ou à être rendus à la compagnie;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs, faire et exécuter tous les autres actes qui peuvent

Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1938, incorporating: Alexandre Paquet, contractor and dealer, Robert Déry, accountant, and Gaston Plamondon, clerk, all of St-Raymond, in the county of Portneuf, for the following purposes:

To deal in pulpwood, lumber, cord wood, coal, charcoal, wholesale and retail, to deal generally in building materials, various provisions, dry-goods, farm implements, furniture and automobiles;

To act as representatives, salesmen, agents, brokers, importers, intermediaries and distributors of the aforesaid merchandise and any other products which may be connected with the aforesaid business;

To contract for the cutting and hauling of pulpwood, lumber and cord wood or other wood and the manufacture of charcoal;

To operate charcoal factories, import, export, buy, sell and deal in any products or by-products of charcoal;

To erect, acquire, lease or otherwise own buildings for the storing and preparing of products of the forest industry and the products and by-products of charcoal;

To establish and maintain wholesale and retail stores and to take measures to make known the products of the company;

To act generally as industrialist, manufacturer, maker, merchant, broker or agent of all kinds and all sorts of objects for which the company is formed;

To acquire any undertaking, in whole or in part similar or connected with the undertaking of the present company and to pay therefor in cash or paid-up shares, or debentures of the present company;

To amalgamate with any person, company or partnership carrying on operations similar to or connected with those of the present company;

To take, subscribe for, purchase shares, bonds or other securities of any company and to dispose of the same as the company may see fit;

To enter into arrangements for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure and to obtain from any authority, federal, provincial or municipal, any franchise, concession or any privileges;

To lend money either to clients or to any person having business dealings with the company or as and when the company may deem it useful or necessary;

To own immovables, sell, exchange and lease all and any of the movable and immovable properties, of the company, or otherwise alienate or dispose of the same, to borrow on the credit of the company, issue bonds or debentures, and to affect, hypothecate and pledge the movable and immovable properties of the company, or both, to guarantee any such bonds, debentures and any money thus borrowed;

To obtain, acquire, maintain any trade names, patents, patents of invention, and to dispose of the same in any manner;

To issue shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any movable or immovable properties, or rights acquired by the company, credits due to or acquired by the company, or in payment for services rendered or to be rendered to the company;

To do all other things, exercise any powers, make and execute any other acts which may be

être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonnes fins les objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Payer toute dépense inhérente ou connexe à la formation de la présente compagnie, sous le nom de "Paquet & Déry Ltée", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Raymond de Portneuf, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

6077-o

Sous-secrétaire de la Province.

useful or deemed advantageous for the attainment of the objects for which the company is incorporated;

To pay any expense incidental to or connected with the formation of the present company, under the name of "Paquet & Déry Ltée", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at St-Raymond de Portneuf, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6078

Under Secretary of the Province.

"Ligue de la Jeunesse Féminine de Montréal"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de décembre 1938, constituant en corporation sans capital-actions: Suzanne Paquette, Présidente, de Montréal, Lucille Rolland Bélanger, Vice-Présidente, de Ville Mt-Royal, Cécile Masson, Vice-Présidente, de Terrebonne, Qué., Francine d'Astous, Secrétaire Archiviste, Annette Beauchamp, Secrétaire Correspondante, et Denyse Saint-Pierre, Trésorière, toutes trois d'Outremont, dans les buts suivants:

Orienter la jeune fille catholique vers l'action sociale, l'aider à acquérir le sens et l'habitude de la charité active au moyen d'une organisation méthodique et centralisée;

Faire partie d'une association composée de ligues ayant le même objet, dénommée "L'Association des Ligues de la Jeunesse Féminine". Se soumettre aux règlements de l'Association et les mettre à exécution, sous le nom de "Ligue de la Jeunesse Féminine de Montréal".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à 680 Sherbrooke O., Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,

6097-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Ligue de la Jeunesse Féminine de Montréal"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1938, to incorporate as a corporation without share-capital: Suzanne Paquette, President, of Montreal, Lucille Rolland Bélanger, Vice-President, of Ville Mt-Royal, Cécile Masson, Vice President, of Terrebonne, Que., Francine d'Astous, Recording Secretary, Annette Beauchamp, Corresponding Secretary, and Denyse Saint-Pierre, Treasurer, all three of Outremont, for the following purposes:

To direct young Catholic women towards social action, assist them to acquire the spirit and habit of active charity by means of a methodical and centralized organization;

To form part of an association composed of leagues having the same object, called "L'Association des Ligues de la Jeunesse Féminine". To submit to the regulations of the Association and put them into execution, under the name of "Ligue de la Jeunesse Féminine de Montréal".

The amount to which the value of the immovable properties which the corporation may possess is to be limited is fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the corporation will be at 680 Sherbrooke Street West, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6098

Under Secretary of the Province.

"Phelan & Humphrey Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1938, constituant en corporation: Edward Patrick Phelan, William Francis Humphrey, tous deux agents d'assurance et de la cité de Montréal, Frederick Kirkland Stevenson, notaire public, de la cité de Westmount, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

(1) Exercer les opérations de courtiers, ajusteurs et re-assureurs d'assurance, et agir comme agents d'assurance contre le feu, sur la vie, la marine, les accidents, de garantie et d'indemnité et toutes autres sortes d'assurance, de compagnies de garantie ou d'indemnité et exercer le

"Phelan & Humphrey Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1938, incorporating: Edward Patrick Phelan, William Francis Humphrey, both Insurance Agents and of the City of Montreal, Frederick Kirkland Stevenson, Notary Public, of the City of Westmount, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

(1) To carry on the business of insurance brokers, insurance adjusters, insurance underwriters, and to act as agents for fire, life, marine, accident, guarantee, indemnity and all other kinds of insurance, guarantee or indemnity companies and to carry on the business of custom

commerce de courtiers en douane, courtiers en obligations et agents à commission, agents d'immeubles et toutes autres sortes d'agents ou de courtiers; l'exercice d'aucun des pouvoirs contenus dans le paragraphe précédent sera sujet à l'approbation du Surintendant de l'assurance de la province de Québec quand il sera jugé nécessaire;

(2) Acheter, louer, prendre en échange ou par cession ou autrement acquérir des terrains ou les intérêts en iceux avec ensemble tous édifices ou bâtiments qui peuvent être sur les dits terrains ou sur l'un quelconque d'iceux, et faire le commerce, louer, échanger, céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des terrains et tous droits ou intérêts en iceux et tous ou l'un quelconque des édifices ou bâtiments qui sont présentement ou pourront être dans la suite sus-érigés, et prendre telle garantie pour iceux qui sera jugée nécessaire;

(3) Prêter des deniers sur la garantie de propriétés mobilières ou immobilières, sur la garantie de tout intérêt ou droit en iceux et particulièrement prêter des deniers sur la garantie de terrains, débetures, actions-débetures, actions ordinaires ou privilégiées, obligations ou autres valeurs;

(4) Acheter, vendre, transférer, échanger, prendre cession de, faire le commerce et le négoce de contrats, conventions, hypothèques sur les immeubles et sur les propriétés personnelles, valeurs, privilèges, billets et autres obligations de toutes sortes, et percevoir et disposer des intérêts, revenus et paiements sur ou de ou en rapport avec les dits contrats, conventions, hypothèques, privilèges, billets, valeurs et autres obligations et contrats et faire observer tous droits, remèdes et pouvoirs s'y rapportant;

(5) Souscrire éventuellement à forfait, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir soit comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement aliéner ou faire le commerce d'obligations, débetures, actions, parts ou autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale, scolaire ou autre corporation publique ou de toute corporation privée de toute sorte quelconque;

(6) Eriger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction;

(7) Prendre ou détenir des hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat de tous terrains, édifices ou bâtiments vendus de cette manière, et vendre ou autrement aliéner les dits hypothèques;

(8) Garantir ou autrement aider à l'exécution des contrats, entreprises ou hypothèques de toute personne, firme ou corporation ayant des relations d'affaires avec la compagnie et assumer et se charger des dits hypothèques entreprises ou contrats en défaut;

(9) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(10) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(11) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie

house brokers, stock brokers and commission agents, real estate agents and all other kinds of agents or brokers; the exercise of any of the powers contained in the foregoing paragraph shall be subject to the approval of the Superintendent of Insurance of the Province of Québec whenever necessary;

(2) To purchase, lease, take in exchange or by assignment or otherwise acquire lands or interests therein together with any buildings, or structures that may be on the said lands, or any of them, and to deal in, lease, exchange, assign or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and of any right or interest therein and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

(3) To loan money on the security of moveable or immoveable property on the security of any interest or right therein and particularly to lend money on the security of lands, debentures, debenture stock, common or preferred shares, obligations or other securities;

(4) To buy, sell, transfer, exchange, take assignments of, deal in and with contracts, agreements, hypothecs on real estates and on personal property, securities, liens, notes and other obligations of all kinds, and to collect and dispose of interest, income and payments upon or from or in respect to such contracts, agreements, mortgages, liens, notes, securities and other obligations and contracts and to enforce all rights, remedies and powers connected therewith;

(5) To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds or debentures, stocks, shares, or other securities of any government or of any municipal, scholastic or other public corporation or of any private corporation or any sort whatsoever;

(6) To erect buildings and deal in building material;

(7) To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell or otherwise dispose of said mortgages;

(8) To guarantee or otherwise assist in the performance of contracts, undertakings or mortgages of any person, firm or corporation having business relations with the Company and to assume and take over such mortgages, undertakings or contracts on default;

(9) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock, or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

(10) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

(11) To acquire or undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any busi-

exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et se fusionner avec toute telle compagnie et les payer par l'émission et la répartition d'actions entièrement libérées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

(12) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont la compagnie aurait le pouvoir d'aliéner, pourvu que nulle telle distribution qui affectera le capital de la compagnie ne sera faite qu'excepté conformément aux exigences des articles 48 et 49 ou en vertu et conformément aux dispositions de l'article 81 de la dite Loi;

(13) Payer à même le capital de la compagnie toutes les dépenses incidentes et connexes à la constitution et à l'organisation de la compagnie;

(14) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

(15) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie, ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(16) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(17) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(18) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(19) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(20) Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et

ness which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company and to amalgamate with any such company and to pay for the same by the issue and allotment of fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the Company;

(12) To distribute among the shareholders of the Company in kind any property of the Company and in particular any shares, debentures or securities in any other company belonging to the Company or which the Company may have power to dispose of, provided that no such distribution which will impair the capital of the Company shall be made except upon compliance with the requirements of sections 48 and 49 or under and in accordance with the provisions of Section 81 of the said Act;

(13) To pay out of the capital of the Company all expenses in connection with and incidental to the incorporation and organization of the Company;

(14) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(15) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the Company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

(16) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(17) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(18) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

(19) To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

(20) To raise, and assist in raising, money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the

garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie, corporation ou par toute telle personne ou personnes;

(21) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens ou droits de la compagnie;

(22) Faire tous les actes ou choses que la compagnie croira en aucun temps nécessaires pour sa protection ou son bénéfice comme porteur ou intéressée dans toutes actions, parts, débetures actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs ou tous biens, droits, commerces ou autres valeurs ou tous biens, droits, commerces, ou entreprises; prendre part à toute réorganisation, reconstruction, fusion ou union de toute nature se rapportant à toute compagnie dont la compagnie pourrait détenir les actions, bons, obligations ou autres valeurs, et acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner pour les fins de la compagnie, et soit seule ou conjointement avec d'autres, toutes propriétés, droits, commerces ou entreprises dans lesquels la compagnie pourrait être intéressée comme porteur de toutes telles actions, parts, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs et promouvoir ou prendre part à la formation de toute compagnie ou entreprise;

(23) Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(24) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres sous le nom de "Phelan & Humphrey Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital total avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de cinq cent dollars (\$500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce cinquième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6079

Sous-secrétaire de la Province.

performance of contracts, by any such Company, corporation or by any such person or persons;

(21) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

(22) To do any act or thing which the Company shall at any time think necessary for its protection or benefit as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities or any property, rights, business or other securities or any property, rights, business or undertaking; to take part in any reorganizations, reconstructions, amalgamations or merger of any kind affecting any company of which the Company may hold stock, bonds, obligations or other securities, and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of for the purpose of the company and either alone or in conjunction with others, any property, rights, business or undertaking in which the Company may be interested as the holder of any such shares, stocks, debenture stock, bonds, obligations or other securities and to promote or take part in promoting any company or undertakings;

(23) To invest the moneys of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(24) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Phelan & Humphrey Limited".

The capital stock of the Company is divided into one hundred shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the Company will commence its operations will be five hundred dollars (\$500.00).

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6080-0

Under Secretary of the Province.

"Windsor Slipper Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Louis Diner, Alexandre Popliger et Leo Lavut, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, échanger, réparer, et généralement faire le commerce, et en gros et en détail, comme mandants et agents, des pantoufles, bottines, souliers, caoutchouc, pardessus, bonneterie et chaussures en général, et tous leurs accessoires, y compris des lacets de bottines et de souliers, boutons, boucles, ornements, talons de caoutchouc, supports, poli pour les bottines et souliers et tous articles semblables;

2. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de laine, cotonnades, lainages, soies, toiles et draps de toutes sortes, exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toutes sortes;

3. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie

"Windsor Slipper Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1938, incorporating: Louis Diner, Alexander Popliger and Leo Lavut, all advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, import, export, buy, sell, exchange, repair and generally deal, both wholesale and retail, as principals and agents, in slippers, boots, shoes, rubbers, overshoes, hosiery and footwear generally, and all accessories thereof, including boot and shoe laces, buttons, buckles, ornaments, rubber heels, arch supports, boot and shoe polishes, and any similar articles;

2. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton, fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing or every description;

3. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem

susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

4. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement aliéner, embellir, construire, aménager et autrement faire le commerce ou le négoce de propriétés immobilières;

5. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

6. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

7. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

8. Promouvoir une ou des compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement toute machine, matériels, fonds de commerce;

10. Prêter des deniers aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

11. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

12. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie;

13. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de permis, pouvoir, autorisation, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement ou autorité ou corporation ou autre corps public pourrait avoir le pouvoir d'accorder et les payer et contribuer à les mettre en vigueur et employer les actions et obligations quelconques de la compagnie et ses biens pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

14. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

4. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

5. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

6. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

8. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

9. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant stock-in-trade;

10. To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts for any such person;

11. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

12. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

13. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

14. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

15. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

16. Hypothéquer, gager ou autrement grever les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le remboursement des prêts, ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

17. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement intégral ou partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

18. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que la compagnie est légalement autorisée à émettre;

19. Vendre, aliéner, louer ou autrement disposer de toutes ou chacune des propriétés mobilières ou immobilières et les droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance moyennant les termes et conditions que cette compagnie croira convenables;

20. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

21. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Windsor Slipper Co.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6099

Sous-secrétaire de la Province.

15. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

16. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

17. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

18. To hypothecate, pledge or mortgage any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

19. To sell, alienate, lease, or otherwise dispose of any or all of the property, moveables or immoveables, and rights at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as this company may see fit;

20. To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

21. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Windsor Slipper Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6100-o

Under Secretary of the Province.

"Wolfe Lumber Mills Corp."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre, 1938, constituant en corporation: Joseph Shapiro et Theodore Herzl Shapiro, avocats, et Max Garmaise, notaire public, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Exercer le commerce d'exploitant de bois, marchand de bois, de propriétaire de scieries, moulin à bardeau et de pulpe, et exploitant, bucherons et hommes de chantiers et marchands généraux de toutes sortes de bois, et acheter, vendre, préparer pour le marché, manufacturer, importer, exporter et faire le commerce du bois de toutes sortes, et manufacturer et faire le commerce de tous articles de toutes sortes dans la fabrication desquels le bois est utilisé et tous articles qui peuvent être faits ou extraits du bois ou des rebuts de bois;

(b) Exercer dans toutes ses spécialités les opérations de manufacturier et marchand de billes, bois de charpente, de construction, de pulpe, de la pulpe de bois, du papier et autres produits de la forêt ou les sous-produits du bois et de la pulpe, et tous autres articles et matériels dans lesquels le bois, la pulpe, les planches de pulpe ou le papier entrent ou dont ils forment partie;

"Wolfe Lumber Mills Corp."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1938, incorporating: Joseph Shapiro and Theodore Herzl Shapiro, Advocates, and Max Garmaise, Notary Public, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

(a) To carry on the business of lumber operators, timber merchants, sawmill, shingle mill and pulp mill owners and operators, loggers and lumbermen and general merchants in all kinds of lumber, and to buy, sell, prepare for market, manufacture, import, export and deal in timber and wood of all kinds, and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used and all articles that can be made from or extracted from wood or the waste products of wood;

(b) To carry on in all its branches the business of a manufacturer of and dealer in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, paper and other products of the forest or by-products of wood and pulp, and all other articles and materials into which wood, pulp, pulpboard or paper enter, or of which they form part;

(c) Passer des contrats, posséder, louer et exploiter des emplacements forestiers et de billes dans le but de transporter le bois, les billes, les accessoires;

(d) Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder, utiliser, détenir, améliorer, administrer, louer, vendre, aliéner et faire le commerce de terrains, logements, héritages et immeubles, et les intérêts en iceux, et les hypothèques et autres valeurs sur iceux, et grever, aménager, réparer et entretenir des édifices sur tous terrains acquis par la compagnie dans le cours des opérations que la compagnie a l'autorisation d'exercer;

(e) Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de la tourbe, charbon, combustible et produits chimiques et acheter, ériger ou autrement acquérir les manufactures ou usines qui seront jugées nécessaires pour les dites fins;

(f) Acquérir, acheter, louer, arrenter, échanger ou autrement et détenir, des terrains, concessions ou permis forestiers, des terrains et privilèges riverains et les intérêts en iceux, et sus-ériger, développer, cultiver, coloniser et autrement améliorer et utiliser les dits terrains;

(g) Acheter, faire le commerce, percevoir, mettre sur le marché et manufacturer tous les dits matériels qui sont nécessaires pour mélanger, raffiner ou ouvrir les aliments, engrais, gras et les dérivés du poisson;

(h) Gager, hypothéquer et nantir les propriétés immobilières de la compagnie et les louer, les vendre ou autrement en disposer et accepter par voie de considération pour toute telle vente, location ou aliénation toutes actions, débetures, actions-débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(i) Emprunter des deniers, faire et émettre des billets promissoires, lettres de change, obligations, débetures et titres de créance de toutes sortes, soit garantis par hypothèque, nantissement ou autrement, sans limite tant qu'au montant et les garantir par hypothèque, nantissement ou autrement;

(j) Construire, entretenir et aménager tous édifices ou usines nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie;

(k) Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner les actions du capital, obligations, débetures ou autres valeurs de toute corporation ou compagnie;

(l) Acheter et acquérir la totalité ou une partie quelconque des actions de toute compagnie exerçant un commerce ou une industrie semblable à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer et les payer en actions entièrement libérées ou partiellement libérées de la compagnie ou en obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement et se charger des engagements de toute telle compagnie;

(m) Se porter garants et garantir les dettes et l'exécution des obligations des tiers avec lesquels la compagnie a des relations d'affaires et avec lesquels la compagnie est associée;

(n) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(o) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités ou l'un quelconque des dits objets, sous le nom de "Wolfe Lumber Mills Corp.", avec un capital total de vingt mille

(c) To contract for, own, lease and operate lumber and logging lots for the purpose of transporting timber, logs, lumber and supplies;

(d) To acquire by purchase, lease or otherwise and to own, use, hold, improve, manage, lease, sell, dispose of and deal in lands, tenements, hereditaments and immovables, and interests therein, and mortgages and other securities thereon, and to effect, alter, repair and maintain buildings upon any lands acquired by the company in the course of the business which the company is authorized to carry on;

(e) To manufacture, buy, sell and deal in peat, coal, fuel and chemicals and to purchase, erect or otherwise acquire such factories or works as may be deemed necessary for such purpose;

(f) To acquire, purchase, lease, hire, exchange or otherwise and hold, lands, timber limits or licenses, water lots, water privileges and interests therein, and to build upon, develop, cultivate, farm, settle, and otherwise improve and utilize the same;

(g) To purchase, deal, collect, market and manufacture all such materials as may be necessary to the compounding, refining or final manufacture of feeds, fertilizers, fats and derivatives from fish;

(h) To mortgage, hypothecate and pledge the immovable property of the Company and to lease, sell or otherwise dispose of the same and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal, any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other Company having objects in whole or in part similar to those of the Company;

(i) To borrow money, make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise, without limit as to amount and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

(j) To construct, maintain and alter any buildings or work necessary or convenient for the purposes of the Company;

(k) To purchase or otherwise acquire, hold, sell or otherwise dispose of shares of stocks, bonds, debentures or other securities of any corporation or Company;

(l) To purchase and acquire the whole or any part of the shares of any Company carrying on a business or industry similar to that which the Company is authorized to carry on and to pay therefor in fully paid up or partly paid up shares of the Company or in the bonds, debentures or other securities of the Company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such Company;

(m) To become surety for and to guarantee the debts and the performance of obligations of others with whom the Company has business relations and with whom the Company is associated;

(n) To invest and deal with the monies of the Company not immediately required for the purpose of the Company in such manner as may from time to time be determined;

(o) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of "Wolfe Lumber Mills Corp.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided

dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Dorothée, district de Terrebonne, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de décembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,
6081 Sous-secrétaire de la Province.

into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at St. Dorothée, in the district of Terrebonne, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,
6082-o Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

"O'Neil European Machine Co. of Montreal, Canada"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour de novembre 1938, à la compagnie "O'Neil European Machine Co. of Montreal, Canada", ratifiant un règlement réduisant son capital, comme suit, à savoir:

Réduire le capital-actions autorisé de la compagnie de deux mille (2,000) actions sans valeur nominale ou au pair à mille cinq cents (1,500) actions sans valeur nominale ou au pair.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de novembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
6101 Sous-secrétaire de la Province.

"The Peoples Thrift & Investment Company"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30, 41, 41a il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatrième jour de novembre, 1938, à la compagnie "The Peoples Thrift & Investment Company", confirmant un compromis passé entre la compagnie requérante et ses actionnaires privilégiés et ordinaires, modifiant les privilèges attachés aux actions privilégiées, comme suit, à savoir:

PEOPLES THRIFT & INVESTMENT COMPANY
Edifice Dominion Square
Montréal,

Compromis ou arrangement

ENTRE

"Peoples Thrift & Investment Company"

Et les porteurs de ses actions privilégiées et ordinaires en vertu de l'article 41a de la Loi des compagnies de Québec et de ses amendements.

I. Déclaration

Le capital-actions autorisé et émis de la compagnie est comme suit:

Autorisé:

15,000 actions privilégiées rachetables cumulatives à 7% de la valeur au pair de \$100.00 chacune, dont 4,502 sont présentement émises et en cours et sont entièrement libérées.

45,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, dont 15,122 actions sont émises et en cours et sont entièrement libérées.

Les dividendes sur les actions privilégiées à la date du 31 décembre, 1938 seront arriérés pour un montant de \$21.00 par action.

Supplementary Letters Patent

"O'Neil European Machine Co. of Montreal, Canada"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date twenty-second day of November, 1938, to the company "O'Neil European Machine Co. of Montreal, Canada", ratifying a by-law, reducing its capital, as follows, to wit:

To reduce the authorized capital stock of the company from two thousand (2,000) shares without nominal or par value to fifteen hundred (1,500) shares without nominal or par value.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,
6102-o Under Secretary of the Province.

"The Peoples Thrift & Investment Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30, 41, 41a, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1938, to the company "The Peoples Thrift & Investment Company", confirming a compromise entered into between the applicant company and its preferred and common shareholders, modifying the privileges attached to the preferred shares, as follows, to wit:

PEOPLES THRIFT & INVESTMENT COMPANY
Dominion Square Building
Montreal

Compromise or Arrangement

BETWEEN

"Peoples Thrift & Investment Company"

And The Holders of its Preferred and Common Shares under Section 41a of The Quebec Companies' Act and Amendments.

I. Declaratory

The authorized and issued capital stock of the Company is as follows:

Autorized:

15,000 shares of 7% Cumulative Redeemable Preferred Stock of the par value of \$100.00 each, of which 4,502 are presently issued and outstanding and are fully paid.

45,000 shares of Common Stock without nominal or par value, of which 15,122 shares are issued and outstanding and are fully paid.

Dividends on the Preferred Shares as of the 31st of December, 1938 will be in arrears in an amount of \$21.00 per share.

II. Compromis ou Arrangement

i. Les phrases suivantes lorsqu'employées dans ce compromis ou arrangement auront la signification suivante, à savoir:

(a) Les mots "anciennes actions privilégiées" signifieront les actions privilégiées rachetables cumulatives à 7% actuellement en cours;

(b) Les mots "nouvelles actions privilégiées" signifieront les actions privilégiées rachetables cumulatives à 5% en lesquelles les anciennes actions privilégiées seront converties tel que dans les présentes prévu;

(c) Les mots "actions ordinaires" signifieront les actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair présentement autorisées.

ii. A compter du premier janvier, 1939, le taux d'intérêt énoncé sur les actions privilégiées rachetables cumulatives à 7% de la compagnie, sera changé, réduit et modifié de 7% par année à 5% par année et que des nouveaux certificats d'actions privilégiées rachetables cumulatives à 5% seront émis aux porteurs dûment enregistrés des actions privilégiées rachetables cumulatives à 7% sur une base d'une nouvelle action privilégiée rachetable cumulative à 5% pour chaque action privilégiée rachetable cumulative à 7% à chaque actionnaire dûment enregistré d'icelle le 31 décembre, 1938.

Les porteurs des anciennes actions privilégiées devront livrer leurs certificats représentant chaque action, à la compagnie ou à ses agents de transfert pour annulation en échange pour les certificats représentant les nouvelles actions privilégiées auxquels ils ont droit respectivement par ce fait.

iii. Les arriérés de dividendes sur les dites actions privilégiées rachetables cumulatives à 7% forment un montant total le 31 décembre, 1938, à la somme de \$21.00 par telle action privilégiée rachetable cumulative à 7% seront payés, liquidés et acquittés par la compagnie comme suit:

a) En payant comptant la somme de trois dollars et cinquante centins (\$3.50) par chaque action privilégiée rachetable cumulative à 7% le premier janvier prochain, 1939; et

b) En payant comptant la somme de trois dollars et cinquante centins (\$3.50) par chaque action privilégiée rachetable cumulative à 7% le premier janvier, 1940; et

c) Par la répartition et l'émission à même le capital au trésor de la compagnie d'une action ordinaire entièrement libérée sans valeur nominale ou au pair pour chaque action privilégiée rachetable cumulative à 7%;

le tout payé à et livré aux porteurs de chaque action privilégiée rachetable cumulative à 7%, enregistrés le 31 décembre, 1938.

iv. Les dispositions des lettres patentes constituant la compagnie en corporation émises en date du 13 octobre, 1926, et des lettres patentes supplémentaires de la compagnie émises en date du 15 novembre, 1926, du 12 avril, 1929, et du 20 avril, 1931, établissant les différentes classes d'actions de la compagnie, et les droits, privilèges, préférences, priorités, conditions et restrictions respectives attachés à icelles, seront amendées en autant qu'il sera jugé nécessaire pour donner effet aux dispositions précédentes en rapport au changement de taux d'intérêt attaché aux actions privilégiées rachetables à 7% en

II. Compromise or Arrangement

i. The following phrases where used in this Compromise or Arrangement shall have the following meanings, namely:

(a) The words "old Preferred Shares" shall mean the 7% Cumulative Redeemable Preferred Shares now outstanding;

(b) The words "new Preferred Shares" shall mean the 5% Cumulative Redeemable Preferred Shares into which the old Preferred Shares are to be converted as herein provided;

(c) The words "Common Shares" shall mean shares of Common Stock without nominal or par value presently authorized.

ii. As and from the 1st of January, 1939, the rate of interest set forth on the 7% Cumulative Redeemable Preferred Shares of the Company be changed, reduced and altered from 7% per annum and that new 5% Cumulative Redeemable Preferred Share certificates be issued to the duly registered holders of such 7% Cumulative Redeemable Preferred Shares on the basis of one new such 5% Cumulative Redeemable Preferred Share for each 7% Cumulative Redeemable Preferred Share to each duly registered shareholder thereof as of the 31st of December, 1938.

The holders of the old Preferred Shares shall surrender their certificates representing such shares to the Company or its Transfer Agent for cancellation in exchange for certificates representing the new Preferred Shares to which they shall respectively become entitled.

iii. The arrears of the said 7% Cumulative Redeemable Preferred stock dividends amounting in all as of the 31st day of December, 1938, to the sum of \$21.00 per such 7% Cumulative Redeemable Preferred Share be paid, liquidated and discharged by the Company as follows:

a) By the cash payment of the sum of Three Dollars and Fifty Cents (\$3.50) per each 7% Cumulative Redeemable Preferred Share on the 1st of January next, 1939; and

b) By the cash payment of the sum of Three Dollars and Fifty Cents (\$3.50) per each 7% Cumulative Redeemable Preferred Share on the 1st of January, 1940; and

c) By the allotment and issue from the Treasury Stock of the Company of one fully paid up Common Share of no nominal or par value for each such 7% Cumulative Redeemable Preferred Share;

the whole paid to and delivered to the holders of such 7% Cumulative Redeemable Preferred Shares of record as of the 31st of December, 1938.

iv. The provisions of the Letters Patent incorporating the Company issued under date of the 13th of October, 1926 and the Supplementary Letters Patent of the Company issued under date of the 15th of November, 1926, and the 12th of April, 1929 and the 20th of April, 1931, establishing the different classes of shares of the Company and the respective rights, privileges, preferences, priorities, conditions and restrictions attaching thereto shall be amended insofar as may be necessary to give effect to the foregoing provisions relative to the change of the rate of interest carried by the Preferred Stock of the

actions privilégiées rachetables cumulatives à 5% le premier jour de janvier, 1939.

v. Le paragraphe contenu dans les lettres patentes de la compagnie en date du 13 octobre, 1926, se rapportant aux actions privilégiées rachetables cumulatives à 7% et se lisant comme suit:

"Après que tous les dividendes courus sur les actions privilégiées auront été payés ou mis de côté, la compagnie aura le droit d'acheter avec le surplus de ses profits, les actions privilégiées par vente privée ou sur le marché mais en aucun cas le prix qui sera payé pour les dites actions n'excèdera \$105.00 par action et les dividendes courus."

"La compagnie, à son choix, pourra sur résolution de ses directeurs en aucun temps et de temps à autre racheter la totalité ou l'une quelconque des actions privilégiées rachetables cumulatives de la compagnie sur le marché ou par contrat privé au plus bas prix, auquel dans l'opinion du bureau de direction de la compagnie les dites actions peuvent être obtenues, mais le dit prix ne devra en aucun cas excéder le prix de rachat ci-après dans les présentes énoncé.

A compter de la date de l'achat de l'une quelconque des actions privilégiées rachetables cumulatives en vertu des dispositions contenues dans les présentes, les dites actions privilégiées rachetables cumulatives ainsi achetées seront censées être rachetées et retirées de la circulation.

vi. La compagnie, par résolution de ses directeurs pourra consentir à toutes modifications ou révocations de ou à ce compromis ou arrangement qu'un Juge de la Cour Supérieure ou le secrétaire de la province de Québec pourra approuver ou imposer.

vii. Les directeurs de la compagnie sont par les présentes autorisés à faire sanctionner ce Compromis ou Arrangement, tel que modifié ou changé, par un juge et confirmer par lettres patentes supplémentaires tel que prévu dans la Loi des compagnies de Québec et ses amendements, et, généralement, faire toutes choses et prendre toutes les procédures qui seront jugées nécessaires ou avantageuses pour donner à ce Compromis ou Arrangement, tel que modifié ou changé, pleine force ou effet.

viii. On pourra référer à ce compromis ou arrangement comme portant la date du deuxième jour de novembre, 1938.

COPIE exacte certifiée du Compromis ou Arrangement passé par les directeurs de la compagnie "Peoples Thrift & Investment Company, le 28 octobre 1938, et approuvé par les actionnaires de la compagnie le 21 novembre 1938, et sanctionné par jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, le 22 novembre 1938.

(Signé) H. JACKS,
Le secrétaire.

Et de plus il est par les présentes lettres patentes supplémentaires effectué une modification des dispositions contenues dans les lettres patentes émises en date du 13 octobre, 1926, et dans les lettres patentes supplémentaires de la compagnie émises en date du 15 novembre 1926, et du 12 avril 1929 et du 20 avril 1931 et se lisant comme suit:

Que plus particulièrement (a) les dispositions contenues dans les lettres patentes en date du 13 octobre 1926, se lisant comme suit:

Company from 7% Cumulative Redeemable Preferred Shares to 5% Cumulative Redeemable Preferred Shares as of the 1st day of January next 1939.

v. The paragraph contained in the Letters Patent of the Company under date of the 13th of October, 1926, relating to the 7% Cumulative Redeemable Preferred Shares and reading as follows:

"After all accrued dividends on the Preference Shares shall have been paid or set apart the Company shall have the right to purchase with its surplus profits Preference Shares by private sale or in the open market but in no case shall the price to be paid for such shares exceed \$150.00 per share and accrued dividends."

be repealed and replaced by the following:
"The Company, at its option, may upon resolution of its Directors at any time and from time redeem all or any of the Cumulative Redeemable Preferred Shares of the Company, by purchasing such Preferred Shares in the open market or by private contract at the lowest price at which, in the opinion of the Board of Directors of the Company, such shares are obtainable, but such price shall not in any case exceed the redemption price hereinbefore set forth.

From and after the date of the purchase of any Cumulative Redeemable Preferred Shares under the provisions herein contained the said Cumulative Redeemable Preferred Shares so purchased, shall be deemed to be redeemed and no longer outstanding."

vi. The Company, by resolution of its Directors may assent to any modifications or alterations of or to this Compromise or Arrangement which a Judge of the Superior Court or the Provincial Secretary of the Province of Quebec may approve or impose.

vii. The Directors of the Company are hereby authorized to have this Compromise or Arrangement, as the same may be modified or altered, sanctioned by a Judge and confirmed by Supplementary Letters Patent as provided in the Quebec Companies Act and Amendments and, generally, to do all things and to take all proceedings that they may deem necessary or advisable to carry this Compromise or Arrangement, as the same may be modified or altered, into full force of effect.

viii. This Compromise or Arrangement may be referred to as bearing formal date of the 2nd day of November, 1938.

CERTIFIED true copy of Compromise or Arrangement passed by The Directors of the Peoples Thrift & Investment Company on the 28th of October 1938, and approved by the shareholders of the Company on the 21st of November 1938, and sanctioned by judgment of the Superior Court for the District of Montreal on the 22nd of November 1938.

(Signed) H. JACKS,
Secretary.

AND WE do hereby furthermore by these present supplementary letters patent modify the provisions contained in the Letters Patent issued under date of the 13th of October 1926, and the Supplementary Letters Patent of the Company issued under date of the 15th of November 1926, and the 12th of April 1929, and the 20th of April 1931, and reading as follows:

That more particularly (a) the provisions contained in the Letters Patent under date of the 13th of October 1926, and reading as follows:

"Que le capital-actions de la compagnie consistera en dix mille actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et cinq mille actions privilégiées cumulatives à sept pour cent de la valeur au pair de cent dollars chacune.

Les dites cinq milles actions privilégiées cumulatives à sept pour cent de la compagnie porteront et seront sujettes aux préférences, priorités, restrictions et conditions suivantes, à savoir:

Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir à même les profits ou surplus de la compagnie disponibles pour les dividendes, lorsque et de la manière déclarés par le bureau de direction, des dividendes cumulatifs au taux de sept pour cent par année et pas davantage sur le montant dans le temps versé sur icelles."

Seront révoquées et remplacées par les suivantes:

"Le capital-actions de la compagnie consistera en dix mille actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et cinq mille actions privilégiées cumulatives à cinq pour cent de la valeur au pair de cent dollars chacune.

Les dites cinq mille actions privilégiées cumulatives à cinq pour cent de la compagnie porteront et seront sujettes aux préférences, priorités, restrictions et conditions suivantes, à savoir:

Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de recevoir à même les profits ou surplus de la compagnie disponibles pour les dividendes, lorsque et de la manière déclarés par le bureau de direction, des dividendes cumulatifs au taux de cinq pour cent par année et pas davantage sur le montant dans le temps versé sur icelles."

(b) Que les dispositions contenues dans les lettres patentes supplémentaires en date du 12 avril 1929 et se lisant comme suit:

"Que le capital-actions de la compagnie soit augmenté de cinq mille actions privilégiées cumulatives à sept pour cent d'une valeur au pair de \$100.00 par action à quinze mille actions privilégiées cumulatives à sept pour cent d'une valeur au pair de \$100.00 par action, et de dix mille actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair à quarante-cinq mille actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Que les dix mille actions privilégiées cumulatives à sept pour cent additionnelles ont le même rang que les cinq mille actions privilégiées cumulatives à sept pour cent déjà existantes de la compagnie, et portent et sont sujettes aux préférences, priorités, restrictions et conditions énoncées dans les lettres patentes constituant la compagnie en corporation et émises par le lieutenant gouverneur en date du 13e jour d'octobre 1926."

Seront révoquées et remplacées par les suivantes:

"Que le capital-actions de la compagnie soit augmenté de cinq mille actions privilégiées cumulatives à cinq pour cent d'une valeur au pair de \$100.00 par action, à quinze mille actions privilégiées cumulatives à cinq pour cent d'une valeur au pair de \$100.00 par action, et de dix mille actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair à quarante-cinq mille actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Que les dix mille actions privilégiées cumulatives à cinq pour cent additionnelles ont le même

"The capital stock of the Company shall consist of ten thousand shares of common stock without nominal or par value and five thousand shares of seven per cent cumulative preference stock of the par value of One Hundred Dollars each.

The said five thousand shares of seven per cent cumulative preference stock of the Company shall carry and be subject to the following preferences, priorities, restrictions and conditions, to wit:

The holders of the said preference shares shall be entitled to receive out of the profits or surplus of the company available for dividends when and as declared by the Board of Directors cumulative dividends at the rate of seven per centum per annum and no more on the amount for the time being paid-up thereon."

Be repealed and replaced by the following:

"The capital stock of the Company shall consist of ten thousand shares of common stock without nominal or par value and five thousand shares of five per cent cumulative preference stock of the par value of One Hundred Dollars each.

The said five thousand shares of five per cent cumulative preference stock of the Company shall carry and be subject to the following preferences, restrictions and conditions, to wit:

The holders of the said preference shares shall be entitled to receive out of the profits or surplus of the company available for dividends when and as declared by the Board of directors cumulative dividends at the rate of five per centum per annum and no more on the amount for the time being paid-up thereon."

(b) That the provisions contained in the Supplementary Letters Patent under date of the 12th of April 1929, and reading as follows:

"That the capital stock of the Company be increased from five thousand seven per cent cumulative preference shares of a par value of \$100.00 per share to fifteen thousand seven per cent cumulative preference shares of a par value of \$100.00 per share, and from ten thousand common shares without nominal or par value to forty-five thousand common shares without nominal or par value.

That the additional ten thousand seven per cent cumulative preference shares do rank with the existing five thousand seven per cent cumulative preference shares of the Company, and do carry and be subject to the preferences, priorities, restrictions and conditions set forth in the Letters Patent incorporating the Company and issued by the Lieutenant-Governor and bearing date of the 13th day of October 1926."

Be repealed and replaced by the following:

"That the capital stock of the company be increased from five thousand five per cent cumulative preference shares of a par value of \$100.00 per share to fifteen thousand five per cent cumulative preference shares of a par value of \$100.00 per share, and from ten thousand common shares without nominal or par value to forty-five thousand common shares without nominal or par value.

That the additional ten thousand five per cent cumulative preference shares do rank with the

rang que les cinq mille actions privilégiées cumulatives à cinq pour cent déjà existantes de la compagnie, et portent et sont sujettes aux préférences, priorités, restrictions et conditions énoncées dans les lettres patentes constituant la compagnie en corporation et émises par le lieutenant-gouverneur et en date du 13e jour d'octobre 1926."

15. Que le paragraphe contenu dans les lettres patentes de la compagnie en date du 13 octobre 1926, se rapportant aux actions privilégiées rachetables cumulatives à 7% et se lisant comme suit:

"Après que tous les dividendes courus sur les actions privilégiées auront été payés ou mis de côté, la compagnie aura le droit d'acheter à même le surplus de ses profits, les actions privilégiées par vente privée ou sur le marché mais dans aucun cas le prix qui sera payé pour les dites actions n'excèdera \$105.00 par action et les dividendes courus."

Soit révoqué et remplacé par le suivant:

"La compagnie, à son choix, pourra sur résolution de ses directeurs en aucun temps et de temps à autre racheter toutes ou l'une quelconque des actions privilégiées rachetables cumulatives de la compagnie, et achetant les dites actions privilégiées sur le marché ou par contrat privé au plus bas prix auquel, dans l'opinion du bureau de direction de la compagnie les dites actions peuvent être obtenues, mais ce prix n'excèdera dans aucun cas le prix de rachat ci-dessus dans les présentes énoncé."

A compter de la date de l'achat d'aucunes actions privilégiées rachetables cumulatives en vertu des dispositions contenues dans les présentes, les dites actions privilégiées rachetables cumulatives achetées de cette manière, seront censées rachetées et retirées de la circulation."

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de novembre, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6103

Sous-secrétaire de la Province.

existing five thousand five per cent cumulative preference shares of the Company, and do carry and be subject to the preferences, priorities, restrictions and conditions set forth in the Letters Patent incorporating the Company and issued by the Lieutenant-Governor and bearing date of the 13th day of October 1926."

15. That the paragraph contained in the Letters Patent of the Company under date of the 13th of October 1926, relating to the 7% Cumulative Redeemable Preferred Shares and reading as follows:

"After all accrued dividends on the Preference Shares shall have been paid or set apart the Company shall have the right to purchase with its surplus profits Preference Shares by private sale or in the open market but in no case shall the price to be paid for such shares exceed \$105.00 per share and accrued dividends."

Be repealed and replaced by the following:

"The Company, at its option, may upon resolution of its Directors at any time and from time to time redeem all or any of the Cumulative Redeemable Preferred Shares of the Company, by purchasing such Preferred Shares in the open market or by private contract at the lowest price at which, in the opinion of the Board of Directors of the Company, such shares are obtainable, but such price shall not in any case exceed the redemption price hereinbefore set forth."

From and after the date of the purchase of any Cumulative Redeemable Preferred Shares under the Provisions hereincontained the said Cumulative Redeemable Preferred Shares so purchased, shall be deemed to be redeemed and no longer outstanding."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of November, 1938.

JEAN BRUCHESI,

6104-o

Under Secretary of the Province.

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX-HUIT JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various consideration, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the EIGHTEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WIT-

bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LÉON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT-CINQUIEME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent trente-huit et de Notre règne le second.

Par ordre,
Le secrétaire de la Chancellerie à Québec,
L.-P. GEOFFRION,
5749-48-7-0

ness: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable ESIOFF LÉON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province. At Our Government House in Our City of Quebec, this TWENTY-FIFTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty eight and in the second year of Our Reign.

By command,
L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.
5750-48-7-0

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
ES.-L. PATENAUDE

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } ATTENDU que le Lieutenant - Gouverneur peut fixer, par }
Assistant-Procureur- Général. }
proclamation, certains jours comme jours de fêtes publiques;

ATTENDU qu'il y a lieu de déclarer jours de fête publique le lundi vingt-six décembre 1938 et le lundi deux janvier 1939.

A CES CAUSES, nous avons déclaré et ordonné, et par les présentes, déclarons et ordonnons que le lundi vingt-six décembre 1938, et le lundi deux janvier 1939, soient observés comme jours de fête publique.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE, en l'année mil neuf cent trente-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,
JEAN BRUCHESI,
6141-0 Sous-secrétaire de la Province.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } WHEREAS the Honourable the Lieutenant-Governor may }
Deputy-Attorney- Général. }
fix, by Proclamation, certain days as public holidays;

WHEREAS it is expedient to declare Monday, the twenty-sixth of December, 1938, and Monday the second of January, 1939, public holidays.

THEREFORE, we have declared and ordered and do hereby declare and order that Monday the twenty-sixth of December, 1938, and Monday the second of January, 1939, be observed as public holidays.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member for Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUÉBEC, in Our said Province, this NINETEENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty-eight and in the third year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHESI,
6142 Under Secretary of the Province.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 208. Dame Gertrude Auclair, de Granby, district de Bedford, épouse commune en biens de Jean St-Amant, artisan des mêmes lieux et endroits, demanderesse; vs ledit Jean St-Amant, artisan des mêmes lieux et endroits, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30e jour de novembre 1938.

Sweetsburg, ce 30e jour de novembre 1938.

Le procureur de la demanderesse,
6123-o GEO.-H. DUREAULT.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No 208. Gertrude Auclair, of Granby, district of Bedford, wife common as to property of Jean St-Amant, of the same place, Plaintiff; vs The said Jean St-Amant, laborer, of the same place,— defendant.

An action in separation as to property has been entered in this case on the 30th day of November, 1938.

Sweetsburg, this 30th day of November, 1938.
GEO. H. DUREAULT,
6124-o Attorney for plaintiff.

Assurances

Avis public est par les présentes donné par les personnes dont les noms suivent, de leur intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en conseil pour lui demander la constitution en corporation d'une compagnie d'assurance, en vertu de la Loi des Assurances de Québec.

Le nom de la compagnie demandant sa constitution en corporation est "La Compagnie d'assurance la Protection Nationale".

Les noms des personnes sollicitant leur constitution en corporation, sont: Aimé-J. Tremblay, industriel, Clarenceville; Olivier-H. Charbonneau, marchand, Clarenceville; Oscar Lenoir, marchand, Lacolle; Lucien Brouillette, marchand, St-Armand; Amédée Bélanger, courtier en assurances, St-Jean, P. Q.; MM. Aimé-J. Tremblay, Olivier-H. Charbonneau, et Lucien Brouillette, étant tous trois du district de Bedford; et MM. Oscar Lenoir et Amédée Bélanger, étant tous deux du district d'Iberville;

Les diverses sortes d'assurances que la compagnie a l'intention de faire, sont: entreprendre l'assurance contre le feu, contre le feu et les périls de la navigation intérieure, contre les accidents, sur la vie et sur les accidents, des assurances de garantie, de cautionnement, assurance sur les véhicules, assurance contre toute perte de propriété, tout dommage à la propriété causés par accident, y compris les explosions ou par suite de vol avec ou sans effraction, sur les bicycles, les véhicules, assurance contre les glaces (plate glass) assurance d'automobile, assurance d'aviation.

La principale place d'affaires de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Le montant du capital-actions de la compagnie est de cinq cent mille dollars (\$500,000.00), divisé en cinq mille actions de cent dollars chacune.

En foi de quoi, les personnes ci-dessus mentionnées ont signé à St-Jean, ce 30e jour de septembre 1938.

TÉMOIN:

Thérèse Caron,
Thérèse Caron,
Thérèse Caron,
Thérèse Caron,
Thérèse Caron,
5757—49-4-0

REQUÉRANTS:

Aimé-J. Tremblay,
Olivier-H. Charbonneau,
Oscar Lenoir,
Lucien Brouillette,
Amédée Bélanger.

Les publications aux pages 3922 et 3978 sont nulles.

Insurances

Public notice is hereby given by the following persons of their intention to apply to the Lieutenant-Governor in Council for the incorporation of an Insurance Company, under the Quebec Insurance Act.

The name of the company applying for incorporation is "The National Protection Assurance Company".

The name of the persons applying for incorporation are: Aimé J. Tremblay, industrial, Clarenceville; Olivier H. Charbonneau, marchand, Clarenceville; Oscar Lenoir, marchand, Lacolle; Lucien Brouillette, marchand, St. Armand; Amédée Bélanger, insurance broker, St. Jean, P. Q.; MM. Aimé J. Tremblay, being of the district of Bedford; Mr. Olivier H. Charbonneau and Lucien Brouillette, being of the district of Bedford; and Messrs. Oscar Lenoir and Amédée Bélanger, being of the district of Iberville;

The kind of insurance the company intends to carry on are: to undertake fire, insurance, fire and perils of inland navigation, accident, life and accident, guarantee, bonding, motor vehicle insurance, against damages to property caused by accident, explosion risks and theft with or without effraction included, bicycles, automobiles, plate glass damage, aviation insurance.

The principal place of business of the company is to be in the city of Montreal, district of Montreal.

The amount of capital-stock of the company shall be five hundred thousand dollars divided into five thousand shares (5,000), one hundred dollars each, (\$100.00).

In testimony whereof, the persons hereinabove mentioned have signed at St. Jean, P. Q., this 30th day of September, 1938.

WITNESS:

Thérèse Caron,
Thérèse Caron,
Thérèse Caron,
Thérèse Caron,
Thérèse Caron,

APPLICANTS:

Aimé J. Tremblay,
Olivier H. Charbonneau,
Oscar Lenoir,
Lucien Brouillette,
Amédée Bélanger.

5758—49-4-0

Publications on pages 3922 and 3978 are nulls.

Avis divers

Miscellaneous Notices

"CANADIAN UPHOLSTERING COMPANY LIMITED"

Règlement No 11

Il a été proposé par M. Becker et secondé par M. Elkin, et adopté à l'unanimité que le Règlement No 4 qui avait changé le nombre des directeurs de trois à cinq soit révoqué et que le règlement No 1 (paragraphe 10) qui pourvoit à un bureau de direction composé de trois membres, soit de nouveau mis en vigueur.

Daté ce vingt-cinquième jour d'octobre 1938.

6107

Le secrétaire,
J. ELKIN.

La formation d'une société sous le nom de l'Union Fédérale des Employés Municipaux de la Cité de Québec, Inc., pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du treize décembre 1938.

Le siège principal de la société est dans la Cité de Québec.

6109—o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

HUDSON INVESTMENT CO. LIMITED

Règlement S-1

Un règlement autorisant la distribution des biens de la compagnie.

Qu'il soit décrété:

Que les officiers dûment attitrés de cette compagnie procèdent immédiatement à la distribution de tout son actif au *pro rata* entre ses actionnaires.

Certifié copie conforme au règlement S-1.

Montréal, le 19 décembre 1938.

6111—o Le secrétaire,
G. GORDON HYDE.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Schick Shaver Limited", autorisée à faire affaires dans cette Province, a nommé par nouvelle procuration M. Peter Drummond Wilson, son secrétaire-trésorier, de la cité de Montréal, son agent principal, en remplacement de M. R. de Wolfe MacKay, et changé son bureau principal de la rue St-Joseph, St-Jean, Qué., au No 921, New Birks Building, Phillips Square, Montréal, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de décembre 1938.

6117 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

"CANADIAN UPHOLSTERING COMPANY LIMITED"

By-law No. 11

It was moved by Mr. Becker, and seconded by Mr. Elkin, and unanimously adopted that By-law No. 4 which had changed the number of directors from three to five be rescinded and that By-law No. 1, (paragraph 10) which provides for a board of directors of three, be again put in force.

Dated this twenty-fifth day of October, 1938.

6108—o J. ELKIN,
Secretary.

The formation of an association under the name of "L'Union Fédérale des Employés Municipaux de la Cité de Québec, Inc.," for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on the thirteenth of December 1938.

The principal place of business of the association is in the City of Quebec.

6110 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

HUDSON INVESTMENT CO. LIMITED

By-Law S-1

A By-law authorizing the distribution of the assets of the Company.

Be it enacted:

That the proper Officers of this Company proceed forthwith to the distribution of all its assets rateably among its Shareholders.

Certified True Copy of By-law S-1.

Montreal, 19th December, 1938.

6112—o G. GORDON HYDE,
Secretary.

Notice is hereby given that "Schick Shaver Limited", authorized to carry on business in this Province, has appointed by new procuration Mr. Peter Drummond Wilson, its Secretary-Treasurer, of the City of Montreal, its principal agent, in replacement of Mr. R. de Wolfe Mackay, and changed its head office from St. Joseph Street, St. Johns, Que., to 921 New Birks Building, Phillips Square, Montreal, P. Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1938.

6118—o JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Bills privés, Assemblée législative

Private bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session. Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 4 janvier 1939, et Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 4th January,

présentés avant le 8 février 1939, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 28 janvier 1939, et reçues avant le 2 février 1939, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 22 février 1939.

Québec, ce 25 novembre 1938.

5747-48-7-o

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

1939, and introduced before the 8th February, 1939, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 28th January, 1939, and received before the 2nd February, 1939, and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 22nd February, 1939.

Quebec, 25th November, 1938.

5748-48-7-o

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

Bureaux-chefs

Province de Québec, district de Montréal

"AIRD BROTHERS LIMITED"

Avis est par les présentes donné que "Aird Brothers Limited", incorporé par lettres patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec le 5 décembre 1938, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau à 277 rue Bérard.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 10 décembre 1938.

6119-o Le président,
RAYMOND NOEL.

Province de Québec, District de Montréal

"SWISS MUSICAL NOVELTIES LIMITED"

Avis est par les présentes donné que "Swiss Musical Novelties Limited", incorporé par lettres patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le 22 octobre 1938, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau à 359 St-Jacques-Ouest.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

Montréal, ce 25 octobre 1938.

6121-o Le président,
RAYMOND NOEL.

"NAPOLÉON SENÉCAL LIMITÉE"—"NAPOLÉON SENÉCAL LIMITED"

Règlement No XVII

Règlement pour changer le bureau principal de la compagnie.

Il est par les présentes décrété comme suit:

Le bureau principal de la compagnie établi par les lettres patentes incorporant la compagnie dans la cité de Montréal, province de Québec, est par les présentes changé et sera dorénavant établi dans la cité de St-Lambert.

Province de Québec.

Décrété ce 21 décembre, 1938.

6169-o Le secrétaire,
JEAN L'ECUYER.

Chief Offices

Province of Quebec, District of Montreal

"AIRD BROTHERS LIMITED"

Notice is hereby given that "Aird Brothers Limited", incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 5th day of December, 1938, and having its head office at the City of Montreal, has established its office at 277 Berard Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 10th day of December, 1938.

6120-o RAYMOND NOEL,
President.

Province of Quebec, District of Montreal

"SWISS MUSICAL NOVELTIES LIMITED"

Notice is hereby given that "Swiss Musical Novelties Limited", incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 22nd day of October, 1938, and having its head office at the City of Montreal, has established its office at 359 St. James Street West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 25th day of October, 1938.

6122-o RAYMOND NOEL,
President.

"NAPOLÉON SENÉCAL LIMITÉE"—"NAPOLÉON SENÉCAL LIMITED"

By-Law No. XVII

By-law to change the head office of the company.

It is hereby enacted as follows:

The head office of the company established by the Letters Patent incorporating the company in the City of Montreal, Province of Quebec, is hereby changed and will in the future be established in the City of St. Lambert.

Province of Quebec.

Enacted on December 21, 1938.

6170 JEAN L'ECUYER,
Secretary.

Chartes:—Abandon de

Charters:—Surrender of

"HUDSON INVESTMENT CO. LIMITED"

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Hudson Investment Co. Limited", donne par les présentes avis qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte et d'obtenir son annulation, à compter de la date à être fixée.

Montréal, le 19 décembre 1938.

Le secrétaire,
6113-o G. GORDON HYDE.

"HUDSON INVESTMENT CO. LIMITED"

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Hudson Investment Co. Limited", hereby gives notice that it will make application for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed.

Montreal, December 19th, 1938.

G. GORDON HYDE,
6114-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Mines d'Or du Lac Larone Limitée", (Libre de responsabilité personnelle)—"Lake Larone Gold Mines Limited", (No Personal Liability), ayant fait affaires à Chicoutimi, s'adressera incessamment au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et d'être déclarée dissoute.

Par ordre du bureau de Direction.

Le président,
6163-o R.-E. JORON.

Notice is hereby given that the Company "Mines d'Or du Lac Larone Limitée" (Libre de responsabilité personnelle)—"Lake Larone Gold Mines Limited" (No Personal Liability), having carried on business at Chicoutimi, will apply forthwith to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter and be declared dissolved.

By order of the Board of Directors.

R. E. JORON,
6164 President.

Compagnie dissoute

Company dissolved

La Compagnie "Saguenay Pulp & Power Company".

Avis est par le présent donné que la Compagnie "Saguenay Pulp & Power Company", constituée en corporation par lettres patentes supplémentaires de cette Province, en date du 31 mai 1919, et ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, est dissoute, conformément à l'article 19 S.R.Q., 1925, chapitre 225.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de décembre 1938.

JEAN BRUCHESI,
6171-o Sous-secrétaire de la Province.

The Company "Saguenay Pulp & Power Company".

Notice is hereby given that the Company "Saguenay Pulp & Power Company", incorporated by supplementary letters patent of this Province, under date of May 31, 1919, and having its head office in the city of Montreal, is dissolved, pursuant to article 19 R.S.Q., 1925, chapter 225.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of December, 1938.

JEAN BRUCHESI,
6172 Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

LA CITÉ DE SAINT-JEAN, P. Q.

THE CITY OF SAINT-JEAN, P. Q.

Avis est par les présentes donné que la Cité de Saint-Jean, P. Q., s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour faire amender sa Charte aux fins suivantes, savoir: Changer le mode d'élection des membres du conseil municipal, accorder le droit de vote à tous les propriétaires ainsi qu'aux veuves et filles majeures propriétaires, étendre les pouvoirs de réglementation, et autres fins.

St-Jean, P. Q., 6 décembre 1938.

Le Maire,
J.-F. MAYRAND.
Le sec.-trés.,
HORMISDAS MORAIS.
Le procureur de la réclamante,
5959-50-4-o STANISLAS POULIN.

Notice is hereby given that the City of Saint-Jean, P. Q., will apply to the Quebec Legislature, at its next session to have its Charter amended for the following purposes: To change the mode of electing members of the Municipal Council, to grant a right to vote to every property-owner as well as to widows and maidens of age owing property, extend the powers to make by-laws and other purposes.

St. Jean, P. Q., December 6, 1938.

J. F. MAYRAND,
Mayor.
HORMISDAS MORAIS,
Sec.-Treas.
STANISLAS POULIN,
5960-50-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec et l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal, corporations légalement constituées, s'adresseront conjointement à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'abrogation de la loi 3 Edouard VII, chapitre 94 constituant en corporation l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, et l'autorisation pour les deux autres corporations l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec et l'Assurance Mutuelle des fabriques de Montréal d'accepter ses membres, ses biens, et acquitter ses dettes et pour obtenir modifications à leur charte respective.

Québec, 29 novembre 1938.

Les procureurs des requérantes,
5750—48-4-0 SIMON LAPOINTE &
ANTONIO PERREAULT.

Public notice is hereby given that "L'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec", "L'Assurance mutuelle des fabriques de Québec" and "L'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal", duly incorporated bodies, will jointly apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next Session, to obtain the repeal of the Act 3 Edward VII, chapter 94 incorporating "L'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec", and authorization for the two other corporations "L'Assurance mutuelle des fabriques de Québec" and "L'Assurance Mutuelle des fabriques de Montréal", to accept its members, its assets, and to pay its debts and to obtain amendments to their respective charters.

Quebec, November 29, 1938.

SIMON LAPOINTE &
ANTONIO PERREAULT,
Attorneys for petitioners.
5760—48-4

Avis public est par les présentes donné, que la Corporation de la Cité du Cap de la Madeleine et les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité du Cap de la Madeleine, tous deux dans le comté de Champlain, s'adresseront à la Législature à sa prochaine Session pour faire ratifier et confirmer par une loi, la résolution No 6915 passée par le conseil de la Cité du Cap de la Madeleine, le 28 juin 1938 et la résolution No 2230 passée par les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la cité du Cap de la Madeleine le même jour fixant pour une période de dix ans les taxes municipales et scolaires payable par "The International Foils Limited", corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires à Montréal et aussi pour ratifier et confirmer les contrats se rapportant à cette fixation de taxes, passés respectivement par la Cité du Cap de la Madeleine et par les Commissaires d'Écoles avec la dite "International Foils Limited", devant J.-A. Trudel, notaire de la cité des Trois-Rivières, le 17 novembre 1938 et aussi pour toutes autres fins.

Trois-Rivières, 2 décembre 1938.

L'avocat des requérants,
5833—49-4-0 LEON METHOT.

Public notice is hereby given that the Corporation of the City of Cap de la Madeleine and the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine, both in the County of Champlain, will apply to the Legislature at its next session for an act to ratify and confirm resolution number 6915 passed by the City Council of the said City of Cap de la Madeleine, on the 28th day of June, 1938, and resolution number 2230 passed by the said School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine on the same date fixing for a period of ten (10) years the taxes payable by "International Foils Limited", a body corporate having its head office at Montreal, for both municipal and school purposes and also to ratify and confirm contracts concerning said fixing of taxes passed respectively by the Corporation of the City of Cap de la Madeleine and by the said School Commissioners with the said "International Foils Limited", both of which contracts were passed before Joseph Arthur Trudel, N.P., at the City of Three Rivers, on the 17th day of November, 1938, and for other purposes.

Three Rivers, December 2nd., 1938.

LEON METHOT,
Attorney for the Petitioners.
5834—49-4-0

Avis public est, par les présentes, donné, que la Paroisse de Saint-Gédéon, comté du Lac St-Jean, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passage d'une loi, (a) pour ratifier le règlement d'emprunt No 71 et le contrat d'acquisition de tous les réseaux d'aqueduc de la Compagnie J. & P. Limitée, desservant une partie des contribuables des paroisses de St-Jérôme, Ste-Croix et Hébertville, (b) pour autoriser la corporation de la dite paroisse de Saint-Gédéon à exploiter les dits système d'aqueduc dans les limites des dites paroisses de St-Jérôme, Ste-Croix et Hébertville, (c) pour l'autoriser également à exploiter son propre système d'aqueduc dans les limites du village de St-Gédéon, avec tous les droits, pouvoirs et obligations d'un service public relativement aux dits systèmes d'aqueduc.

Chicoutimi, 5 décembre 1938.

Le procureur de la requérante,
5843-49-4-0 JEAN PELLETIER.

Public notice is hereby given, that the parish of St-Gédéon, County of Lake St-John, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next Session, for the passing of a Bill, (a) to ratify the Loan By-Law No. 71 and the contract of acquisition of all the waterworks systems of the Company J. & P. Limitée, serving a part of the tax-payers of the parishes of St-Jérôme, Ste-Croix and Hébertville, (b) to authorize the corporation of the said parish of St-Gédéon to operate the said waterworks system within the limits of the said parishes of St-Jérôme, Ste-Croix and Hébertville, (c) to authorize it also to operate its own waterworks system within the limits of the Village of St-Gédéon, with all the rights, powers and obligations of a public service respecting the said waterworks systems.

Chicoutimi, December 5, 1938.

JEAN PELLETIER,
Solicitor of the Applicant.
5844-49-4

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite par le Révérend John Morozoff, Maximilian Grineff & autres, de la Cité de Montréal, à la prochaine Session de la Législature de la Province de Québec, pour la passation d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal et pour tous autres objets relatifs aux présentes.

Québec, ce 30 novembre 1938.

Les procureurs des pétitionnaires,
MORAUD, ALLEYN, GRENIER & LE MAY.
5845-49-4-o

Public notice is hereby given that application will be made by Rev. John Morozoff, Maximilian Grineff and others, of the City of Montreal, at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act incorporating them under the name of Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal, and for all purposes relating to these presents.

Quebec, November 30th, 1938.

MORAUD, ALLEYN, GRENIER & LE MAY,
Attorneys for the Petitioners.
5846-49-4-o

Avis est, par les présentes, donné de la part de Dame Germaine Bazin, épouse séparée de biens de Edouard Valiquette, dentiste, tous deux des cité et district de Montréal, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale concernant la succession de feu Alphonse Valiquette, pour interpréter ou modifier la clause trois (3) de son testament, afin de donner le droit aux fiduciaires de choisir l'un ou l'une d'entre eux pour faire l'administration des propriétés immobilières de ladite succession, aux conditions mentionnées dans ladite clause.

Montréal, le 6 décembre 1938.

Le procureur de la pétitionnaire,
5861-49-4-o RENE DURANLEAU.

Notice is hereby given that Dame Germaine Bazin, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Edouard Valiquette, dentist, of the same place, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special law concerning the estate of the late Alphonse Valiquette, to interpret or modify the clause three (3) of his will, to allow the fiduciaries to choose one among them to administer the landed properties of said estate, at the conditions mentioned in the said clause.

Montreal, December 6th, 1938.

RENE DURANLEAU,
Attorney for the Petitioner.
5862-49-4-o

Avis public est par les présentes donné, que la Corporation de la Cité du Cap-de-la-Madeleine et les Commissaires d'Ecoles, pour la Municipalité du Cap-de-la-Madeleine, tous deux dans le comté Champlain, s'adresseront à la Législature à sa prochaine Session pour faire ratifier et confirmer par une loi, le contrat passé le 29 novembre 1938, devant Mtre. Paul Boucher, notaire, de la cité du Cap-de-la-Madeleine, entre la Corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et "Laurentian Silk Mills Limited", corps politique et incorporé ayant son bureau d'affaires à Montréal, fixant pour une période de dix ans (10), les taxes municipales payable par cette compagnie et le contrat passé le 5 décembre 1938, entre les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité du Cap-de-la-Madeleine et la même compagnie fixant pour la même période les taxes scolaires à être payées par la dite compagnie et aussi pour toutes autres fins.

Trois-Rivières, le 9 décembre 1938.

L'avocat des requérants,
5957-50-4-o LEON METHOT.

Public notice is hereby given that the Corporation of the City of Cap de la Madeleine and the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine, both in the County of Champlain, will apply to the Legislature at its next session for an act to ratify and confirm the contract passed before Paul Boucher, N.P., of Cap de la Madeleine on the 29th of November, 1938, between the Corporation of the City of Cap de la Madeleine and "Laurentian Silk Mills, Limited", a body corporate having its head office in Montreal, fixing for a period of ten (10) years the municipal taxes payable by the said company and contract passed before Paul Boucher, N.P., of Cap de la Madeleine, on the 5th of December, 1938, between the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine in the County of Champlain and the said "Laurentian Silk Mills, Limited", fixing for a period of ten (10) years the School taxes payable by the said company and also for other purposes.

Three Rivers, P. Q., December 7th, 1938.

LEON METHOT,
Attorney for Petitioners.
5958-50-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que l'Association des Architectes de la Province de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale amendant la loi concernant l'Association des Architectes (S.R.Q., 1925, ch. 220), telle qu'amendée, et ce, notamment pour les fins ci-après:

1. Préciser, décrire et définir ce qui constitue l'exercice de la profession d'architecte et déterminer les personnes qui peuvent prendre le titre et exercer la profession d'architecte.

2. Autoriser l'association à établir des tarifs d'honoraires obligatoires, pour tous les membres de la profession, et modifier, en conséquence, l'article 10 de la loi ci-dessus.

Notice public is hereby given that the Province of Quebec, Association of Architects, shall apply to the legislature of this province, at its next session, in order to obtain the adoption of a special act amending the act entitled "An Act respecting the Association of Architects", (R.S. Q., 1925, ch. 220), as amended, notably for the following purposes:

1. To determine, describe and define the acts constituting the exercise of the profession of architects and to determine the persons who are authorized to take the title of architect, or to act as such.

2. To authorize the association to fix tariffs which shall be obligatory for all the members of the association and to modify accordingly section 10 of the above mentioned law.

3. Modifier et étendre les pouvoirs de réglementation de l'association, notamment en ce qui concerne:

a. L'admission à l'exercice de la profession, d'une façon provisoire et permanente, des personnes qui ne sont pas membres de l'association;

b. La conduite professionnelle des membres de l'association;

c. La détermination des actes dérogatoires à l'honneur professionnel.

4. Autoriser l'association et son conseil à imposer comme sanctions de l'inobservance de sa charte, de ses règlements et de ses tarifs, la censure, la suspension ou la destitution de ses membres, ou de ceux qu'elle a autorisés provisoirement à exercer la profession, selon le cas.

5. Rendre obligatoire l'emploi d'un architecte pour la construction des édifices publics.

Et pour toutes autres fins, accessoires ou connexes.

Montréal, le 12 décembre 1938.

Les procureurs des requérants *es-qualité*,

BEAULIEU, GOUIN, TELLIER, BOURDON,

& BEAULIEU.

5987—50-4-o

3. To modify and extend the powers of the association to make by-laws, more particularly in connection with the following matters:

a. The admission to the practice of the profession, permanently or provisionally, of persons who are not members of the association;

b. The professional conduct of the members of the association;

c. The determination of what constitutes acts derogatory to the honour of the profession.

4. To authorize the association and its council to impose, as sanctions, for the non-observance of its charter, by-laws and tariffs, the censuring, suspending or expelling from the association, of members of the profession or other persons who might have been allowed to practice, provisionally, as the case may be.

5. To require that architects be employed for the construction of public buildings.

And for other purposes accessory or relating to the purposes above mentioned.

Montreal, 12th of December, 1938.

BEAULIEU, GOUIN, TELLIER, BOURDON,
& BEAULIEU,

Attorneys for the Petitioners *es-qualité*.
5988—50-4-o

Avis public est par les présentes donné que Paul-Herbert Silver, de la cité de Westmount, en la Province de Québec, Docteur en chirurgie dentaire, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, à savoir: Nancy Cope Silver et Helen Jean Silver; Dame Helen Cope, épouse du dit Paul-Herbert Silver; et Philip George Silver, de la cité de Montréal, en la dite Province, chirurgien, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour la passation d'une loi changeant leur nom de famille et celui des dits mineurs de Silver en celui de Rowe et déclarant qu'ils ont droit de réclamer tous les avantages et bienfaits auxquels ils auraient eu droit sans le changement de leur nom et que tous les droits et obligations conclus par eux sous leur ancienne signature continueront d'exister à leur avantage et pourront être invoqués contre eux sous tel nouveau nom et que tous les droits et privilèges généralement qui peuvent être acquis en vertu de la dite Loi s'appliqueront à leurs enfants et descendants.

Montréal, le 14 décembre 1938.

Les procureurs des requérants,

5989—50-4 MONTGOMERY & McMICHAEL.

Public notice is hereby given that Paul Herbert Silver, of the City of Westmount, in the Province of Quebec, Doctor of Dental Surgery, as well personally as in his quality of tutor to his minor children, to wit: Nancy Cope Silver and Helen Jean Silver; Dame Helen Cope, wife of the said Paul Herbert Silver; and Philip George Silver, of the City of Montreal, in the said Province, Surgeon, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act changing their family name and that of the said minors from Silver to Rowe and declaring that they are entitled to claim all the advantages and benefits to which they would have been entitled without such change of name and that all rights and obligations entered into by them under their former name shall enure to their benefit and be enforceable against them under such new name and that all rights and privileges generally which may be acquired under the said Act shall apply to their children and descendants.

Montreal, 14th December, 1938.

MONTGOMERY & McMICHAEL,

5990—50-4-o Solicitors for Applicants.

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Pierre aux Liens, dans le Comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi forçant la Ville St-Pierre de porter à son rôle d'évaluation la valeur réelle des propriétés de la Consumers Glass Company Limited, situées dans ses limites, sans tenir compte des arrangements intervenus entre la Ville St-Pierre et cette compagnie et ratifiés par la Législature par la loi 14 George V, chapitre 139, et déclarant que cette valeur réelle devra servir de base à l'évaluation à être imposée par les commissions scolaires situées dans le territoire de ladite Ville.

Montréal, 14 décembre 1938.

Le procureur des requérants,

6007—50-4-o ELPHEGE MARIER.

Notice is hereby given that Les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de St-Pierre aux Liens dans le comté de Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, and will ask for a Law forcing La Ville St-Pierre to enter in its valuation roll, each year, the real value of the properties belonging to Consumers Glass Company Limited, situated in its territory, notwithstanding the agreements entered into between La Ville St-Pierre and this company, and sanctioned by the Legislature by the law 14 George V, chapter 139, and declaring that the said real value so entered in the valuation roll will be the basis for the valuation to be imposed by the school commissions in the said territory.

Montreal, December 14th, 1938.

ELPHEGE MARIER,

6008—50-4-o Attorney for Petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que M. Georges Albert Roy, licencié en loi, domicilié à Ottawa, mais ayant une résidence en la cité de Montréal, dûment autorisé aux présentes en vertu d'une résolution passée à l'Assemblée du conseil général du Barreau de la Province de Québec, tenue à Montréal, le 10 décembre 1938, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi spéciale l'autorisant à être admis à la pratique du droit, dans la province de Québec, après examen oral.

Montréal, le 14 décembre 1938.

Les procureurs du requérant,
BEAULIEU, GOUIN, TELLIER, BOURDON
6009-50-4-o & BEAULIEU.

Public notice is hereby given that Mr. Georges Albert Roy, licenciate in law, domiciled at Ottawa, but having a residence in the city of Montreal, duly authorized to these presents at a meeting of the general council of the Bar of the province of Quebec, held at Montreal, on the 10th of December, 1938, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining a special law authorizing him to be admitted to the practice of law in the province of Quebec, after an oral examination.

Montreal, 14th of December, 1938.

BEAULIEU, GOUIN, TELLIER, BOURDON
& BEAULIEU,
6010-50-4-o Attorneys for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Marie Guillemette, de St-Romuald d'Etchemin, veuve non remariée de Thomas Lafontaine, en son vivant photographe du même lieu, donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session afin de faire légaliser tant pour le passé que pour l'avenir l'adoption de sa fille majeure connue sous le nom de Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine, épouse séparée de biens de Donat Dussault, employé de banque, tous deux domiciliés à St-Romuald d'Etchemin et obtenir la confirmation du nom de ladite Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine.

Lévis, 15 décembre 1938.

Le procureur de la pétitionnaire,
6065-50-4-o ALBERT DUMONTIER.

PUBLIC NOTICE

Marie Guillemette, of St-Romuald d'Etchemin, non remarried widow of Thomas Lafontaine, his life during photographer of the same place, do hereby gives notice that she will apply to the Legislature of Quebec at its next session, in order to legalize for the past and for the future, the adoption of her major daughter known under the name of Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine, wife separated as to property of Donat Dussault, bank employee, and both living at St-Romuald d'Etchemin, and to obtain the confirmation of the said name of the said Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine.

Lévis, December 15, 1938.

ALBERT DUMONTIER,
6066-50-4-o Attorney for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant une résolution adoptée par lesdits commissaires d'écoles le 24 novembre 1938, accordant à Manoir Richelieu Company Limited et ses successeurs et ayant cause une commutation de taxes pour une période de dix ans commençant le 1er juillet 1939.

Pointe-au-Pic, le 19 décembre 1938.

Le secrétaire-trésorier de la Requérante,
6115-51-4-o SAM WARREN.

Public notice is hereby given that The School Commissioners for the Municipality of the Village of la Pointe-au-Pic, in the County of Charlevoix-East will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act ratifying and confirming a resolution passed by the said School Commissioners on the 24th day of November, 1938, granting to Manoir Richelieu Company Limited and its successors and assigns a commutation of taxes for a period of ten years beginning on the 1st July, 1939.

Pointe-au-Pic, 19th December, 1938.

SAM WARREN,
Secretary-Treasurer of the
6116-51-4-o Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que L'Association des Commerçants Licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal, (The Licensed Victuallers' Association of Montreal), par l'intermédiaire de son procureur soussigné, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant son nom corporatif constitué par le bill Cap. LVII, 47 Vict. sanctionné le 10 juin 1884, de façon à ce que la dite association soit désormais désignée sous le nom de "L'Association des Taverniers de l'Île de Montréal" ou "Tavern Keepers' Association of the Island of Montreal".

Le procureur et agent de l'Association des
Commerçants Licenciés de Vins et de
Liqueurs de la Cité de Montréal,
R. CAMIRAND.

6125-51-4-o

Public notice is hereby given that "L'Association des Commerçants Licenciés de vins et de Liqueurs de la cité de Montréal", (The Licensed Victuallers' Association of Montreal), through its undersigned attorney, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its corporate name constituted by Bill Cap. LVII, 47 Vic. sanctioned on the 10th of June, 1884, so that the said association may in the future be designated under the name of "L'Association des Taverniers de l'Île de Montréal" or "Tavern Keepers' Association of the Island of Montreal".

R. CAMIRAND,
Attorney and agent for "L'Association
des Commerçants Licenciés de vins
et de liqueurs de la cité de Montréal".

6126-51-4

Avis public est, par les présentes, donné que la corporation de l'Hôpital Ste-Jeanne d'Arc, s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session pour les fins suivantes:

1. Abroger la loi, 18 George V, chapitre 130;
2. Obtenir une refonte complète de sa charte;
3. Obtenir des pouvoirs additionnels.

Montréal, le 17 décembre 1938.

Les procureurs des pétitionnaires,
FERNAND CHAUSSE,

6127-51-4-o

F.-EUGENE THERRIEN.

Public notice is hereby given that the Corporation of "Hôpital Ste-Jeanne d'Arc", shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the following purposes:

1. To repeal the law 18 George V, chapter 130;
2. To obtain a complete revision of its charter;
3. To obtain supplementary powers.

Montreal, December 17th, 1938.

FERNAND CHAUSSE,
F. EUGENE THERRIEN,

6128-51-4-o

Attorneys for petitioner.

Avis par est les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, corps politique légalement constitué, demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, la passation d'une loi spéciale aux fins suivantes: pour faire augmenter le montant à être payé annuellement par la Corporation de la Cité de Montréal pour le soutien des écoles dans le territoire qui fait partie de la Commission ou qui pourra en faire partie à l'avenir; pour assurer à la Commission les revenus annuels dont elle a besoin pour le soutien des écoles au moyen de taxes spéciales que la Corporation de la Cité de Montréal serait autorisée de prélever sur tout ce qui est ou sera sujet à taxation et cotisation en vertu de son acte d'incorporation ou des actes qui l'amendent ou l'amèneront; pour autoriser la Commission à emprunter, en sus des emprunts déjà autorisés, un montant de \$125,250.00 pour payer et rembourser diverses hypothèques et obligations à échoir durant l'année scolaire 1939-1940 et à émettre des bons ou obligations pour ce montant; pour autoriser la Commission à emprunter, en sus des emprunts déjà autorisés et de l'emprunt ci-haut mentionné, des montants jusqu'à concurrence de \$650,000.00 pour le paiement de grosses réparations aux écoles et aux autres immeubles de la Commission, les emprunts à cette fin à être amortis en dix ans; pour autoriser la Commission à emprunter, en sus des emprunts déjà autorisés et des emprunts ci-haut mentionnés, les montants nécessaires pour acquérir des emplacements d'écoles, pour construire et acquérir de nouvelles écoles et autres immeubles, pour agrandir, améliorer et modifier les écoles déjà existantes, pour faire des travaux de confection de cours de récréation des écoles, et autres fins nécessaires ou utiles.

Montréal, le 20 décembre 1938.

Les procureurs de la requérante,
DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT.

6129-51-4-o

Notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission, a body politic legally constituted, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of a special law for the following purposes: to increase the amount to be paid annually by the Corporation of the City of Montreal for the support of the schools in the territory which forms part of the Commission or which may hereafter form part of the same; to guarantee to the Commission the annual revenues it requires for the support of the schools by way of special taxes that the Corporation of the City of Montreal may levy on whatever is liable to taxation and assessment under its act of incorporation and its amendments or the acts which shall amend it; to authorize the Commission to borrow, in addition to the loans already authorized, an amount of \$125,250.00 to pay and reimburse various mortgages and debentures to become due in the scholastic year 1939-1940 and to issue bonds or debentures for such amount; to authorize the Commission to borrow, in addition to the loans already authorized and the loan above mentioned, amounts to the extent of \$650,000.00 to pay for greater repairs in the school houses and other properties of the Commission, the loans to be amortized within ten years; to authorize the Commission to borrow, in addition to the loan already authorized and the loans above mentioned, the necessary amounts to acquire school sites, to build and acquire new school houses and other properties, to enlarge, improve and modify existing school houses, to construct play grounds for the pupils, and other necessary or useful purposes.

Montreal, December 20, 1938.

DUSSAULT, CADOTTE & DUSSAULT,
Attorneys for the Petitioner.

6130-51-4-o

Avis est par les présentes donné que la Compagnie Equitable d'Assurance contre le feu, (Capital Mutuel), corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir la passation d'une loi amendant et modifiant la loi 7 Edouard VII, chapitre 112 la régissant, et afin aussi d'obtenir des pouvoirs additionnels relativement à ses contrats d'assurances, à sa constitution et à ses règlements, et pour autres fins.

20 décembre 1938.

Le secrétaire de la dite Compagnie,
A. GAUTHIER.

6159-51-4-o

Notice is hereby given that Equitable Fire Insurance Company (Stock Mutual), a corporation having its head-office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a law amending and modifying the Act 7 Edward VII, Chapter 112 governing the said Company, and also to obtain additional powers concerning its insurance contracts, its constitution and its regulations, and for other purposes.

December 20th, 1938.

A. GAUTHIER,
Secretary of the Applicant Company.

6160-51-4-o

Avis public est, par le présent, donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements aux fins: de soustraire le lot No 743 du cadastre de la ville de Lachine aux dispositions de la loi 23 George V, chapitre 125 et amendements; de restreindre davantage les annonces et les enseignes dans les territoires où l'industrie est prohibée et les commerces sont restreints dans la municipalité; autoriser la cité à vendre de gré à gré les terrains requis pour la construction d'un hôpital; autoriser le paiement d'une pension à son inspecteur sanitaire et pour autres fins.

Lachine, le 20 décembre 1938.

Le procureur de la cité de Lachine,
A.-S. PELLETIER.

6131-51-4-o

Public notice is hereby given that the City of Lachine, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments for the following purposes: to except lot No. 743 of the cadastre of the Town of Lachine from the provisions of the Act 23 George V, chapter 125 and amendments; to further restrict advertisements and signs in the territories where industry is prohibited and business restricted, in the municipality; to authorize the City to sell, by private agreement, the lots of land required for the building of a hospital; to authorize the payment of a pension to its health inspector and for other purposes.

Lachine, December 20th, 1938.

A. S. PELLETIER,
Attorney for the City of Lachine.

6132-51-4

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Plage Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant sa charte, Loi 22 George V, chapitre 120, pour annexer au territoire actuel de la Ville les lots numéros 175, 183 et 184 et les parties des lots numéros 173, 174, 181, 182, 185, 186, 187, 188 et 189, tous en référence au cadastre officiel fait pour la paroisse de Ste-Rose de Lima, et situés dans le territoire de la Corporation de la Partie Ouest de la paroisse de Sainte-Rose; pour autoriser la Ville à se nommer un gérant et déterminer les pouvoirs et les devoirs de ce dernier; pour permettre à la Ville d'imposer une licence ou taxe sur les personnes, compagnies ou corporations qui font le commerce de location de chaloupes, canots ou autres embarcations, ou qui sont propriétaires de véhicules utilisés dans la municipalité pour y faire la livraison de certaines marchandises; et pour toutes autres fins, accessoires ou connexes à icelles ci-dessus mentionnées.

A Montréal, ce 19ième jour de décembre, 1938.

Les procureurs de la requérante,
MONETTE, FILION & MEIGHEN.

6133-51-4-o

Public notice is hereby given that the Town of Plage Laval, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an Act modifying its Charter, the Act 22 George V, chapter 120, to annex to the actual territory of the Town the lots numbers 175, 183, and 184, and the parts of lots numbers 173, 174, 181, 182, 185, 186, 187, 188 and 189, all by reference to the official cadaster made for the Parish of St. Rose de Lima, and actually situated in the territory of La Corporation de la Partie Ouest de la Paroisse de Sainte-Rose; to authorize the Town to appoint a manager and determine the powers and duties of the latter; to empower the Town to impose a license or tax on persons, companies or corporations who carry on a business for the rental of row-boats, canoes, or other boats, or who are owners of vehicles used in the Municipality for delivery of certain merchandise; and for all other purposes, accessory or relating to the purposes above mentioned.

At Montreal, this 19th day of December, 1938.

MONETTE, FILION & MEIGHEN,
Attorneys for Petitioner.

6134-51-4-o

Avis public est, par les présentes, donné, que la Commission des Ecoles Catholiques de Verdun s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi: a) Pour abolir quant à elle la section 2 de la loi 9 George V, chapitre 37, telle que remplacée par la section 2 de la loi 14 George V, chapitre 35; b) Pour être autorisée à dresser un rôle d'évaluation spécial, pour fins scolaires seulement, quant aux contribuables suivants: La Cité de Montréal, Montreal Light Heat & Power, Consolidated, The Bell Telephone Company of Canada, Montreal Tramways Company, et toutes les corporations d'utilité publique; c) Pour être autorisée à vendre de gré à gré à la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal, un terrain situé au coin des rues Wellington et Galt, en la Cité de Verdun; d) Pour être autorisée à encourir des dépenses capitales, jusqu'à concurrence de \$50,000.00 pour fins de réparation et d'amélioration; e) Pour être autorisée à emprunter une somme de \$140,000.00 pour couvrir l'excédent des dépenses sur les revenus de l'année 1938-39 et les frais d'émission; f) Pour être autorisée à construire une ou deux

Public notice is hereby given, that The Catholic School Commission of Verdun will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to ask for the passing of a Bill: a) To abrogate, for the said Commission, section 2 of the statute 9 George V, chapter 37, as replaced by section 2 of the statute 14 George V, chapter 35; b) To authorize the said Commission to make a special valuation roll, for school purposes only, for the following taxpayers, to wit: The City of Montreal, Montreal Light Heat & Power Consolidated, The Bell Telephone Company of Canada, Montreal Tramways Company, and all public services; c) To authorize the said Commission to sell, by private agreement, to the Montreal City and District Savings Bank a lot situated at the corner of Wellington and Galt streets, in the city of Verdun; d) To authorize the said Commission to incur capital expenditures amounting to no more than \$50,000.00 for repairs and improvements; e) To authorize the said Commission to borrow a sum of \$140,000.00 to make good the difference between the revenue and expenditure for the year 1938-39 and the costs in connection with this loan; f) to authorize

nouvelles écoles et à emprunter la somme de \$600,000.00 à cette fin; g) Pour être exemptée du paiement des taxes spéciales payables à la cité de Verdun; h) Pour être autorisée à percevoir de la Cité de Verdun, les taxes scolaires sur les immeubles dont ladite Cité est propriétaire.

Montréal, le 20 décembre 1938.

Les Procureurs du requérant,
YVES PELLETIER & LUCIEN TREMBLAY,
6135—51-4-o

the said Commission to build one or two new schools and to borrow the sum of \$600,000.00 for that purpose; g) To be dispensed from the payment of the special taxes payable to the city of Verdun; h) To authorize the said Commission to collect from the City of Verdun, school taxes on property owned by the said city.

Montreal, December 20th, 1938.

YVES PELLETIER & LUCIEN TREMBLAY,
Attorneys for Applicant,
6136

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Jonquière, dans le Comté de Chicoutimi, et les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité du Village de St-Dominique de Jonquière, dans le Comté de Chicoutimi, s'adresseront conjointement à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi devant ratifier et confirmer un certain acte en date du 18 juillet 1938 portant le numéro 9755 des minutes de M^{re} J.-G. Verreault, N.P., intitulé: "Conventions entre la Ville de Jonquière et la Compagnie de Pulpe de Jonquière", corps politique et incorporé ayant le siège principal de ses affaires en la Ville de Jonquière, auquel acte sont intervenus Price Brothers and Company Limited, corps politique et incorporé ayant son siège principal en la Cité de Québec et la Commission Municipale de Québec, constituée par acte de la Législature de Québec, 22 George V, chapitre 56. Ce dit acte fixe pour une période de dix ans les taxes municipales payables par "La Compagnie de Pulpe de Jonquière" et règle partie définitivement partie pour une période de dix ans certaines difficultés entre la Ville de Jonquière d'une part et la Cie de Pulpe de Jonquière et Price Brothers and Company Limited d'autre part. Le dit acte a été passé conformément aux résolutions adoptées par le Conseil Municipal de la Ville de Jonquière en date du 14 février et du 7 mars 1938. Les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité du Village de St-Dominique de Jonquière ont approuvé et ratifié ledit acte par résolution en date du 7 décembre 1938, approuvé par la Commission Municipale de Québec, le 15 décembre 1938. Le but de la loi à être passée par la Législature de la Province de Québec devant être pour ratifier et confirmer l'acte susdit et les résolutions susmentionnées et aussi pour toutes autres fins relatives aux présentes.

Québec, le 21 décembre 1938.

Les procureurs des Requérantes,
GRAVEL, THOMSON & HEARN,
TOUSSAINT McNICOLL,
6161—51-4-o

Public notice is hereby given that the Town of Jonquière, in the County of Chicoutimi, and the School Commissioners for the Municipality of the Village of St. Dominique de Jonquière, in the County of Chicoutimi, shall apply jointly to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to ratify and confirm a certain Deed, dated the 18th July, 1938, bearing the No. 9755 of the minutes of J. G. Verreault, N. P., entitled: "Agreement between the Town of Jonquière and the Jonquière Pulp Company", a body politic and corporate, having its principal place of business in the Town of Jonquière, to which Deed intervened Price Brothers & Company, Limited, a body politic and corporate, having its principal place of business at the City of Quebec, and the Quebec Municipal Commission, created by the Act of the Quebec Legislature, 22 George V, Chapter 56. The said Agreement fixes, for a period of ten years, the municipal taxes payable by the Jonquière Pulp Company, and settles, partly forever and partly for a period of ten years, certain difficulties between the Town of Jonquière, on the one part, and the Jonquière Pulp Company and Price Brothers & Company, Limited, on the other part. The said Deed was passed in conformity with resolutions adopted by the Municipal Council of the Town of Jonquière on the 14th February and 7th March, 1938. The school Commissioners for the Municipality of the Village of St. Dominique de Jonquière have approved and ratified the said Agreement, by resolution dated the 7th December, 1938, approved by the Quebec Municipal Commission on the 15th December, 1938. The purpose of the said Act to be passed by the Legislature of the Province of Quebec being to ratify and confirm the aforesaid Deed and Resolutions, and also for all other purposes relative thereto.

Quebec, December 21, 1938.

GRAVEL, THOMSON & HEARN,
TOUSSAINT McNICOLL,
Solicitors for Applicants,
6162—51-4-o

Département de l'Instruction publique

No 690-38.

Québec, le 13 décembre, 1938.

¶ Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Julien de Wolfetown, dans le comté de Mégantic, les lots Nos 23 et 26 du Premier Rang du canton d'Irlande-Sud, et de les annexer à la municipalité scolaire d'Irlande-Sud, dans le comté de Mégantic.

6023—50-2-o

Department of Public Instruction

No. 690-38.

Quebec, December 13, 1938.

Application is made to detach from the school municipality of St. Julien de Wolfetown, in the county of Mégantic, lots Nos. 23 and 26 of the First range of the township of Ireland-South, and to annex the same to the school municipality of Ireland-South, in the county of Mégantic.

6024—50-2

Québec, le 19 décembre 1938.

Quebec, December 19th, 1938.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Rock-Forest, dans le comté de Sherbrooke, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire du Petit Lac Magog", tout le territoire suivant, savoir:

"Commencant au centre de la rivière Magog, à un point placé dans le prolongement de la ligne nord du lot No trois cent quarante (340) du dit canton d'Orford; de là, vers le sud, le sud-ouest et l'ouest en suivant le centre de la dite rivière jusqu'à la rive nord du Petit Lac Magog; de là, vers l'ouest et le sud en suivant la rive nord et la rive ouest du dit lac jusqu'à l'intersection de la ligne entre les lots Nos six cent quatre (604) et six cent six (606); de là, vers l'ouest en suivant la dite ligne jusqu'à l'intersection de la ligne est du chemin de fer Pacifique Canadien; de là, vers le nord en suivant la ligne est du dit chemin de fer en arrière des lots Nos six cent quatre (604), six cent trois (603), six cent deux (602) et six cent un (601) jusqu'au coin nord-ouest de ce dernier lot; de là, vers l'ouest en ligne droite et traversant ledit chemin de fer jusqu'au coin sud-est du lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-sept (597); de là, continuant vers l'ouest en suivant la ligne de division entre les lots Nos cinq cent quatre-vingt-dix-sept (597) et six cents (600) jusqu'à l'intersection du chemin public passant au nord-ouest des dits lots; de là, vers le nord-est en suivant la ligne sud-est du dit chemin public jusqu'à l'intersection de la ligne entre les lots Nos 557 et 597; de là, vers l'ouest, traversant le dit chemin public en suivant le prolongement de la dite ligne et longeant la ligne divisant les lots Nos 564, 596 jusqu'à l'intersection du cordon entre les rangs VIII (8) et IX (9) du dit canton d'Orford; de là, vers le nord en suivant le dit cordon jusqu'à l'intersection de la ligne nord du lot No 554; de là, vers l'est en suivant la ligne nord des lots Nos 554, 517, 424 et 430 jusqu'au point de départ."

Application is made to detach from the School Municipality of Rock-Forest, in the County of Sherbrooke, and to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Petit Lac Magog", all the following territory, to wit:

"Commencing at the centre of the Magog River, at a point placed in the prolongation of the northern line of lot number three hundred and forty (340) of said Township of Orford; thence, towards the south, southwest and west following the centre of the said river as far as the northern bank of "Petit Lac Magog"; thence, towards the west and south, following the northern bank and the western bank of the said lake as far as the intersection of the line between lots numbers six hundred and four (604) and six hundred and six (606); thence, towards the west, following the said line as far as the intersection of the eastern line of the Canadian Pacific Railway; thence, towards the north, following the eastern line of said Railway in rear of lots numbers six hundred and four (604), six hundred and three (603), six hundred and two (602) and six hundred and one (601) as far as the northwest corner of said latter lot; thence towards the west, in a straight line, and running across the said railway as far as the southeast corner of lot number five hundred and ninety seven (597); thence, continuing towards to west, following the division line between lots numbers five hundred and ninety seven (597) and six hundred (600) as far as the intersection of the public highway passing on the northwest of said lots; thence, towards the northeast, following the southeast line of said public highway, as far as the intersection of the line between lots Nos. 557 and 597; thence, towards the west, running across said public highway, following the prolongation of said line, and running alongside the division line of lots Nos. 564, 596 as far as the intersection of the "cordon" between Ranges eight (8) and nine (9) of the said Township of Orford; thence, towards the north, following the said "cordon" as far as the intersection of the northern line of lot No. 554; thence, towards the east, following the northern line of lots Nos. 554, 517, 424 and 430 as far as the starting point."

6157—51-4-o

6158—51-2

ERRATUM

Aux pages 3298 et 3300 de la *Gazette officielle de Québec*, du 1er octobre 1938, dans les versions, française et anglaise, lisez: "The Miner Press, Limited", au lieu de "The Mines Press, Limited".
6105-o

ERRATUM

On pages 3298 and 3300 of the *Quebec Official Gazette*, of October 1, 1938, in the French and English versions, read: "The Miner Press, Limited", instead of "The Mines Press, Limited".
6106

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Deux-Montagnes, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Hermas" et que son principal siège d'affaires est à St-Hermas, comté de Deux-Montagnes.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'ins-

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Two Mountains, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Hermas", and that its principal place of business is at St. Hermas, county of Two Mountains.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commer-

truments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 15ème jour de décembre 1938.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6139-o ALBERT RIOUX.

cial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 15th day of December, 1938.

ALBERT RIOUX,
6140 Deputy Minister of Agriculture.

Ordre de Cour

Province of Quebec, District de St-François, Cour Supérieure, No 838. Morisset Ltée, demanderesse; vs Roméo Bouchard, défendeur; et Atlas Textile Mill Inc., Tiers-Saisi; et les Commissaires d'Ecoles de la Municipalité de Coaticook, Intervenants.

Le 19 avril 1938,

La Cour, après avoir entendu les intervenants par leurs procureurs sur leur motion, laquelle expose ce qui suit:

Attendu qu'à la suite d'un jugement de cette Cour, en date du 30 avril 1937, l'intervention dans la présente cause, a été maintenue et qu'il a été ordonné au tiers-saisi de déposer au greffe de cette Cour, toute somme qu'il pouvait être condamné à devoir au défendeur, dans une cause No 474 de la Cour Supérieure de ce district, et qu'après appel des créanciers, suivant la loi, les intervenants soient colloqués et payés au marc la livre, avec les autres créanciers.

Attendu que le tiers-saisi a en effet déposé la somme qu'il devait au défendeur;

Accorde la dite motion; et ordonne que l'appel des créanciers soit publié deux fois en français et en anglais, dans la *Gazette officielle de Québec*, enjoignant aux créanciers de produire leur réclamation, dans les quinze jours de la date de la première insertion. Le tout avec dépens.

(Signé) HECTOR VERRET,
J. C. S.

Vraie copie,

Les procureurs de l'intervenant,
5975-50-2-o SAMSON & GERIN.

Rule of Court

Province of Quebec, District of Saint Francis, Superior Court, No. 838. Morisset Ltée, Plaintiff; vs Roméo Bouchard, Defendant; and Atlas Textile Mill Inc., Garnishee; and Les Commissaires d'Ecoles de la municipalité de Coaticook, Intervenants.

On the 19th of April, 1938,

The Court, after having heard the intervenients by their attorneys, on their motion which says as follow:

Whereas that following a judgment of this Court, bearing date of April the 30th, 1937, the intervention of the present case has been maintained and that the Garnishee has been ordered to deposit at the clerk's office at this Court, any sum of money that he might be condemned to owe to defendant, in a case No. 474 of the Superior Court, of this district, and that after calling the creditors according to law, the intervenients be collocated and paid au marc la livre, with the other creditors.

Whereas that Garnishee has in effect deposited the sum of money that he was owing the defendant;

Grant said motion and orders that the notice to the creditors be published twice in French and in English in the *Official Gazette of Québec*, to file their claim, within the fifteenth day following the day of the first insertion; the whole with costs.

(Signed) HECTOR VERRET,
J. S. C.

A true copy,

5976-50-2-o SAMSON & GERIN,
Attorneys for Intervenant.

Soumissions

Province of Québec, District de St-Hyacinthe

VILLAGE RICHELIEU

COMTÉ DE ROUVILLE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumission pour obligations du Village Richelieu", seront reçues à l'adresse du soussigné, bureau municipal, Village Richelieu, Comté de Rouville, jusqu'à midi, le 27 décembre 1938, pour l'achat d'une émission d'obligations du Village Richelieu, au montant de \$67,000.00, portant intérêt au taux de 4% l'an, datées du 1er jour de novembre 1938 et émises en vertu du règlement numéro 106, dûment approuvé suivant la loi, le dit emprunt étant destiné à rembourser le solde de l'émission d'obligations émises en vertu du règlement numéro 66 s'élevant à \$56,000.00 avec intérêt accrû au taux de 5% l'an, ainsi qu'à défrayer le

Tenders

Province of Quebec, District of St. Hyacinthe

VILLAGE OF RICHELIEU

COUNTY OF ROUVILLE

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds of the Village of Richelieu", will be received at the address of the undersigned, Municipal Office, Village of Richelieu, County of Rouville, up to Noon on the 27th of December, 1938, for the purchase of an issue of Bonds of the Village of Richelieu, to the amount of \$67,000.00, bearing interest at the rate of 4% per annum, dated from the 1st day of November, 1938, and issued under By-law Number 106, duly approved according to Law, the said loan being destined to reimburse the balance of the issue of Bonds issued under By-law Number 66 amounting to \$56,000.00 with accrued interest at the rate of 5% per annum, as well as to defray

coût de l'installation d'un réservoir métallique pour assurer la protection contre le feu, tel que le tout est plus amplement détaillé au dit règlement numéro 106 déposé au bureau du Secrétaire-Trésorier pour examen par les intéressés.

Le capital et les intérêts semi-annuels (1er mai et 1er novembre de chaque année) seront payables au bureau du Secrétaire-Trésorier du Village Richelieu, ou au bureau de la Banque Provinciale du Village Richelieu, ou au bureau chef de la même banque à Montréal, ou encore à la demande de l'adjudicataire au bureau principal de toute autre banque à charte à Montréal.

Les dites obligations de la dénomination de \$500.00 chacune, pourront être enregistrées quant au capital et seront faites payables par séries échelonnées du 1er novembre 1938 au 1er novembre 1963.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre de la Municipalité du Village Richelieu, égal à 1% du montant de l'emprunt.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Des soumissions basées sur obligations portant intérêt au taux de 3½% l'an au lieu de 4% seront également considérées.

Les soumissions seront étudiées par le Conseil du Village Richelieu à son assemblée spéciale du 28 décembre 1938.

Le Village Richelieu se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions produites.

Village Richelieu, ce 12ème jour de décembre 1938.

Le secrétaire-trésorier,
J.-E. BARRE.

5965-50-2-0

the cost of the installation of a metal reservoir to assure protection against fire, as the whole is more amply detailed in the said By-law Number 106 filed in the office of the Secretary-Treasurer for examination by the interested parties.

The capital and semi-annual interest (1st of May and 1st of November of each year) will be payable at the office of the Secretary-Treasurer of the Village of Richelieu, or at the office of the Banque Provinciale of the Village of Richelieu, or at the head office of the same Bank at Montreal, or also at the request of the adjudicator at the head office of any other chartered Bank at Montreal.

The said Bonds of denominations of \$500.00 each, may be registered as to capital and shall be made payable by series from the 1st of November, 1938 to the 1st of November, 1963.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque to the order of the Municipality of the Village of Richelieu, equal to 1% of the amount of the loan.

Each tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

Tenders based on Bonds bearing interest at the rate of 3½% per annum instead of 4% will also be considered.

The tenders will be studied by the Council of the Village of Richelieu at its special meeting of December 28th, 1938.

The Village of Richelieu does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders submitted.

Village of Richelieu, this 12th day of December, 1938.

J. E. BARRE,
Secretary-Treasurer

5966-50-2

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

SOUS LA LOI D'ARRANGEMENTS ENTRE CULTIVATEURS ET CRÉANCIERS

UNDER THE FARMERS' CREDITORS ARRANGEMENT ACT.

Dans l'affaire de Wilfrid Bachand, cultivateur, de Roxton Falls, (Shefford), cédant.

In the matter of Wilfrid Bachand, farmer, of Roxton Falls, (Shefford), assignor.

Avis public est par le présent donné que MARDI, le TRENTE ET UNIÈME jour de JANVIER, mil neuf cent trente-neuf, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'Eglise Paroissiale de St-Jean-Baptiste de Roxton Falls, dans le Comté de Shefford, seront vendus à l'enchère publique et adjugés au plus haut et dernier enchérissseur, les immeubles faisant partie de l'actif du cédant et décrits comme suit:

Public notice is hereby given that on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of JANUARY, one thousand nine hundred and thirty nine, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of St. Jean-Baptiste de Roxton Falls, in the County of Shefford, there will be sold at public auction and adjudged to the highest and last bidder, the immovables forming part of the estate of the Assignor and described as follows:

Certains terrains connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre pour le Canton de Roxton, comme étant le lot numéro deux cent soixante-dix-neuf (279) de la contenance de cinquante-cinq acres de terre en superficie, plus ou moins, la moitié nord-est du lot numéro trois cent cinquante-huit (pt. 358), et la partie sud du lot numéro trois cent soixante-quatre (pt. 364) (moins la partie appartenant à Pierre Loiséle ou représentants), de la contenance de quatre-vingts acres de terre en superficie, plus ou moins; le tout avec les bâtisses dessus construites.

Certain lots of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the Township of Roxton as being lot number two hundred and seventy nine (279) containing fifty five acres of land in area, more or less, the Northeast half of lot number three hundred and fifty eight (Pt. 358), and the South part of lot number three hundred and sixty four (Pt. 364) (less the part belonging to Pierre Loiséle or representatives), containing eighty acres of land in area, more or less, the whole with the buildings thereon erected.

Cette vente est faite suivant les dispositions de la Loi de Faillite, et conformément aux dis-

The said sale is made pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act and in conformity with the

positions du C. P. C., et a les mêmes effets légaux qu'une vente faite par le Shérif. Conditions de paiement: Argent comptant.

Valcourt, (Shefford), P. Q., ce vingt décembre 1938.

Le Séquestre Officiel et Syndic,
6137-51-2-o A. GRANDPRE.

provisions of the C. C. P., and shall have the same legal effect as a Sheriff's sale. Conditions of payment: Cash.

Valcourt, (Shefford), P. Q., this twentieth of December, 1938.

A. GRANDPRE,
6138-51-2 Official Receiver and Trustee.

Vente par licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Nicolet, dans le district de Nicolet, le 14 novembre, 1938, dans une cause dans laquelle Albert Pratte, garagiste, domicilié à St-Wenceslas, district de Nicolet, était demandeur, et dans laquelle Dame Alida Lafrenière, veuve dudit Albert Pratte, domiciliée et résidant à St-Wenceslas, district de Nicolet, est devenue demanderesse en reprise d'instance, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

1. Une portion de terre prise et détachée du côté sud-ouest du numéro quatre-vingt-quatre (P.S.) No 84) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de St-Wenceslas, dans le septième rang d'Aston, de figure irrégulière, contenant à son front, vers le sud-ouest, environ cinquante pieds de largeur sur une profondeur d'environ cent quatre-vingt-onze pieds, au bout de laquelle profondeur sa largeur est d'environ quatre-vingt-treize pieds, bornée en front par la Grande Ligne d'Aston et en profondeur par Donat Duhaime, au sud-est partie par Philippe Vincent et partie par J.-B. Héon, et au nord-ouest partie par une rue partie par Hubert Forest et partie par le terrain ci-après désigné, avec laquelle il ne forme qu'un seul et un établissement, avec une maison en brique à deux étages et autres bâtisses dessus érigées;

2. D'une lisière de terre adjacente à la portion de terre ci-dessus désignée, prise et détachée du numéro quatre-vingt-six (P86) du susdit cadastre, de la contenance de soixante pieds à son front sur environ quatre-vingt-dix pieds de profondeur, où telle lisière de terre n'a que quarante-cinq pieds de largeur, bornée en front par une partie regardant le nord-ouest des susdits Nos 84 et 86 appartenant à Hubert Forest, en profondeur et du côté nord-est par le surplus dudit No 86 et au sud-ouest par le terrain ci-dessus désigné avec les bâtisses dessus.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TREIZIEME jour de JANVIER, 1939, à DIX heures a.m. devant le protonotaire de cette Cour, au bureau du Protonotaire au Palais de Justice de Nicolet, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition à fin de conserver lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Nicolet, ce 2 décembre, 1938.

Les procureurs de la demanderesse en
reprise d'instance,
5839-49-2-o GAUDET & VIGEANT.

Sale by licitation

Notice is given that pursuant to a judgment of the Superior Court, Sitting at Nicolet, in the district of Nicolet, on the 14th of November, 1938, in a case wherein Albert Pratte, garage owner, domiciled at St. Wenceslas, district of Nicolet, was plaintiff, and wherein Dame Alida Lafrenière, widow of the said Albert Pratte, domiciled and residing at St. Wenceslas, district of Nicolet, has become plaintiff in continuance of suit, ordering the licitation of a certain immovable designated as follows, namely:

1. A parcel of land taken and detached from the southwest side of number eighty four (S. W. Pt. No. 84) of the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of St. Wenceslas, in the seventh range of Aston, of irregular figure, measuring in front towards the southwest, about fifty feet in width by a depth of about one hundred and ninety one feet, at the end of the said depth its width is about ninety three feet, bounded in front by the "Grande Ligne" of Aston, and in depth by Donat Duhaime, on the south-east partly by Philippe Vincent and partly by J. B. Héon, and on the northwest partly by a street, partly by Hubert Forest and partly by the land hereinafter designated, with which it forms but one and the same establishment, with a two story brick house and other buildings thereon erected;

2. A strip of land adjacent to the parcel of land hereinabove designated, taken and detached from number eighty six (Pt. 86) of the aforesaid cadastre, measuring sixty feet in front by about ninety feet in depth, where the said strip of land measures but forty five feet in width, bounded in front by a part facing the northwest of the aforesaid Nos. 84 and 86 belonging to Hubert Forest, in depth and on the northeast side, by the surplus of said No. 86 and on the southwest by the land hereinabove designated, with buildings thereon erected.

The immovable above designated will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the THIRTEENTH day of JANUARY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon, before the Prothonotary of the said Court, at the Office of the Prothonotary, in the Nicolet Court House, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Nicolet, December 2, 1938.

GAUDET & VIGEANT,
Attorneys for plaintiff in continuance
of Suit.
5840-49-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS

GASPÉ

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Québec, à savoir: { LA COMMISSION DES
No 74. { ACCIDENTS DU
TRAVAIL DE QUEBEC, corporation dûment
constituée en corporation, ayant son bureau-
chef au No 73, Grande-Allée, en la cité de Québec,
demanderesse; vs J.-D. FOURNIER, opérations
forestières, de Ste-Majorique, comté de Gaspé,
défendeur.

Avis est par les présentes donné que la vente des immeubles saisis en cette cause, antérieurement annoncée comme devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de St-Majorique, le dixième jour de septembre 1938, à trois heures de l'après-midi, aura lieu et les dits immeubles seront vendus séparément, à DIX heures du matin, MERCREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER 1939.

Bureau du shérif, Le shérif,
Percé, le 19 décembre 1938. JAS. T. TUZO.
[Première publication, le 24 décembre 1938] 6145-51-2

SHERIFFS' SALES

GASPE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Québec, to wit: { THE QUÉBEC WORK-
No 74. { MEN'S COMPENSA-
TION COMMISSION, a body politic and cor-
porate having its head office at No. 73 Grande
Allée, in the city of Quebec, plaintiff; vs J. D.
FOURNIER, lumbering operations of St. Majori-
que, County of Gaspé, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, formerly announced to take place at the parochial church door of St. Majorique, on the tenth day of September, 1938, at three o'clock in the afternoon, will take place and will be sold separately at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, the TWENTY FIFTH day of JANUARY, 1939.

JAS. T. TUZO,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, December 19th, 1938. 6146-51-2-o
[First publication, December 24th, 1938]

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 6261 { AIME GUERTIN, courtier, domici-
cilié et résidant dans les Cité
et district de Hull, demandeur; vs R. H.
WRIGHT, LTD., corps politique et incorporé
ayant sa principale place d'affaires dans la Ville
d'Aylmer, district de Hull, en liquidation en vertu
du chapitre 213 des S.R.C. 1927, dossier No
4814 au Greffe de la Cour Supérieure pour le
district de Hull, défenderesse.

Un lot de terre, avec bâtisses érigées, mesurant 100 acres, en superficie plus ou moins, décrits et connus suivant le plan officiel et le livre de renvoi, pour le canton de Hull, sous le numéro vingt-B (20-B) rang trois (3) et le lot, avec bâtisses érigées, décrit et connu, sous le lot treize (13) ville d'Aylmer, suivant le plan officiel et le livre de renvoi, pour la ville d'Aylmer; les dits lots étant situés tous deux (2) dans la municipalité de Hull Sud.

Un dépôt de \$250.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'Eglise paroissiale de St-Paul d'Aylmer, le NEUVIEME jour de JANVIER 1939, à DEUX heures de l'après-midi.

5753-48-2
[Première publication, le 3 décembre 1938]

Le shérif,
I. ST-PIERRE.

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

No. 6261 { AIME GUERTIN, broker, domici-
led and residing in the City and
District of Hull, plaintiff; vs R. H. WRIGHT,
LTD., a body politic and corporate having its
principal place of business in the Town of Aylmer,
District of Hull, in liquidation, pursuant to
chapter 213, R.S.C., 1927, Record No. 4814 of
the Records of the Superior Court for the District
of Hull, defendant.

A lot of land, with buildings thereon erected containing 100 acres in area, more or less, described and known according to the official plan and book of reference for the Township of Hull, under number twenty-B (20-B), Range three (3) and the lot, with buildings thereon erected, described and known under number thirteen (13), Town of Aylmer, according to the official plan and book of reference for the Town of Aylmer, both said two (2) lots situate in the Municipality of Hull South.

A deposit of \$250.00 shall be required from each and every bidder, before receiving his offer or bid.

To be sold "en bloc", at the parochial church door of St. Paul d'Aylmer, on the NINTH day of JANUARY, 1939, at TWO o'clock in the afternoon.

5754-48-2
[First publication, December 3rd, 1938]

I. ST-PIERRE,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 6254. { CORPORATION DU CANTON D'HARTWELL, corps municipal dûment incorporé ayant son siège social dans la municipalité d'Hartwell, comté de Papineau, district de Hull, demanderesse; vs JOSEPH BOIS, du canton d'Hartwell, district de Hull, défendeur.

(a) La partie nord-est du lot numéro vingt-quatre (N.E. 24) dans le quatrième rang du canton d'Hartwell, avec améliorations.

(b) Le lot numéro trente-trois (33) dans le quatrième rang du Canton d'Hartwell, avec améliorations.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise paroissiale de St-Félix de Valois de Chéneville, le TROISIEME jour de FEVRIER 1939, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
6165—51-2-o I. ST-PIERRE.
[Première publication, le 24 décembre 1938]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { ELPHEGE MARIER 175318. { *et al*, demandeurs; vs J-ADELARD TREMBLAY, défendeur

Un emplacement situé sur la rue St-Hubert, en la cité de Montréal, mesurant vingt-trois pieds et trois pouces de largeur par cent cinquante-trois pieds et neuf pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro cinq cent quinze (515) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Jacques, avec toutes les constructions y érigées portant les numéros civiques 1233 de ladite rue St-Hubert, avec droit de passage mitoyen au lot cidessus et au lot cinq cent quatorze (514) desdits plan et livre de renvoi officiels et avec droit également de construire au-dessus dudit passage suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Est sous le numéro 23636.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,130.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer, daté le 22 novembre 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 29 novembre 1938. 5783—48-2-o
[Première publication, le 3 décembre 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { DAME OLIVA GAGNON, veuve de feu Joseph Lauzon, *es-nom* et *es-qualité* de tutrice aux enfants du dit Joseph Lauzon, demanderesse; vs LEO-PAUL LAPIERRE, *es-qualité* de curateur à Armand Lapierre, Melle Henriette Lapierre, et Albert Lamarre, *es-qual.* de syndic à la dite Melle Henriette Lapierre, défendeurs.

Un emplacement ayant front sur la rue Chapleau, en la cité de Montréal, composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

No. 6254. { THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF HARTWELL, a municipal corporation duly incorporated having its place of business in the municipality of Hartwell, county of Papineau, district of Hull, plaintiff; vs JOSEPH BOIS, of the township of Hartwell, district of Hull, defendant.

(a) The Northeast part of lot number twenty-four (N.E. 24) in the fourth range of the township of Hartwell with improvements.

(b) Lot number thirty-three (33) in the fourth range of the Township of Hartwell, with improvements.

To be sold at the parochial Church door of St. Félix de Valois de Chéneville, on the THIRD day of FEBRUARY, 1939, at TWO o'clock in the afternoon.

I. ST-PIERRE,
6166—51-2 Sheriff.
[First publication, December 24th, 1938]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { ELPHEGE MARIER, 175318. { *et al*, plaintiffs; vs J. ADELARD TREMBLAY, defendant.

An emplacement situate on St. Hubert street, in the city of Montreal, measuring twenty-three feet and three inches in width by one hundred and fifty-three feet and nine inches in depth, English measure and more or less, known and designated under number five hundred and fifteen (515) on the official plan and book of reference of St. James Ward with all the constructions thereon erected bearing civic numbers 1233 of said St. Hubert street with a "mitoyen" right of way to the hereinabove lot and to lot five hundred and fourteen (514) of the said official plan and book of reference and with right also to build above the said passage pursuant to deed registered in the registry office of Montreal-East under number 23636.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,130.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Surveyer, under date of November 22, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 29, 1938. 5784—48-2
[First publication, December 3rd, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { DAME OLIVA GAGNON, widow of the late Joseph Lauzon, *es-nom* and *es-qualité* of tutrix to the children of the said Joseph Lauzon, plaintiff; vs LEO PAUL LAPIERRE, *es-qualité* of curator to Armand Lapierre, Miss Henriette Lapierre, and ALBERT LAMARRE, *es-qualité* of trustee of the said Miss Henriette Lapierre, defendants.

An emplacement fronting on Chapleau street, in the City of Montreal, composed of the lots of land known and designated under numbers two

deux cent soixante-dix-neuf et deux cent quatre-vingt, de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-treize (173-279 et 280) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega, chacun des dits lots mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 2427 à 2443 de la rue Chapleau.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 20 décembre 1938. 6147-51-2-o
[Première publication, le 24 décembre 1938]

hundred and seventy nine and two hundred and eighty, of the official subdivision of lot number one hundred and seventy three (173-279 and 280) of the official plan and book of reference for the incorporated Village of Hochelega, each of the said lots measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure, more or less, with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 2427 to 2443 Chapleau street.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 20, 1938. 6148-51-2
[First publication, December 24th, 1938]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } LEDA LORTIE, en sa
No 37692 } qualité d'exécutrice testamentaire et légataire universelle de feu Caroline Lortie, fille majeure de Ste-Foye, contre ROSARIO LESSARD, 85, rue Napoléon, Québec, à savoir:

Le lot No 948 (neuf cent quarante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé coin sud-ouest des rues Durocher et Napoléon, mesurant environ quarante-deux pieds de front sur soixante-quatre pieds de profondeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le député shérif,
Bureau du shérif, JOS.-ALBERT DELAGE.
Québec, le 7 décembre 1938. 5909-49-2-o
[Première publication, 10 décembre 1938]
[Deuxième publication, 24 décembre 1938]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } GEORGES THIBAUT,
No 37015 } gérant de la Compagnie d'Assurance Metropolitan Life, domicilié à 27, rue Déziel, cité de Lévis, district de Québec, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à son fils mineur Robert; contre JOSEPH DEVARENNES, rentier, de la cité de Québec, à savoir:

1. Le lot No 2560 (deux mille cinq cent soixante) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur l'avenue Sainte-Geneviève, contenant 27 pieds de front sur une profondeur de 72 pieds plus ou moins, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. La moitié ou partie ouest du lot No 1030 (mille trente) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la côté sud de la rue Saint-Joseph, contenant 42 pieds et 10 pouces de front sur 47 pieds de profondeur plus ou moins, borné vers l'est aux représentants de William Paradis et vers l'ouest aux représentants de Damase Beaumont, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Avec aussi les droits de mitoyen-

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec to wit: } LEDA LORTIE, in her
No. 37692 } quality of testamentary executrix and universal legatee of the late Caroline Lortie, spinster of Ste-Foye; against ROSARIO LESSARD, 85 Napoléon Street, Quebec, to wit:

Lot No. 948 (nine hundred and forty-eight) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot of land situate at the southwest corner of Durocher and Napoléon Streets, measuring about forty-two feet in front by sixty-four feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. ALBERT DELAGE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, December 7th, 1938. 5910-49-2
[First publication, December 10th, 1938]
[2nd publication, December 24th, 1938]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } GEORGE THIBAUT,
No. 37015 } manager, of the Metropolitan Life Insurance Company, domiciled at 27 Déziel Street, City of Lévis, district of Quebec, both personally and in his quality of tutor to his minor son Robert; against JOSEPH DEVARENNES, annuitant, of the City of Quebec, to wit:

1. Lot No. 2560 (two thousand five hundred and sixty) of the official cadastre for Saint Louis Ward, now Champlain Ward, of the City of Quebec, being a lot of land situate on Sainte Genevieve Avenue, measuring 27 feet in front by a depth of 72 feet, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The half or west part of lot No. 1030 (one thousand and thirty) of the official cadastre for Jacques Cartier Ward, now Saint Roch Ward, of the City of Quebec, being a lot of land situate on the south side of Saint Joseph Street, measuring 42 feet and 10 inches in front by 47 feet in depth, more or less, bounded on the east by the representatives of William Paradis and towards the west by the representatives of Damase Beaumont—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Together with

neté de clôture dans le pignon ouest de la maison de feu William Paradis et les droits mitoyens dans le pan est de la maison de feu P. Beaumont vers l'ouest, tel que le tout est actuellement, avec les servitudes actives et passives sans exception ni réserve. Sujette à une rente foncière annuelle de \$4.00 payable le 29 septembre de chaque année aux Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

3. Le lot No 1042 (mille quarante-deux) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur le côté nord de la rue Notre-Dame des Anges, contenant 43 pieds et 6 pouces de front et 40 pieds de profondeur plus ou moins, sans garantie, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$4.50 payable le 29 septembre de chaque année aux Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATORZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
L. LAPIERRE.
Québec, ce 7 décembre 1938. 5897-49-2-o
[Première publication, 10 décembre 1938]
[Deuxième publication, 24 décembre 1938]

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: LA CITE DE QUEBEC, No 2700/38. } contre LES HERITIERS DE FEU GEORGES PLAMONDON, en son vivant de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

La subdivision No 2-A (deux-A) du lot No 98 (quatre-vingt-dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé coin sud-ouest de l'avenue Bourlamaque et de la rue Saunders, mesurant 29 pieds et 6 pouces de largeur sur 80 pieds de profondeur et contenant en superficie 2360 pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise; bornée au nord-ouest par la rue Saunders, au nord-est par l'avenue Bourlamaque et vers le sud-est par le lot No 98-3-A, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et toutes les servitudes actives existantes en faveur du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
L. LAPIERRE.
Québec, ce 21 décembre 1938. 6153-51-2-o
[Première publication, le 24 décembre 1938]
[Deuxième publication, le 7 janvier 1938].

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: ALPHONSE LACHANCE, No 37525. } fermier, de la paroisse de Sainte-Agathe de Lotbinière; contre DAME AIME PROVENCHER, veuve de Aimé Provencher, ménagère de la Paroisse de Saint-Octave de Dosquet.

Le demi lot nord-est du lot No 1, (numéro 1) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Octave de Dosquet, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé rang 4 de Nelson, avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

the rights of mitoyenneté of the fence in the west gable wall of the house of the late William Paradis and the mitoyen rights in the east wall of the house of the late P. Beaumont towards the west, as the whole presently subsists, with the active and passive servitudes without exception or reserve. Subject to an annual ground rent of \$4.00 payable on the 29th of September of each year to the Reverend Sisters of the Hôtel Dieu of Quebec.

3. Lot No. 1042 (one thousand and forty two) of the official cadastre for Jacques Cartier Ward, now Saint Roch ward of the City of Quebec, being a lot of land situate on the north side of Notre Dame des Anges street, measuring 43 feet and 6 inches in front and 40 feet in depth, more or less, without warranty of exact measurement, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$4.50 payable the 29th of September of each year to the Reverend Sisters of the Hôtel-Dieu of Quebec.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the FOURTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Québec, December 7, 1938. 5898-49-2
[First publication, December 10th, 1938]
[Second publication, December 24th, 1938]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit: THE CITY OF QUEBEC, No. 2700/38. } against THE HEIRS OF THE LATE GEORGES PLAMONDON, in his lifetime of our City of Quebec, in our district of Quebec, to wit:

Subdivision No. 2-A (two-A) of lot No. 98 (ninety-eight) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de-Québec, Banlieue, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate at the Southwest corner of Bourlamaque Avenue and Saunders street, measuring 29 feet and 6 inches in width by 80 feet in depth and containing a superficial area of 2,360 feet, the whole more or less, English measure; bounded on the Northwest by Saunders street, on the Northeast by Bourlamaque Avenue and towards the Southeast by lot No. 98-3-A, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and all the active servitudes existing in favour of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Québec, December 21, 1938. 6154-51-2
[First publication, December 24th, 1938]
[Second publication, January 7, 1939]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: ALPHONSE LACHANCE, No. 37525. } farmer, of the parish of Sainte Agathe de Lotbinière; against DAME AIME PROVENCHER, widow of Aimé Provencher, housekeeper, of the Parish of Saint Octave de Dosquet.

The northeast half lot of lot No. 1 (number one) of the official cadastre for the parish of Saint Octave de Dosquet, County of Lotbinière, being a lot of land situate in range 4, of Nelson, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Octave de Dosquet, comté de Lotbinière, le VINGT-SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE,
Québec, ce 21 décembre 1938. 6155-51-2-o
[Première publication, le 24 décembre 1938]
[Deuxième publication, le 7 janvier 1938]

To be sold at the parochial church door of Saint Octave de Dosquet, County of Lotbinière, on the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 21, 1938. 6156-51-2
[First publication, December 24th, 1938]
[Second publication, January 7th, 1938]

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

No-C-128693 } MAURICE FORGET et
GILLES FORGET, fai-
ant affaires ensemble comme courtiers sous les
nom et raison sociale de FORGET & FORGET,
dans les cité et district de Montréal, deman-
deurs; vs ELYSEE THERIAULT, avocat, des
cité et district de Québec, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

"Un lopin de terre situé en la paroisse de St-Iréné, dans le rang de Terrebonne, faisant partie du lot numéro quarante-quatre (P. de No 44) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Iréné, contenant huit (8) arpents en superficie, plus ou moins, borné comme suit: en bas de la profondeur, vers le sud-est, partie au terrain de Hermel Perron, et partie au terrain vendu à la Cie du Chemin de fer de Québec & Saguenay; d'un côté, vers le nord-est, partie au terrain de Timothée Tremblay et partie au terrain de J. B. Gauthier, en haut de la profondeur vers le nord-ouest, au terrain de Louis Tremblay, et de l'autre côté, vers le sud-ouest, partie au terrain de Timothée Tremblay, partie au terrain de Georges Bouchard, partie au terrain de Charles Tremblay, partie au terrain de Ernest Tremblay, partie au terrain de Flavien Boily, partie au terrain de Philippe Tremblay et partie à la route de Terrebonne, avec la maison et autres bâtisses et dépendances construites sur la totalité du dit lopin de terre."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Iréné, comté de Charlevoix, MERCREDI, le QUATRIÈME jour de JANVIER 1939, à DIX heures de l'avant midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, P.-R. BOULIANE,
La Malbaie, le 29 novembre 1938. 5231-48-2-o
[Première publication, le 3 décembre 1938]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de St-Hyacinthe.

Province de Québec, } DAME DULCINEE
No 3679. } PICHETTE, de-
manderesse; vs SAMUEL LEDUC, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur.

1. Un lopin de terre au 4ème rang de Sainte-Hélène, étant la partie ouest du numéro trois cent cinquante-huit (ptie 358) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Hélène, de Bagot, d'un arpent et demie de largeur sur une profondeur de onze arpents du cordon des troisième et quatrième rangs, borné en front au chemin des dits rangs, en arrière à Ismael Leduc représentant la partie est du même lot, d'un côté au nord au No

SAGUENAY

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

No. C-128693 } MAURICE FORGET and
GILLES FORGET, car-
rying on business together as brokers under the
firm name and style of FORGET & FORGET,
in the city and district of Montreal, plaintiffs;
vs. ELYSEE THERIAULT, advocate, of the
city and district of Quebec, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

A parcel of land situate in the parish of St-Iréné, in the Terrebonne range, forming part of lot number forty-four (Pt. of No. 44) of the official cadastre for the parish of Saint-Iréné, containing eight (8) arpents in area, more or less, bounded as follows: at the lower end of the depth, towards the southeast, partly by the land of Hermel Perron, and partly by the land sold to the Quebec & Saguenay Railway Company; on one side, towards the northeast, partly by the land of Timothée Tremblay and partly by the land of J. B. Gauthier, at the upper end of the depth towards the northwest, by the land of Louis Tremblay, and on the other side, towards the southwest, partly by the land of Timothée Tremblay, partly by the land of Georges Bouchard, partly by the land of Charles Tremblay, partly by the land of Ernest Tremblay, partly by the land of Flavien Boily, partly by the land of Philippe Tremblay and partly by the Terrebonne road, with the house and other buildings and dependencies erected on the whole of the said parcel of land.

To be sold at the parochial church door of St. Iréné, county of Charlevoix, on WEDNESDAY, the FOURTH day of JANUARY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon.

P. R. BOULIANE,
Sheriff's Office, Sheriff.
La Malbaie, November 29, 1938. 5232-42-2
[First publication, December 3rd, 1938]

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of St-Hyacinthe.

Province of Québec, } DAME DULCINEE
No. 3679. } PICHETTE,
Plaintiff; vs SAMUEL LEDUC, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

1. A plot of land on the No. 4 range of Sainte-Hélène, being the western part of number three hundred and fifty-eight (Pt. 358) of the official cadastre of Ste-Hélène de Bagot, of one arpent and a half in width by eleven arpents in depth, starting from the edge of the third and fourth ranges, bounded in front by the road of the said ranges, in rear by Ismael Leduc, representing the eastern part of the same lot, on the north side

357 et du côté sud au No 359; la pointe de terre au sud du dit chemin n'étant pas comprise dans la vente;

2. Un autre terrain au même lieu faisant partie du numéro trois cent cinquante-neuf (ptie 359) du dit cadastre, de deux arpents de largeur sur environ dix arpents de profondeur, borné devant au dit chemin de front, derrière au terrain d'Ismael Leduc, d'un côté au nord au terrain sus-décrié, partie No 358, de l'autre côté au sud à partie du No 360 du même cadastre, avec les bâtisses érigées.

3. Une terre comprenant les lots numéro trois cent soixante et trois cent soixante et un (Nos 360 et 361) du dit cadastre, avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise paroissiale de Sainte-Hélène, Co. Bagot, à ONZE heures a.m., le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER 1939.

Bureau du shérif, Le shérif,
St-Hyacinthe, le 19 décembre 1938. O. AUCLAIRE,
6149-51-2-0
[Première publication, le 24 décembre 1938]

by number 357 and on the south side by the No. 359; the point of land on the south side of the said road not being included in the sale;

2. Another land at the same place being a part of number three hundred fifty-nine (Pt. 359) of the said cadastre of two arpents in width by about ten arpents in depth, bounded in front by the said front road, in rear by Ismael Leduc's ground, on the north side by the above-described land, part No. 358, and on the South side by part of No. 360 of the same cadastre, with buildings thereon erected.

3. A land comprising the lots number three hundred and sixty, and three hundred and sixty-one (Nos. 360 and 361) of the said cadastre, with buildings.

To be sold at the parochial church door of Ste-Hélène, Bagot county, at ELEVEN o'clock a.m., on the TWENTY FOURTH day of JANUARY, 1939.

Sheriff's Office, O. AUCLAIRE,
St-Hyacinthe, December 19th, 1938. Sheriff.
6150-51-2-0
[First publication, December 24th, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de St-Hyacinthe.

Province de Québec, { DR. ALDERIC D.
No 3727. { TRUDEAU, dem-
demandeur; vs PETER ST-PIERRE, défendeur.

Saisie comme appartenant au dit défendeur:

(a) Un emplacement situé en la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours, connu et désigné sous le numéro deux (2) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse;

(b) Un lopin de terre situé en ladite paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, rang du Bord de l'eau, mesurant sept perches de largeur sur une profondeur de quatorze perches et deux-septièmes, plus ou moins, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro quatre (p. 4) des plan et livre de renvoi officiels de cette paroisse, et borné en front, à l'ouest, par le chemin dudit rang; en profondeur, à l'est, et d'un côté, au nord par Joseph Ward, propriétaire d'une autre partie du lot numéro quatre; et de l'autre côté, au sud, par Albert Fillingham, propriétaire du lot numéro sept desdits plan et livre de renvoi officiels; avec les constructions y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Richelieu, Co. Rouville, à ONZE heures a.m., le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER 1939.

Bureau du shérif, Le shérif,
St-Hyacinthe, le 20 décembre 1938. O. AUCLAIRE,
6151-51-2-0
[Première publication, le 24 décembre 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of St-Hyacinthe.

Province of Québec, { DR. ALDERIC D.
No. 3727. { TRUDEAU, plain-
tiff; vs PETER ST-PIERRE, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

(a) A site situated in the parish of Notre-Dame de Bonsecours, known and designated under the number two (2) of official plan and book of reference of the said parish;

(b) A plot of land situated in the said parish of Notre-Dame de Bonsecours, Bord de l'eau range, measuring seven perches in width by a depth of fourteen and two-seventh perches, more or less, forming a part of the lot known and designated under the number four (p. 4) of official plan and book of reference of that parish, and bounded: in front, in the west, by the road of the said range; in depth, in the east, and at one side, in the north by Joseph Ward, proprietor of another part of lot number four; and at the other side, in the east, by Albert Fillingham, proprietor of lot number seven of the said official plan and book of reference; with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door, of Richelieu, Rouville county, at ELEVEN o'clock a.m., on the TWENTY-FIFTH day of JANUARY, 1939.

Sheriff's Office, O. AUCLAIRE,
St-Hyacinthe, December 20th, 1938. Sheriff.
6152-51-2-0
[First publication, December 24th, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de St-Hyacinthe.

Province de Québec, { ALFRED VINCENT,
No 3755. { demandeur; vs JO-
SEPH VINCENT, défendeur.

Saisie comme appartenant au dit défendeur:

"Une terre située en la paroisse de St-Dominique, de 2 arpents de front sur 30 de profondeur, plus ou moins, y connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels sous le No 89, avec les bâtisses.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of St-Hyacinthe.

Province of Québec, { ALFRED VINCENT,
No. 3755. { Plaintiff; vs JO-
SEPH VINCENT, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

"A land situated in the parish of St-Dominique, of 2 arpents in front by 30 in depth, more or less, there known and designated in the official plan and book of reference under the number 89, with buildings.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Dominique, Co. Bagot, à DIX heures a.m., le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER 1939.

Bureau du shérif, Le shérif,
St-Hyacinthe, le 21 décembre 1938. O. AUCLAIRE.

6167-51-2-o

[Première publication, le 24 décembre 1938]

To be sold at the parochial church door, of St-Dominique, Bagot county, at TEN o'clock a.m., on the TWENTY-SIXTH day of JANUARY, 1939.

Sheriff's Office, O. AUCLAIRE,
St-Hyacinthe, December 21st, 1938. Sheriff.

6168-51-2-o

[First publication, December 24th, 1938]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Canada, }
Province de Québec, } DANS une cause dans
No 5224. } laquelle: J.-ANTO-

NIO GAUTHIER, marchand, des Trois-Rivières, y faisant affaires sous les nom et raison sociales de "P.-A. Gouin Enrg.", était demandeur; vs HARRY LAFLEUR, de la paroisse des Trois-Rivières, était défendeur; et J.-ADELARD LEMIRE, et LOUIS BERTRAND, registrateurs conjoints de la division d'enregistrement des Trois-Rivières, mis-en-cause.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir: "Un emplacement situé en la paroisse des Trois-Rivières, en la Banlieue des Trois-Rivières, au côté sud de la route nationale, faisant partie du lot numéro dix-sept du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, et démontré sur un plan de subdivision de cette partie du dit lot No 17 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, préparé par R.-H. Houde, arpenteur-géomètre, le 4 février 1932, comme étant le lot No 5 et partie du lot No 6 de la subdivision du dit lot numéro 17, ayant 75 pieds de largeur par une profondeur de 168'6" pieds dans sa ligne nord-est et 178' pieds environ dans sa ligne sud-ouest, borné en front par la dite route nationale, en profondeur par la ruelle, tel que mentionné sur le dit plan, d'un côté par la rue portant le No 17-2 sur le dit plan et du côté sud-ouest par le résidu du dit lot No 6 vendu par le défendeur à Georges Lambert, le 5 août 1938, par acte de vente fait et passé devant Mtre J.-A. Villeneuve, N.P., avec bâtisses dessus construites, et tel que le tout se trouve actuellement."

Pour être vendu, au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le TROISIEME jour de JANVIER, mil neuf cent trente-neuf, à DIX heures (10) de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, 30 novembre 1938.5755-48-2-o L.-P. MERCIER.
[Première publication, le 3 décembre 1938]

Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que Hugues Lemoyne de Martigny, gérant de la cité de Montréal, en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs Michel et Huguette, Paul Drolet-Massue, fonctionnaire public, de la cité de Québec, en sa qualité de tuteur à son enfant mineur, Pierre, Gérard Perrault, relieur, de la cité de Montréal, en sa qualité de tuteur à son enfant mineur Robert, Dame Marie-Louise Eglantine Bastien, de la cité de Montréal, veuve en premières noces de Ovila Stanislas Perrault en son vivant industriel du

TROIS-RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.

Canada, }
Province of Quebec, } IN a case wherein: J.
No. 5224. } ANTONIO GAU-

THIER, merchant, of Trois-Rivières, there carrying on business under the firm name and style of "P. A. Gouin, Enrg.", was plaintiff; vs HARRY LAFLEUR, of the parish of Trois-Rivières, was defendant; and J. ADELARD LEMIRE, and LOUIS BERTRAND, joint registrars of the registration division of Trois-Rivières, *mis-en-cause*.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit: "An emplacement situate in the parish of Trois-Rivières, in the Suburbs of Trois-Rivières, on the South side of the national highway, forming part of lot number seventeen of the official cadastre for the parish of Trois-Rivières, and shown on a subdivision plan of that part of the said lot No. 17 of the cadastre of the parish of Trois-Rivières, prepared by R. H. Houde, land surveyor, on February 4, 1932, as being lot No. 5 and part of lot No. 6 of the subdivision of the said lot number 17, having 75 feet in width by a depth of 168'6" feet, in its North-east line and about 178' feet in its Southwest line, bounded in front by the said National highway, in depth by a lane, as mentioned on the said plan, on one side by the street bearing No. 17-2 on the said plan and on the Southwest side by the residue of said lot No. 6 sold by the defendant to Georges Lambert, on August 5, 1938, by deed of sale made and passed before Mtre J. A. Villeneuve, N.P., with buildings thereon erected, and as the whole presently subsists.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Trois-Rivières, on the THIRD day of JANUARY, one thousand nine hundred and thirty-nine, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, November 30, 1938. 5756-48-2 Sheriff.
[First publication, December 3rd, 1938]

Application to the Legislature

Notice is hereby given that Hugues Lemoyne de Martigny, manager of the City of Montreal, in his quality of tutor to his minor children Michel and Huguette, Paul Drolet-Massue, public officer, of the City of Quebec, in his quality of tutor to his minor child Pierre, Gérard Perrault, binder, of the City of Montreal, in his quality of tutor to his minor child Robert, Dame Marie-Louise Eglantine Bastien, of the City of Montreal, widow by first marriage of Ovila Stanislas Perrault, in his life-time manufacturer of the same

même lieu, et en secondes noces de L.-H. Painchaud, en son vivant courtier d'assurances du même lieu, et Le Sun Trust Limitée, corporation légalement constituée ayant son siège social dans la cité et le district de Montréal, en sa qualité de seule exécutrice testamentaire et administratrice fiduciaire dudit feu Ovila Stanislas Perrault, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi, particulièrement pour les fins suivantes:

Pour confirmer et ratifier la transaction intervenue le 11 octobre 1929, entre ladite Dame Marie Louise Eglantine Bastien et les exécuteurs testamentaires et administrateurs fiduciaires dudit Ovila Stanislas Perrault; pour décréter que l'un des tuteurs aux petits-enfants dudit Ovila Stanislas Perrault, ou l'un de ses petits-enfants ayant atteint sa majorité, pourra être nommé exécuteur testamentaire et administrateur, et agir conjointement, mais sans rémunération, avec le Sun Trust Limitée ou son successeur; pour fixer la date à laquelle le partage des biens de la succession devra être fait entre les petits-enfants dudit feu Ovila Stanislas Perrault; pour décréter que jusqu'au partage, les revenus nets seront distribués par parts égales entre les petits-enfants; pour décréter que toutes sommes que les exécuteurs testamentaires pourront être appelés à emprunter pourront l'être du Sun Trust Limitée; pour autoriser et décréter tout ce qui pourrait être utile ou avantageux, tant pour la conservation ou la liquidation des biens de la succession que pour l'attribution et la distribution des revenus desdits biens.

Montréal, 20 décembre 1938.

Les procureurs des Requérants,
6173-51-4-0 VALLÉE, LÉTOURNEAU & TANSEY.

place, and by second marriage of L. H. Painchaud, in his lifetime insurance broker, of the same place, and The Sun Trust, Limited, a body duly incorporate, having its principal place of business in the City and District of Montreal, in its quality of sole testamentary executor and fiduciary administrator of the said late Ovila Stanislas Perrault, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act, more particularly for the following purposes:

To confirm and ratify the transaction entered into the 11th of October, 1929, by the said Dame Marie-Louise Eglantine Bastien and the testamentary executors and fiduciary administrators of the said Ovila Stanislas Perrault; to declare that one of the tutors to the grand-children of the said Ovila Stanislas Perrault, or one of his grand-children who has attained the age of maturity, may be appointed testamentary executor and administrator and act jointly, but without remuneration, with The Sun Trust Limited or its successors; to fix the date at which the partition of the assets of the Estate must be made among the grand-children of the said Ovila Stanislas Perrault; to declare that until the partition, the net revenues will be distributed among the grand-children in equal shares;

To declare that all sums which the testamentary executors may be called upon to borrow may be borrowed from The Sun Trust; to authorize and enact anything which may be useful or advantageous, whether for the preservation or the liquidation of the assets of the Estate, or for the attribution and distribution of the revenues of the said assets.

Montreal, December 20th, 1938.

VALLÉE, LÉTOURNEAU & TANSEY,
6174-51-4-0 Attorneys for Petitioners.

Lettres Patentes

La proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 17 décembre 1938, à la page 4100, *Re*: la "ville de Sainte-Anne-de-Bellevue" est nulle, et remplacée par les lettres patentes suivantes, à savoir:

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'ic elles pourront concerner—SALUT.

ATTENDU que le paragraphe 3 de l'article 2 de la Loi des cités et villes décrète que le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut accorder des lettres patentes ayant l'effet d'abroger la charte spéciale d'une municipalité de cité ou de ville et de soumettre cette ville ou cette cité exclusivement aux dispositions de la Loi des cités et villes;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, dans le comté de Jacques-Cartier, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 1er septembre 1938, Nous a présenté une requête deman-

Letters Patent

The proclamation published in the *Quebec Official Gazette* of the 17th of December, 1938, on page 4100, *Re*: the "Town of Sainte-Anne-de-Bellevue", is null and is replaced by the following Letters Patent, namely:

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

WHEREAS paragraph 3 of Article 2 of the Cities' and Towns' Act enacts that the Lieutenant-Governor in Council may grant Letters Patent to the effect of revoking the special charter of a City or Town Municipality and to subject the said Town or the said City exclusively to the provisions of the Cities' and Towns' Act;

WHEREAS the Municipal Council of the Town of Sainte-Anne-de-Bellevue, in the county of Jacques-Cartier, in conformity with a resolution duly adopted at its meeting of the 1st of September, 1938, has presented to Us a petition

dant d'abandonner les lois spéciales 58 Vict., c. 56, 63 Vict., c. 57 et 6 Edouard VII, c. 54, qui la régissent et constituent sa charte, et d'être soumise exclusivement aux dispositions de la Loi des cités et villes;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par cette loi ont été remplies;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 7 décembre 1938, nous accordons la requête du conseil municipal de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, en date du 6 septembre 1938, et Nous déclarons et ordonnons par les présentes que des lettres patentes soient émises et qu'à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec* la dite ville soit soumise exclusivement aux dispositions de la Loi des cités et villes, la dite ville continuant à être désignée sous son nom corporatif, soit "la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue" et à être divisée en trois quartiers, c'est-à-dire, les quartiers est, centre et ouest, tels qu'ils existent actuellement, chaque quartier étant représenté au conseil par deux échevins et le maire étant élu par les électeurs de toute la ville, la dite ville conservant ses limites actuelles telles que décrites dans les statuts qui l'ont incorporée, le tout sous l'autorité du paragraphe 3 de l'article 2 du chapitre 102 des statuts refondus, 1925.

"Publiées conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R., 1925), chapitre 102)".

"(Signé) JOS. BILODEAU,
Ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce".

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ÉSIOFF-LÉON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre province de QUEBEC, ce VINGT ET UNIÈME jour de DECEMBRE, en l'année mil neuf cent trente-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,
6175-0 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

requesting to abandon the special Acts 58 Vict., c. 56, 63 Vict., c. 57 and 6 Edward VII, c. 54, which governs it and which constitutes its charter, and be subjected exclusively to the provisions of the Cities' and Towns' Act;

WHEREAS all the formalities prescribed by the said Act have been fulfilled;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order dated the 7th of December, 1938, We grant the request of the municipal Council of the Town of Sainte-Anne-de-Bellevue, dated the 6th of September, 1938, and we do hereby declare and order that Letters Patent be issued and that on and from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette* the said Town be subjected exclusively to the provisions of the Cities' and Towns' Act, the said Town continuing to be designated under its corporate name, namely "The Town of Sainte-Anne-de-Bellevue" and to be divided into three wards, that is to say, the East, Center and West Wards, as it subsists actually, each Ward being represented in the Council by two aldermen and the mayor being elected by the electors of the whole Town, the said Town conserving its present limits as described in the Statutes incorporating it, the whole in conformity with the provisions of paragraph 3 of Article 2 of chapter 102 of the Revised Statutes, 1925.

"Published in conformity with the provisions of paragraph 5 of Article 15 of the Cities' and Towns' Act (R.S., 1925), chapter 102)".

"(Signed) JOS. BILODEAU,
Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce."

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom those presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY THEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member for Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUEBEC, in Our said Province, this TWENTY-FIRST day of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty-eight and in the third year of Our Reign.

By command,
6176 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 51

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:—

Auclair vs St-Amant..... 4140

ANNONCEURS:—AVIS AUX..... 4105

Index of the Quebec Official Gazette, No. 51

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Auclair vs St-Amant..... 4140

ADVERTISERS:—NOTICE TO..... 4105

ASSURANCES:—

La Compagnie d'Assurance La Protection Nationale..... 4140

AVIS DIVERS:—

Canadian Upholstering Co. Ltd..... 4141
Hudson Investment Co. Ltd..... 4141
L'Union Fédérale des Employés Municipaux de la cité de Québec, Inc..... 4141
Schick Shaver Limited..... 4141

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Bills privés..... 4141

BUREAUX-CHEFS:—

Aird Brothers Limited..... 4142
Napoléon Sénécal Ltée..... 4142
Swiss Musical Novelties Limited..... 4142

CHARTES—ABANDON DE:—

Hudson Investment Co. Ltd..... 4143
Mines d'Or du Lac Larone Ltée..... 4143

COMPAGNIE DISSOUTE:—

Saguenay Pulp & Power Company..... 4143

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:—

Association des Architectes de la province de Québec..... 4145
Association des Commerçants Licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal..... 4147
Cap-de-la-Madeleine, cité de *et al.*..... 4144
Cap-de-la-Madeleine, cité de *et al.*..... 4145
Compagnie Equitable d'assurance contre le feu..... 4148
Guillemette, Marie..... 4147
Hôpital Ste-Jeanne d'Arc..... 4148
Jonquière, ville de *et al.*..... 4150
Lachine, cité de..... 4149
L'Association d'Assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, *et al.*..... 4144
Montréal, Commission des Ecoles Catholiques..... 4148
Plage Laval, ville de..... 4149
Pointe-au-Pic, Commissaires d'écoles du village..... 4147
Roy, Georges-Albert..... 4147
Saint-Jean, cité de..... 4143
Saint-Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal..... 4145
Saint-Pierre-aux-Liens, commissaires d'écoles..... 4146
Silver, Paul Herbert *et al.*..... 4146
St-Gédéon, paroisse de..... 4144
Succession Alphonse Valiquette..... 4145
Succession O.-S. Perrault..... 4161
Verdun, Commission des Ecoles Catholiques..... 4149

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Irlande-Sud, munic. scolaire..... 4150
Petit Lac Magog, munic. scolaire..... 4151

ERRATUM:—

The Miner Press, Limited..... 4151

INSURANCES:—

The National Protection Assurance Company..... 4140

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Canadian Upholstering Co. Ltd..... 4141
Hudson Investment Co. Ltd..... 4141
L'Union Fédérale des Employés Municipaux de la cité de Québec, Inc..... 4141
Schick Shaver Limited..... 4141

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private Bills..... 4141

CHIEF-OFFICES:—

Aird Brothers Limited..... 4142
Napoléon Sénécal Ltd..... 4142
Swiss Musical Novelties Limited..... 4142

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Hudson Investment Co. Ltd..... 4143
Lake Larone Gold Mines Ltd..... 4143

COMPANY DISSOLVED:—

Saguenay Pulp & Power Company..... 4143

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Province of Quebec Association of Architects..... 4145
Association des Commerçants Licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal..... 4147
Cap-de-la-Madeleine, city of *et al.*..... 4144
Cap-de-la-Madeleine, city of *et al.*..... 4145
Equitable Fire Insurance Company..... 4148
Guillemette, Marie..... 4147
Hôpital Ste-Jeanne-d'Arc..... 4148
Jonquière, town of *et al.*..... 4150
Lachine, city of..... 4149
L'Association d'Assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, *et al.*..... 4144
Montreal, Catholic School Commission..... 4148
Plage Laval, town of..... 4149
Pointe-au-Pic, School Commissioners of the village..... 4147
Roy, Georges-Albert..... 4147
Saint-Jean, city of..... 4143
Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal..... 4145
Saint-Pierre-aux-Liens, school Commissioners..... 4146
Silver, Paul Herbert *et al.*..... 4146
St. Gédéon, parish of..... 4144
Estate of Alphonse Valiquette..... 4145
Estate of O. S. Perrault..... 4161
Verdun, Catholic School Commission..... 4149

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Ireland-South, School munic..... 4150
Petit Lac Magog, school munic..... 4151

ERRATUM:—

The Miner Press, Limited..... 4151

LETTRES PATENTES:—

LETTERS PATENT:—

Aird Brothers Limited.....	4106
A. Morrisette & Company Limited.....	4111
Atlas Sponging Inc.....	4112
Collegiate Sportwear Incorporated.....	4114
Commercial Fur Company Limited.....	4115
Cytrynbaum & Heller Ltd.....	4117
Hershfield's Incorporated.....	4119
Hôtel Régál Limité.....	4120
La Cie de Bois du Cenellier, Ltée—(Cenellier Lumber Co. Ltd).....	4122
La Ferme St-Charles Inc.—The St. Charles Farm Inc.....	4124
Ligue de la Jeunesse Féminine de Montréal.....	4127
Paquet & Déry Ltée.....	4125
Phelan & Humphrey Limited.....	4127
Sainte-Anne-de-Bellevue, ville de.....	4162
Windsor Slipper Co.....	4130
Wolfe Lumber Mills Corp.....	4132

Aird Brothers Limited.....	4106
A. Morrisette & Company Limited.....	4111
Atlas Sponging Inc.....	4112
Collegiate Sportwear Incorporated.....	4114
Commercial Fur Company Limited.....	4115
Cytrynbaum & Heller Ltd.....	4117
Hershfield's Incorporated.....	4119
Hôtel Régál Limité.....	4120
La Cie de Bois du Cenellier, Ltée—(Cenellier Lumber Co. Ltd).....	4122
La Ferme St-Charles Inc.—The St. Charles Farm Inc.....	4124
Ligue de la Jeunesse Féminine de Montréal.....	4127
Paquet & Déry Ltée.....	4125
Phelan & Humphrey Limited.....	4127
Sainte-Anne-de-Bellevue, town of.....	4162
Windsor Slipper Co.....	4130
Wolfe Lumber Mills Corp.....	4132

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

O'Neil European Machine Co. of Montreal Canada.....	4134 +
The Peoples Thrift & Investment Co....	4134 +

O'Neil European Machine Co. of Montreal Canada.....	4134
The Peoples Thrift & Investment Co....	4134

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de St-Hermas.....	4151
--	------

Société Coopérative Agricole de St-Hermas.....	4151
--	------

ORDRE DE COUR:—

RULE OF COURT:—

Morisset Ltée vs Bouchard.....	4152
--------------------------------	------

Morisset Ltée vs Bouchard.....	4152
--------------------------------	------

PROCLAMATIONS:—

PROCLAMATIONS:—

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	4138
Jours de fête publique les 26 décembre 1938 et 2 janvier 1939.....	4139

Convocation of the Legislature for the dispatch of business.....	4138
Public holidays December 26, 1938 and January 2, 1939.....	4139

SOUMISSIONS:—

TENDERS:—

Richelieu, village de.....	4152
----------------------------	------

Richelieu, village of.....	4152
----------------------------	------

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Bachand, Wilfrid.....	4153
-----------------------	------

Bachand, Wilfrid.....	4153
-----------------------	------

VENTE PAR LICITATION:—

SALE BY LICITATION:—

Pratte vs Lafrenière.....	4154
---------------------------	------

Pratte vs Lafrenière.....	4154
---------------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

SHERIFFS' SALES:—

GASPÉ:—

GASPÉ:—

La Commission des Accidents du Travail de Québec vs Fournier.....	4155
---	------

The Quebec Workmen's Compensation Commission vs Fournier.....	4155
---	------

HULL:—

HULL:—

Canton d'Hartwell vs Bois.....	4156
Guertin vs R. H. Wright, Ltd.....	4155

Township of Hartwell vs Bois.....	4156
Guertin vs R. H. Wright, Ltd.....	4155

MONTRÉAL:—

MONTREAL:—

Gagnon vs Lapierre <i>et al</i>	4156
Marier <i>et al</i> vs Tremblay.....	4156

Gagnon vs Lapierre <i>et al</i>	4156
Marier <i>et al</i> vs Tremblay.....	4156

QUÉBEC:—

Cité de Québec vs Héritiers Georges Plamondon.....	4158
Lachance vs Provencher.....	4158
Lortie vs Lessard.....	4157
Thibault vs Devarences.....	4157

SAGUENAY:—

Forget <i>et al</i> vs Thériault.....	4159
---------------------------------------	------

SAINT-HYACINTHE:—

Pichette vs Leduc.....	4159
Trudeau vs St-Pierre.....	4160
Vincent vs Vincent.....	4160

TROIS-RIVIÈRES:—

Gauthier vs Lafleur.....	4161
--------------------------	------

QUEBEC:—

City of Quebec vs Heirs of Georges Pla- mondon.....	4158
Lachance vs Provencher.....	4158
Lortie vs Lessard.....	4157
Thibault vs Devarences.....	4157

SAGUENAY:—

Forget <i>et al</i> vs Thériault.....	4159
---------------------------------------	------

SAINT-HYACINTHE:—

Pichette vs Leduc.....	4159
Trudeau vs St-Pierre.....	4160
Vincent vs Vincent.....	4160

TROIS RIVIÈRES:—

Gauthier vs Lafleur.....	4161
--------------------------	------